

**CHANGEMENT SOCIAL,
CHANGEMENT POLITIQUE
A AULNAY SOUS BOIS**

**Nonna MAYER
Arnaud MERCIER
Cécile PECHU
Henri REY
Nadia Ténine MICHEL**

Décembre 1992

SOMMAIRE

CHANGEMENT SOCIAL, CHANGEMENT POLITIQUE A AULNAY SOUS BOIS

Changement social, changement politique à Aulnay sous Bois
par Nonna Mayer et Henri Rey

Aulnay sous Bois et le Parti communiste ou la double inconstance
par Nadia Ténine Michel

Les données de l'implantation locale : le cas du parti socialiste à Aulnay sous Bois
par Arnaud Mercier

Le Front national à Aulnay sous Bois : du vote protestataire au parti de militants
par Cécile Péchu

Changement social, changement politique à Aulnay sous Bois

De 1988 à 1990 nous avons animé un séminaire au Cycle supérieur d'études politiques de l'IEP de Paris sur le thème "Changement social, changement politique en banlieue rouge". Il avait pour objectif de familiariser les étudiants avec les techniques d'enquête, en abordant le changement politique et notamment électoral par l'étude d'un cas concret. Le terrain d'étude retenu en 1989-1990 a été la ville d'Aulnay sous Bois. C'est du travail des participants qu'est issu le présent Cahier¹

Le choix de la ville d'Aulnay se justifie pour plusieurs raisons. Sa localisation dans la région parisienne et sa liaison avec le RER en font un terrain facilement accessible aux étudiants. Sa taille (82.000 habitants) est assez grande pour que l'offre politique y soit diversifiée mais assez réduite pour se prêter à l'approche monographique et à la prise en compte de la dimension locale des phénomènes politiques. C'est une commune de banlieue, où les effets désintégrateurs du changement urbain sont particulièrement sensibles (chômage, délinquance, flux migratoires, brassage ethnique). Elle se rattache à l'ancienne ceinture "rouge" de Paris en pleine recomposition politique, où la poussée socialiste et l'essor de la droite, en particulier de l'extrême droite, répondent au recul de l'encadrement communiste et de ses réseaux. Autant d'éléments qui font d'Aulnay un terrain d'observation privilégié des relations entre changement social et changement politique et des éventuels décalages entre les évolutions locales et les évolutions nationales.

Population

La ville se développe à la fin du XIXème en liaison avec l'extension du réseau ferroviaire Nord et Est. La gare d'Aulnay est inaugurée en 1875 et la liaison Aulnay-Bondy est réalisée en 1886. Les premiers lotissements mordent sur la forêt de Bondy entre le canal de l'Ourcq et la ligne de chemin de fer puis plus au Nord sur les terres à blé de la plaine de Gonesse. Aux villas des petits bourgeois succèdent, entre les deux guerres, les pavillons d'ouvriers et de cheminots. La progression est spectaculaire. Aulnay sous Bois (anciennement Aulnay les Bondy jusqu'en 1903) passe de 765 habitants en 1876 à 2829 en 1901, 4417 en 1906, 7141 en 1911, 21636 en 1926, 31763 en 1936. Le recensement de 1990 confirme le dynamisme démographique de la commune. Depuis le recensement de 1982 sa population a augmenté deux fois plus vite que celle de la Seine Saint Denis et de la France métropolitaine (tableau 1). C'est aujourd'hui la troisième ville du département, talonnant de près Saint-Denis.

Cet essor démographique tient à la fois au mouvement naturel de la population et aux flux migratoires. La population d'Aulnay est jeune et la part des moins de 20 ans y est nettement supérieure à la moyenne départementale (+3) et nationale (+5) (tableau 2). Les étrangers en représentent une proportion croissante, qui atteint au recensement de 1990 un niveau record de 21,5%, plus de trois fois supérieur à la moyenne nationale (tableau 3).

¹. Nous remercions tout particulièrement Nadia Michel, notre informatrice privilégiée sur l'histoire et la vie politique aulnaysienne, Vincent Thomas et sa compagne Salima, ainsi que les responsables des formations politiques qui ont bien voulu nous recevoir et répondre à nos questions et tous les participants au séminaire qui ont directement ou indirectement contribué à ce cahier: Eric Agricolianski, Frédéric Delannoy, Bernard Fournier, Michaela Geiger, Angelica Koch, Arnaud Mercier, Cécile Péchu, Frank Pepratx, Bettina Völter

Emplois

Contrairement à d'autres communes du département comme Saint-Ouen, Aubervilliers, Saint-Denis, industrialisées dès le milieu du XIXème, Aulnay a conservé longtemps un caractère rural. Le dernier remembrement remonte à 1951 et en 1958 la zone rurale située au nord du Vieux Pays compte encore 844 hectares dont 325 ensemencés en blé, la production annuelle de blé s'élevant à 9000 quintaux²

Son développement industriel s'amorce entre les deux guerres avec l'implantation de la compagnie des radiateurs (1924), de la Lilloise et divers petites industries mécaniques et chimiques. Il se confirme après-guerre avec l'installation de L'Oréal dans les années cinquante, Garonor en 1965, Citroën en 1971. Si Aulnay n'échappe pas à la crise (fermetures d'Idéal Standard en 1975, licenciements chez Citroën, Chapuzet, Parunis) elle reste une zone créatrice d'emplois industriels et surtout commerciaux (Parinor), bénéficiant de la construction du Parc des Expositions de Villepinte, de la proximité de l'aéroport de Roissy, d'une bonne infrastructure routière (deux autoroutes et la nationale 370) et de l'interconnexion avec le RER (ligne B) achevée en 1983). Au recensement de 1982 la commune comptait 3277 établissements dont l'essentiel (77%) dans les transports, le commerce et les services (Source : INSEE-Sirène).

La structure socio-professionnelle de la population d'Aulnay reflète ces évolutions. Entre le recensement de 1975 et celui de 1982 le poids des ouvriers a reculé (-5%) au profit des salariés non ouvriers (+6%) et en particulier des employés, aujourd'hui nettement plus nombreux que les ouvriers (+3%)(tableau 4). Rappelons toutefois que la structure socio-professionnelle des habitants résidant à Aulnay ne coïncide pas exactement avec celle des actifs qui y travaillent. Partie des cols blancs, attirés par la proximité du RER et la relative modicité des loyers d'Aulnay, travaillent dans la capitale et partie des cols bleus travaillent à Aulnay mais résident dans des banlieues plus lointaines. Ce décalage explique notamment le taux de chômage relativement élevé dans la commune malgré son dynamisme économique. Il est en effet comparable à celui du département et supérieur de 2 points à la moyenne nationale)(tableau 5). Chez les actifs étrangers il est bien plus élevé encore (19,8% contre 9% chez les actifs français de la commune lors du recensement de 1990).

Logement

L'habitat, à Aulnay, est composite, juxtaposant des zones pavillonnaires, des immeubles locatifs, des HLM classiques ou des copropriétés, et un grand ensemble : la Rose des Vents, plus trivialement désigné comme les "3.000" logements. Produit des lotissements successifs qui ont vu arriver par vagues, d'abord des occupants plutôt aisés dans le sud de la ville, puis, plus au nord, des ouvriers et employés, les mal-lotés de l'entre-deux-guerres, l'habitat individuel conserve aujourd'hui à Aulnay une place importante : plus de 40% des logements sont des maisons individuelles contre seulement un quart en Seine-Saint-Denis. La rapidité des liaisons avec le

². Cf Michel Philipponneau, *La vie rurale de la banlieue parisienne*, 1956. Au recensement de 1982 la commune ne compte plus que 37 ha cultivés, 16 exploitations agricoles, 18 salariés permanents.

centre de Paris, grâce au RER, la pénurie et le renchissement du coût des logements à Paris, le goût pour l'habitat pavillonnaire font se substituer aux anciens occupants plus modestes cadres moyens et supérieurs.

Dans l'habitat collectif, le logement HLM prédomine et de manière écrasante : 80% contre 60% en Seine-Saint-Denis. Ce n'est qu'en partie l'effet de la présence du grand ensemble qui regroupe un tiers des logements HLM de la ville. Porté par la croissance urbaine de l'après-guerre, favorisé par les municipalités communistes, ce type d'habitat s'est progressivement imposé. Il bat aujourd'hui un peu en retraite avec l'essor de la copropriété destinée aux cadres moyens et supérieurs. Reste, cause importante du malaise aulnaysien ce legs des années 60, le grand ensemble de la Rose des Vents, coupé du reste de la ville par les voies routières, bâti à la hâte sur des terrains agricoles disponibles au Nord de la ville et en prise aux difficultés des quartiers sensibles. La morphologie urbaine (voir photo) permet de distinguer de part et d'autre de la voie ferrée qui sectionne le tissu urbain, l'immense zone à dominante pavillonnaire, flanquée à l'Est des emprises industrielles anciennes; au Nord les cités HLM encadrent un vaste enclos pavillonnaire qui prolonge la marée des maisons individuelles, tandis qu'au-delà de la route nationale, comme extérieure à la commune elle-même, s'étend une sorte de no man's land où se succèdent la Rose des Vents, le parc urbain puis le domaine géant de l'usine Citroën, la zone d'activités commerciales de Parinor et les entrepôts de Garonor.

Malgré l'enchevêtrement des activités et des types d'habitat, c'est la diversification fonctionnelle des espaces qui l'emporte et la ville porte en elle une très lisible ségrégation sociale et spatiale. Elle se distingue ainsi de nombreuses communes de la Seine-Saint-Denis, dont elle tend à combiner les traits. Si le Sud pavillonnaire la rapproche des villes résidentielles telles sa voisine Pavillons-sous-Bois, ou même Villemonble et le Raincy, le grand ensemble et les implantations industrielles évoquent plutôt La Courneuve, tandis que l'habitat individuel et les HLM de la zone centrale suggèrent le rapprochement avec Bobigny ou Drancy. Indications grossières et rapides qui ne manqueraient pas, sans doute, de soulever la protestation des intéressés, mais qui témoignent de la difficulté à caractériser simplement cette ville ouvrière et petite bourgeoise, résidentielle et industrielle, jadis communiste et gérée aujourd'hui par la droite.

Forces politiques

La vie politique à Aulnay traduit bien cette complexité. Depuis plus d'un demi-siècle gauche et droite l'emportent tour à tour. Si le PC conquiert la mairie en 1935, c'est une coalition de troisième force qui dirige la ville de 1947 à 1965, avant le retour pour trois mandats, de 1965 à 1983, des communistes alliés aux socialistes. En 1983, la droite menée par le RPR gagne l'élection partielle, organisée quelques mois après l'annulation pour fraude des municipales du printemps et garde le contrôle de la municipalité en 1989. Ainsi depuis le milieu des années 30 et abstraction faite de la période de la guerre, communistes et modérés se sont répartis assez également les responsabilités municipales.

Quel que soit le camp qui s'impose, il est rare que le vaincu soit écrasé. Ainsi lorsque la croissance urbaine, nourrie de l'apport massif des couches populaires, favorise nettement un PC, jouant alors à son profit de la dynamique qui porte la

gauche tout entière, la droite, bien implantée localement et forte d'une légitimité acquise dans la Résistance, ne disparaît pas du paysage pour autant. L'appartenance de la ville à la banlieue rouge reste discutable et précaire. Elle en forme plutôt une extension, une excroissance, à la fois par son inclusion dans un environnement dominé par le communisme et par la volonté d'une partie d'elle-même. Par le rayonnement aussi de la figure hégémonique de Robert Ballanger, député d'abord puis maire d'Aulnay. Mais elle ne présente pas tous les traits distinctifs de la banlieue rouge au moment de sa splendeur : un dispositif monopolistique structuré par l'étroite association entre le pouvoir municipal, le mouvement syndical et associatif et un parti dominant sans partage, une contre société à l'échelle de la ville soudée dans la tension avec le centre bourgeois de l'agglomération et par une vue commune de l'avenir. Ici le PC n'a pas les mêmes avantages qu'à Saint-Denis ou à Aubervilliers.

La comparaison des scores obtenus par le PC à Aulnay et dans les villes-phares de la banlieue rouge aux élections législatives de 1967 à 1978 (tableau 7) fait apparaître une différence constante de plus de 10 points. Dans la quasi totalité des cas (sauf lors des législatives de 1978), les résultats du parti communiste sont à Aulnay inférieurs à sa moyenne départementale.

Contrairement à ce que l'on observe dans les bastions communistes d'Aubervilliers ou de Bobigny, le PC n'obtient jamais à Aulnay la majorité absolue au premier tour de ces scrutins. Avec le recul national de 1981, sa position se fragilise dangereusement la perte de la municipalité, seulement retardée de quelques mois par la fraude, apparaît dès lors moins comme un bouleversement radical que comme un renversement de tendance dans une ville partagée. La droite en effet, durant la même période, s'est toujours située au-dessus de son niveau départemental (de 2 à 5 points selon la date de l'élection législative et 4 points de plus à l'élection présidentielle de 1981). Il est assez remarquable que ces 4 points supplémentaires se retrouvent tant aux législatives de 1986 qu'à la présidentielle de 1988, une fois la municipalité conquise. Dans le face à face avec le PC, la droite, c'est surtout ici comme en Seine-Saint-Denis, le RPR. Communistes et gaullistes sont les deux pôles structurants de la vie politique locale jusqu'au milieu des années 80, confinant le PS et l'UDF dans un rôle mineur.

Ainsi malgré l'effacement du PC, le PS parvient difficilement à prendre pied dans la ville. Ses résultats sont presque constamment inférieurs (tableau 8) à ceux qu'il obtient au niveau départemental. Malgré, l'élection en 1988, dans la circonscription incluant Aulnay, d'un député socialiste, la liste socialiste est devancée aux municipales de 1989, par celle du PC. Le second tour qui voit la fusion des deux listes reconduit le maire RPR. La faiblesse locale du PS, ses difficultés à prendre le leadership à gauche s'offrent dès lors comme une énigme. Certes, le cas n'est pas unique, mais il mérite une étude particulière.

Aulnay attire l'attention des observateurs politiques quand, à l'élection municipale partielle de 1983, le Front national obtient 9,3% des suffrages exprimés. Avec celle de Dreux, c'est une des premières percées électorales de la formation d'extrême-droite qui sortira de la marginalité quelques mois plus tard, aux élections européennes de 1984. Avec près de 18% des voix, le Front national dépasse son niveau départemental (16%). Il en ira ainsi au cours des consultations suivantes,

avec toutefois une stabilisation de l'écart avec les résultats départementaux, cet écart oscillant autour d'un point.

Changement social, changement politique

A ces évolutions politiques il est tentant de rechercher une explication sociologique, liant le recul du PC au déclin de l'électorat ouvrier, la progression socialiste à celle des "couches moyennes salariées" et la montée du FN à la forte présence immigrée et à la hausse du chômage. Les études détaillées de Nadia Michel sur le PC³, d'Arnaud Mercier sur le PS et de Cécile Péchu sur le FN soulignent les limites de ce type d'analyse. Il n'y a pas de relation directe et mécanique entre changement social et changement électoral et la médiation des facteurs spécifiquement politiques est déterminante.

Si globalement le PC recule, il résiste dans les zones de vieil habitat pavillonnaire, où perdure une culture communiste locale malgré la mobilité résidentielle. Ses réseaux associatifs n'ont pas complètement disparu et son potentiel militant réapparaît en période de crise (grève, expulsions). Sa force dans l'ensemble du département, son passage à la mairie, la personnalité exceptionnelle de Robert Ballanger lui confère une légitimité historique et un poids politique largement supérieur à ses scores électoraux.

Si l'on note une progression électorale du PS, comme dans l'ensemble du pays, liée à l'arrivée des socialistes au pouvoir, elle reste limitée par l'absence d'une réelle implantation militante. Dominée idéologiquement par le PC, minée par les conflits de courants et de personnes, handicapée par l'absence de notoriété de ses dirigeants, privée de tout prolongement associatif, la section d'Aulnay est quasiment absente de la scène politique locale. Elle semble prise en étau entre un PC présent dans les quartiers populaires et un RPR qui attire les nouvelles classes moyennes en jouant sur son atout majeur, la gestion municipale.

Quant au Front national, l'analyse fine par bureau de vote confirme les résultats des études menées sur la Seine Saint Denis ou l'agglomération grenobloise⁴. Il n'y a pas de corrélation entre l'importance de la présence immigrée et le niveau du vote lepéniste. C'est à la Rose des Vents que le FN fait même ses plus mauvais scores. Mais l'effort d'implantation de la section pourrait bien fixer progressivement un électorat qui reste encore, d'une élection à l'autre, très volatile. Il a bénéficié de l'aide efficace des instances nationales, soucieuses de s'implanter en banlieue rouge, tout comme de la division de ses adversaires : une gauche divisée, un RPR hésitant sur la tactique à adopter à leur égard, le maire tantôt leur refusant une salle, tantôt leur promettant une alliance électorale (cf. annexe 4). Ce parti qui en lors des municipales de 1983 recrutait des candidats par petites annonces compte aujourd'hui une petite centaine d'adhérents et sympathisants. Ils découvrent les joies du militantisme, tractage, porte à porte et vente à la criée, alors que ceux des autres partis les abandonnent. Aujourd'hui c'est le parti politique qui affirme le

³. Ce texte a déjà paru dans Communisme, 1986 (), p.149-162. Nous remercions la revue de nous avoir donné l'autorisation de le reproduire.

⁴. Voir notamment Pascal Perrineau, "Le Front national: un électorat autoritaire", Revue politique et parlementaire, juillet-août 1985, p.24-31 et Henri Rey, Jacques Roy "Quelques réflexions sur l'évolution électorale d'un département de la banlieue parisienne", Hérodote, 43, octobre-décembre 1986, p.6-38

*Cahier du Cevipof n°8 – Décembre 1992 : Changement social, changement politique
à Aulnay-Sous-Bois*

plus sa présence sur le terrain et Aulnay est comme le miroir grossissant des bouleversements du paysage politique français.

**AULNAY-SOUS-BOIS
ET LE PARTI COMMUNISTE
OU LA DOUBLE INCONSTANCE**

Nadia Ténine Michel

Troisième ville de Seine-Saint-Denis (75.000 hab.), Aulnay-sous-Bois a récemment défrayé la chronique : grèves chez Citroën en 1982 et 1983, élections annulées favorisant l'émergence du Front national en 1983. Une page s'est alors tournée bruyamment, celle de l'influence dominante du PC sur la vie locale. Des années 20 au début des années 80, le PC fut la première force politique d'une ville qui a connu 25 années d'administration municipale communiste. En 1986, il n'occupe plus que le troisième rang avec le pire résultat depuis ses débuts : 16,8 % des suffrages exprimés.

C'est l'histoire de cette force qu'on analysera ici à travers une approche électorale, le cadre local permettant de dégager, au-delà des facteurs lourds de la conjoncture politique nationale, les tendances particulières qui ont permis, à deux reprises au cours des cinquante dernières années, la prise de pouvoir puis le déclin du PC dans une ville de banlieue. On s'appuiera sur une série presque continue d'élections depuis 1935⁵.

Aulnay, banlieue rouge ?⁶

La ville a certes été administrée longtemps par le PC et les modes d'occupation du sol - lotissements pavillonnaires des années 20, puis grands ensembles des années 60-70 -, incitent à la comparaison avec les autres communes de banlieue où, comme ici, une foule de déracinés a trouvé dans le vote communiste une façon d'exprimer son mécontentement. Mais la prépondérance communiste y est discontinue, 7 ans de 1935 à 1947 puis 18 ans de 1965 à 1983, et donc bien plus fragile et conjoncturelle que dans nombre de villes proches (Tremblay-lès-Gonesse, Blanc-Mesnil ou Bobigny). La structure sociale y montre un poids plus grand des classes moyennes. Pour que les communistes conquièrent le pouvoir local, il aura fallu des conditions particulières qui se retrouvent pour les deux périodes : une forte croissance de la ville (163 % de 1921 à 1931, 86 % de 1958 à 1975) et la présence d'un homme capable de jouer un rôle catalyseur.

Comment se conquiert le pouvoir ?

Bourg rural à l'origine, Aulnay s'urbanise après l'ouverture de la gare en 1875. La voie ferrée consacre la césure entre le nord, riche terre à blé et le sud, occupé par la forêt de Bondy, qui, grâce au premier lotissement, devient une banlieue plutôt résidentielle. Les lotissements s'étendent avant et surtout après la guerre de 1914-1918, gagnent la partie septentrionale où s'installent les plus modestes avec un

⁵ Résultats provenant des archives départementales de l'ancienne Seine-et-Oise et des archives communales dont je remercie le Conservateur, Madame Corbani, pour le concours qu'elle m'a fourni. Manque le résultat local de la première constituante du 21.10.1945. Les résultats les plus récents proviennent du bureau des élections d'Aulnay-sous-Bois.

⁶On se référera aux réflexions d'Annie Fourcaut dans *Bobigny, banlieue rouge*, ainsi qu'au n° 43 de la revue *Hérodote*, "Après les banlieues rouges".

rythme de croissance exceptionnel durant les années 20 (tableau n° 1) : plus de 2.000 habitants nouveaux chaque année ; les salariés vont passer de 40 à 60 % de la population, les acquéreurs étant cette fois des employés et surtout des ouvriers⁷. Les conditions de vie y sont forte différentes de ce qui était espéré : pas de rues (27 km attendent l'aménagement), des maisons souvent en bois et sans confort (pas d'eau, ni de gaz, ni d'électricité, ni d'égoûts, d'où de fréquentes inondations), éloignées de la gare (une heure de marche pour certains) ; les écoles submergées par l'afflux d'enfants.

Tableau n° 1 Population d'Aulnay d'après les recensements

La ville est alors administrée par une coalition de centre gauche aux contours flous, socialistes en rupture de parti et radicaux de la tendance Franklin-Bouillon sous l'égide du député, puis ministre Cathala. L'essor urbain provoque une crise municipale : l'ampleur et le coût des aménagements amènent la création en 1930 d'un octroi vivement contesté ; des démissions fréquentes entraînent des élections partielles en 1928 et 1931 et en 1932 le maire Dordain doit même démissionner à cause d'un marché d'assainissement très critiqué.

A ces problèmes locaux auxquels les élus ne savent faire face, s'ajoutent les effets de la crise générale : présence des ligues (Actions française et Solidarité) et plus encore chômage (1.100 chômeurs en moyenne en 1935 selon les statistiques publiées ultérieurement par le bulletin municipal).

Face aux notables qui perdent pied, les communistes sont la première force électorale de la ville. Ils ont sans doute absorbé la majorité des socialistes et fond dès 1922 élire 8 conseillers municipaux au 2e tour d'une partielle, mais se divisent ensuite et régressent comme partout dans les années 20 pour tomber au plus bas en 1932 avec la candidature militante de B. Frachon.

C'est bien chez les mal-lotis que le PC obtient ses meilleurs résultats (en 1928 : 42,3 % à Nonneville et 45,5 % au Bourg, quartiers bâtis dans les années 20). Le comité des mal-lotis, puis celui des chômeurs, sont impulsés par Maurice Nilès, l'homme qui a vraiment créé le parti à Aulnay. Ouvrier des eaux de la ville de Paris, ancien combattant de Verdun, secrétaire du Syndicat CGTU des services publics, il est candidat du PC dès les municipales de 1925, élu conseiller municipal lors d'une partielle en 1928, candidat en 1929 et 1932. Entraîneur d'hommes, leader local, il n'a pas d'efforts à faire pour représenter les mal-lotis ; il est l'un d'eux, installé sur un des nouveaux lotissements dans un logement très précaire⁸. Victimes mais non exclus, ces ouvriers ou employés sont jeunes, chargés de famille, assez dynamiques pour investir et s'investir dans l'habitat individuel et donc révoltés de la discordance entre leurs espoirs et la réalité.

⁷ Karel Nemecek, *Aulnay-sous-Bois 1875-1935*, mémoire de maîtrise, Université de Paris I-1985.

⁸ Témoignage de son fils Maurice Nilès, maire de Drancy, député honoraire.

En 1934, est élu conseiller général du canton d'Aulnay⁹ le maire communiste de Sevran, Fernet. Les effectifs du PC restent pourtant limités : 50 à 100 membres selon les témoignages, mais actifs et influents grâce aux comités qu'ils animent. En 1934, ils rassemblent 200 manifestants contre un arrêté municipal interdisant toute réunion publique (selon *l'Echo*, journal local proche des radicaux).

Aux élections municipales de 1935, les communistes ont en face d'eux quatre listes (une socialiste, une radicale et deux d'action locale) entre lesquelles se répartissent les sortants après l'échec d'une tentative d'entente. Le PC arrive en tête avec 33,5 % (moyenne de liste) alors que la participation est de 80,7 % et affronte au 2e tour une liste unique "de défense républicaine" regroupée derrière le docteur Marty, indépendant de gauche, animateur de la vie culturelle locale et frère d'André Marty.

Tableau n° 2
Pourcentage des voix communistes aux élections
*(le premier chiffre par rapport aux suffrages exprimés,
le second entre parenthèses par rapport aux inscrits)*

Cette liste de notables (commerçants, professions libérales, employés) semble après coup trop à droite au rédacteur radical de *l'Echo de la banlieue* qui estime, sûrement bien informé, que des radicaux ont voté communiste. Election gagnée -Maurice Nilès devenant maire - mais de justesse : 49,1 % et 25 élus pour la liste du PC, 48,2 % et 5 élus pour la liste Marty (lui-même battu). D'où l'annulation (déjà !) le 4 mars 1936 pour constitution, à la veille du second tour, d'une liste pirate comprenant contre leur gré des colistiers du docteur Marty.

Les partielles qui en résultant le 22 mars 1936 amplifient le succès communiste : avec 52,6 % des suffrages exprimés, la liste passe en entier. Il est vrai que la section socialiste appelle à voter pour elle (bien que des socialistes se soient présentés sur une au moins des deux autres listes). C'est donc sur la lancée unitaire du front populaire que les communistes progressent, sans pourtant s'ouvrir à d'autres courants. Ils continuent aux législatives. A. Demusois, maire d'Arnouville-les-Gonesse est en tête contre 5 concurrents à Aulnay (2e circonscription de Pontoise comprenant les cantons d'Aulnay, Gonesse Luzarches) et obtient au 2e tour 61,4 % ; c'est le succès d'un maire déjà bien implanté dans la région.

La municipalité qui se met en place est d'un nouveau style :

- par sa composition : 63 % d'ouvriers ;
- sa démarche très politisée (volonté de transformer la moitié des effectifs de la police municipale en cantonniers !) faisant estimer plus tard au préfet de Seine-et-Oise que le "caractère très militant" donné à son mandat municipal par M. Nilès avait gêné les autorités¹⁰ ;

⁹ Villes d'Aulnay-sous-Bois, Blanc-Mesnil, Sevran, Tremblay-lès-Gonesse, Villepinte.

¹⁰ ADSO 1 W 143.

- son action sociale : les dépenses du bureau de bienfaisance se sont accrues de 67 % de 1934 à 1936 (arbre de Noël et cantines gratuites pour les enfants de chômeurs, création de la première colonie de vacances en placement familial).

Et surtout la nouvelle équipe s'attaque avec plus de dynamisme que les précédentes à l'équipement. Dès après l'élection, pose de 12 bornes fontaines, ouverture d'un dispensaire, d'un marché couvert, d'un stade. Elle le fait savoir en éditant pour la première fois un bulletin municipal gratuit, de parution irrégulière et dont la tonalité se fait bientôt plus gestionnaire.

Une élection cantonale partielle en mars 1939 (décès du conseiller général Fernet) permet de mesurer l'audience du parti dans une période moins faste. Face à cinq candidats dont deux d'Aulnay, le maire communiste de Tremblay, G. Berger, obtient 36,4 %, soit un recul limité (tableau n° 2), signe d'une implantation réussie dans ce canton rouge dont Aulnay reste l'élément le plus modéré.

Et comment il se perd

L'élection suivante a lieu en 1945 : municipales des 29 avril et 13 mai; Contrairement à ce qui se produit alors dans l'ensemble de la France¹¹, le PC progresse peu ou pas (tableau 2). deux facteurs particuliers peuvent l'expliquer :

- l'importance de la résistance non communiste locale animée surtout par Libération nord et qui a su prendre de court les communistes en constituant un comité local de libération où ils sont minoritaires. La municipalité ensuite réinstallée est complétée par des membres du Comité local de libération (CLL) dont son président, candidat malheureux de 1935.

- l'étrange affaire Nilès ; maire sortant. Déchu de son mandat en 1939, interné en France (Baillet, Ile d'Yeu, St-Angeau, St-Sulpice-la-Pointe) puis en Algérie (Djelfa), il est ensuite libéré pour raisons de santé et astreint à résider dans l'Allier en janvier 1943. Rentré à Aulnay, il retrouve sa place de maire le 24 septembre 1944 (délibération du conseil municipal) avec 15 autres anciens élus et prend la parole dans une série de réunions publiques organisées par le PC. Mais en novembre, son absence est remarquée lors d'un nouveau meeting et le bruit court d'une réunion au siège du parti où son attitude durant la guerre aurait été sanctionnée¹². Sur demande d'un conseiller municipal communiste, il est convoqué au CLL qui examine son cas. Il affirme s'être contenté d'un engagement à ne pas agir contre Vichy¹³. En tout cas, il reste maire jusqu'en avril 1945, réunissant plusieurs fois son conseil. Mais il n'est pas représenté aux élections municipales.

Les communistes semblent avoir été divisés sur son compte. Conflit de personnes purement local ou sanction émanant du parti ? Les témoins aussi sont divisés. Rien dans son dossier (cabinet du préfet sous l'Occupation) qui puisse expliquer cette éviction, surtout si l'on compare son cas avec celui de nombreux élus communistes en 1945 qui eux aussi parvinrent à se faire libérer dans les mêmes

¹¹ Cf. F. Platone "Sombre dimanche" in 1986, *la drôle de défaite de la gauche*.

¹² ADSO 1 W 143

¹³ Fragment d'archives du CLL obligeamment prêté par M. Olmeta.

conditions que Nilès (et que dire de Pesch, resté premier adjoint à Bobigny jusqu'en 1942 et devenu maire communiste de 1944 à 1955...)

Faut-il se reporter à 1939 ? Tous les témoins (et le gouvernement qui le déchoit de son mandat) disent son approbation du pacte germano-soviétique. Mais il fait voter par son conseil municipal le 24 septembre 1939 une résolution rendant hommage "à tous ceux qui combattent vaillamment tant sur le front français que sur le front polonais contre l'hitlérisme" et souhaitant la victoire de "l'ensemble des pays démocratiques". Dans aucune des autres villes du canton d'Aulnay toutes administrées alors par des communistes n'a été adopté le moindre texte concernant la guerre (alors que la guerre d'Espagne et Munich avaient donné lieu à de multiples résolutions). Quelle que soit la vérité, l'affaire ternit localement l'image du PC, champion de la résistance.

Il gagne certes les municipales en mai 1945 au 2e tour avec 53,2 % mais n'a pu constituer de liste d'entente de la résistance (tactique officiellement recommandée) même au second tour. Ce sont les deux listes adverses qui fusionnent (SFIO, MRP et divers autres), préfigurant la troisième force ; les communistes réussissant quand même à récupérer sept transfuges de la liste socialiste.

Le nouveau maire P. Scohy, employé de la SNCF, est apprécié de tous. Mais il n'a pas l'enracinement de Nilès, lequel contribua d'ailleurs à la campagne (et resta militant sans faille, jusqu'à sa part en 1977, d'un parti qui l'a traité avec si peu de ménagement). On mesure le trouble causé par cette affaire aux élections cantonales de septembre 1945. Alors que le communiste sortant berger, auréolé par son action résistante, affronte trois aulnaysiens, un socialiste, un radical et un MRP, il obtient plus de voix sur Aulnay que la liste communiste au premier tour des municipales.

Les spécificités locales se marquent aussi aux deux élections générales de 1946 (les résultats locaux de la constituante de 1945 restent introuvables) : des résultats inférieurs pour le PC à ceux de 1936, à l'encontre du reste du pays. Il a 3 élus sur 8 aux deux constituantes et 4 aux législatives de 1946 malgré un léger tassement (la première circonscription de Seine-et-Oise comporte la moitié nord du département). Contrastant avec ces résultats plutôt décevants, les effectifs du PC passent de la petite centaine de 1935 à 7 ou 800 adhérents en 1946, répartis en 20 cellules¹⁴.

La municipalité est donc perdue en 1947. Non que le recul soit fort avec 1,7 % des suffrages exprimés, mais la proportionnelle n'avantage pas ici le parti, privé d'un deuxième tour mobilisateur. Et le RPF talonne le PC, obtenant autant d'élus que lui.

La période qui s'ouvre en 1947 est médiocre pour le parti au niveau local autant que national. La population ne s'accroît guère : 19 % de 1946 à 1954. Les habitants des lotissements sont propriétaires et fidèles à leurs options. Stabilité des habitants, stabilité électorale au niveau de la ville (tableau 2) et à celui des bureaux de vote, identiques de 1935 à 1958, simplement dédoublés en 1945 pour le vote féminin. Le PC varie peu d'une élection à l'autre, les écarts entre sections de vote

¹⁴ Enquête des RG-ADSO 1 W 471 - données confirmées par le secrétaire de section de l'époque A. Lucchini : selon lui, 650 membres et 21 cellules, chiffre qui tomberait à 450 dans les années 50.

sont peu marqués : 44 à 48 % des suffrages exprimés pour la meilleure section, 33 à 35 % pour la pire.

Les positions de pouvoir que détient le PC s'éloignent : trois députés qui se partagent la moitié de la Seine-et-Oise : Mathilde Péri, A. Demusois et R. Ballanger, le conseiller général G. Berger. Sur place, le maire socialiste, Herbaut, a été élu grâce au RPF alors que sa liste n'avait eu que 9,7 % des voix et trois élus. Le PC l'admet d'autant plus mal qu'Herbaut a fait partie de la délégation spéciale de septembre 1939 à 1940. Les luttes politiques sont confuses, parfois violentes avec le RPF : rien qui favorise un rayonnement accru. Les forces du PC restent relativement importantes et stables, mais sans dynamisme.

La reconquête

Tout va changer avec la reprise de la croissance urbaine. D'abord par densification des zones pavillonnaires, puis avec la pénurie de logements des années 50, par l'apparition des premiers HLM pas toujours bien acceptés du reste de la ville. Nouveaux venus et babyboom entraînent un accroissement des effectifs scolaires de 79 % entre 1936 et 1959, très supérieur à celui de la population (33 %). On doit construire des locaux scolaires en catastrophe alors que l'équipement des lotissements anciens reste inachevé : 8 km de rues sans eau potable en 1955 (selon le bulletin municipal de novembre 1955), 50 km de voies urbaines sans égouts sur un total de 115 km (*Echo d'Aulnay* 4.12.1954).

Mais les 943 ha agricoles qui subsistent au nord d'Aulnay excitent la convoitise des aménageurs. Aulnay prend place dans le vaste plan de grands ensembles qui va bouleverser la région parisienne. Les élus locaux réagissent contre ces projets. Le maire socialiste, Courtat, lance en février 1960 un appel contre la ZUP "Forêt de tours" et "les pouvoirs publics (qui) veulent transformer notre canton en CASERNES". Double inquiétude d'élus privés du réel pouvoir de décision et d'habitants qui voient sans plaisir se développer les logements collectifs sur le modèle si décrié de Sarcelles.

Prologue d'une crise municipale aux aspects divers. En 1962, le premier adjoint modéré P. Abrioux démissionne, mettant en cause les marchés passés par la municipalité, écrivant même ensuite (*Echo d'Aulnay*) que la corruption est installée à la mairie.

Cette cassure qui coïncide avec les débuts de la 5e République a pour répondeur politique la reconquête du pouvoir local par le PC. La majorité se révèle bien fragile lors des élections municipales de 1959. Les listes Herbaut (SFIO) et P. Abrioux (du MRP au RPF et modérés) ayant fusionné pour le second tour, la nouvelle liste est élue avec 50 % des suffrages, mais trois de ses animateurs sont battus : le maire sortant Herbaut, l'ancien député (battu en 1958) mendésiste devenu gaulliste de Lipkowski et le premier adjoint gaulliste. Sont élus à leur place trois candidats de la liste du PC élargie au second tour et qui a obtenu 49,2 % en moyenne.

Le magistère Ballanger

Une nouvelle majorité se cherche, un animateur exceptionnel qui manquait à la ville va la structurer. C'est avec les législatives de novembre 1958 que Robert Sallanger s'implante dans cette 9e circonscription de Seine-et-Oise qui correspond au canton d'Aulnay. Il est élu au second tour, mais dans une triangulaire avec 40,2 % et seulement 33,3 % à Aulnay où De Lipkowski le devance. Ce modeste résultat en fait néanmoins un des 10 élus qui ont résisté au reflux électoral du PC. Reflux accusé localement : 9 % par rapport à 1956 ; mais à la différence dure site de la France, les positions antérieures sont reconquises et améliorées. Le résultat de 1967 est meilleur que celui de 1946 (tableaux 2 et 3). Ballanger a déjà derrière lui une carrière originale. Dirigeant important de la résistance communiste, il devient en 1944, à 32 ans, vice-président du comité départemental de libération de Seine-et-Oise, secrétaire fédéral du PC et membre du comité central en 1945. Elu député en 1945, réélu constamment sous les 4e et 5e Républiques jusqu'à sa mort en janvier 1981. En 1950, il a pourtant été éliminé du comité central (avec 27 autres anciens résistants) et du secrétariat fédéral, mais l'élu qu'il reste enlève un siège presque imprévu. est-ce la cause de son retour comme suppléant au comité central lors du 15e congrès (1959) ? Il devient une personnalité d'envergure nationale en 1964, succédant à W. Rochet à la présidence du groupe communiste à l'Assemblée nationale.

Parlementaire apprécié de tous ses collègues, il passe d'emblée le cap des médias, ce qui lui vaut localement une grande popularité qui se marque dès les législatives de 1962¹⁵. Il gagne 5,6 % sur 1958, restant second à Aulnay et est élu au second tour face à l'UNR Olmeta.

Tableau n° 3 Pourcentage des voix communistes aux élections

En même temps, la croissance démographique s'accélère (tableau 1) : 23 % de 1954 à 1962, soit près de 1.100 habitants par an qui s'installent dans les nouveaux quartiers d'habitat collectif, base électorale qui permet au communiste Solbès d'enlever de justesse en 1964 le siège de conseiller général (la ville d'Aulnay constitue le canton) puis de gagner les élections partielles pour six conseillers municipaux à la suite de la démission du maire socialiste.

Pour les élections municipales de 1965, le PC réussit à constituer une liste d'union derrière Ballanger avec 17 communistes, 8 socialistes dont le maire sortant, 4 radicaux, 4 PSU (mais d'autres socialistes se présentent sur une liste centriste). Elle obtient 49,6 % au premier tour et passe au second avec 53,2 % et l'appui de la fédération socialiste. C'est l'instituteur L. Solbès (déjà deux fois conseiller municipal et qui vient d'être élu conseiller général) qui devient maire. Mais chaque bulletin municipal comporte deux éditoriaux respectivement signés Ballanger et Solbès...

¹⁵ La circonscription inchangée est désormais la 9e de Seine-Saint-Denis.

La nouvelle équipe est en phase avec la croissance démographique dont elle escompte un renforcement de son assise électorale. Elle entreprend un gros effort d'équipement : multiplication des écoles, stades, piscines, bibliothèques, crèches. Selon un bulletin municipal, le bilan de 1970 est triomphal avec 60 km de trottoirs bitumés, 20 km de tout à l'égout, 40 km d'éclairage public, 162 salles de classe, 2 CES, 3 gymnases et le doublement des colonies de vacances.

Alors que disparaît en peu d'années toute activité agricole, la municipalité s'efforce d'avoir prise sur le schéma d'aménagement. Le bulletin municipal de février 1967 annonce, sous la plume de Solbès, le contrat de 2.956 logements avec la société le Logement Français : "de nombreuses sociétés étaient sur les rangs. Nous avons écarté systématiquement toutes celles qui n'étaient pas sociétés d'HLM".

Aulnay s'industrialise. A la vieille usine des radiateurs (Ideal Standard) en déclin avec ses 1.500 emplois, se sont déjà ajoutés après la guerre, l'Oréal (1.300 emplois) remplaçant les ateliers ferroviaires de la Lilloise, puis Coignet (construction industrielle) en 1955. Ballanger qui dirige personnellement les négociations avec les entreprises, exploite habilement l'atout géographique que constitue la plaine de France en bordure de l'autoroute du Nord. En 1966, commence l'installation de Garonor (gare routière pour poids lourds) : en 1967 est annoncée celle de Citroën, puis deux zones industrielles attirent des entreprises diversifiées. Quelle mutation pour une ville qui en 1962, n'offrait que 10.000 emplois aux 30.000 actifs¹⁶...

Les électeurs, de plus en plus nombreux (26.757 inscrits en 1967, 35.590 en 1974) adhèrent d'abord à cette vision optimiste de la croissance urbaine et industrielle. Mais il faut distinguer les élections nationales et locales, car les résultats des premières sont plus inégaux. Consolidation en 1967 du siège de Ballanger, enfin en tête à Aulnay et qui bénéficie d'un meilleur report des voix de la FGDS dans la ville que dans la circonscription. Mais fléchissement de 1968¹⁷, puis apogée de 1973 : face à sept candidats, dont trois d'extrême-gauche, Ballanger est en tête dans tous les bureaux de vote et il réussit enfin à Aulnay presque le même score que dans la circonscription (43,2 % pour 43,6 %).

Les élections locales sont très nombreuses en raison du dédoublement du canton en 1967. Le canton sud, à cheval sur la voie ferrée, compte 16.266 électeurs habitant des pavillons ou de petits immeubles des quartiers commerçants. Le canton nord est mixte, pavillons et grands ensembles et n'a que 12.690 électeurs, mais l'emporte pour le sud à partir de 1973 : 23.813 électeurs en 1979. Le PC y est mieux implanté : en 1967, le maire Solbès est réélu conseiller général dès le premier tour contre trois candidats. Au sud, son adjoint B. Hernandez n'est élu qu'au second tour avec 50,4 %. Au renouvellement de 1970, Hernandez n'a pas progressé face à cinq candidats, au lieu de trois, mais il passe au second tour à 51,4 %.

Aux élections municipales de 1971 triomphe la liste Ballanger dès le premier tour face à une liste de droite mais aussi une liste PSU-LO, le PSU quittant la majorité municipale dont l'équipe est une fois de plus largement renouvelée : 15 sortants, 22 nouveaux. C'est Ballanger qui devient maire en titre et le restera

¹⁶ Enquête de Rabaud et Descoutures - 1963.

¹⁷ Pour tous les résultats, on se réfère au tableau n° 3.

jusqu'en 1978, avec une autorité et une compétence sans partage qui entraînent l'adhésion des collaborateurs techniques ("un grand patron"). L'homme s'est attaché à la ville où il réside dans les nouveaux quartiers de cités et partage son énergie entre les responsabilités nationales et locales. Ses convictions inaltérées de militant révolutionnaire¹⁸ laissent une large place aux soucis gestionnaires qui favorisent son enracinement. En 1977, il l'emporte encore au premier tour des municipales malgré la défection de 3 des 4 radicaux passés à l'unique liste de droite. Succès lié à sa personne comme vont le montrer les élections à venir : aux cantonales de 1976 (Sud) et de 1979 (Nord), le PC change de candidats et le relais passe mal : pertes de 7,1 % au sud et 12,8 % au nord, large déchet de voix de gauche non communistes au second tour.

Le tournant

Il s'amorce aux législatives de 1978 où Ballanger perd 3 % sur 1973 (moins que sur l'ensemble de la circonscription 1 4,4 % ; pertes moins accusées également que dans l'ensemble de l'Ile-de-France)¹⁹. Mais les reports de voix du 2^e tour accusent une perte de 31 % des voix de gauche non communiste, alors que le candidat de droite (J.-C. Abrioux, le futur maire) dépasse au contraire le total des voix de droite au premier tour. Aux européennes de 1979, se poursuit l'infléchissement, mais la liste communiste reste en tête.

En 1981, le glas sonne deux fois : en janvier disparaît R. Ballanger ; en avril, le candidat socialiste précède le communiste pour la première fois dans l'histoire locale. La débâcle est stoppée aux législatives où F. Asensi, successeur de Ballanger garde le siège, mais ses pertes sont plus fortes à Aulnay (8,4 %) que sur l'ensemble de la circonscription (4,8 %).

Le déclin se poursuit dorénavant au même rythme qu'en Ile-de-France. En 1982, P. Thomas qui a succédé comme maire à Ballanger en 1978 perd le siège de conseiller général qu'il occupait depuis 1976 au profit du RPR J.C. Abrioux. Et surtout, en 1983, c'est la défaite municipale. L'analyse par bureau révèle les mutations du corps électoral : même participation qu'en 1977 sur l'ensemble de la commune, mais elle s'est accrue de plus de 2 % dans les bureaux de droite du sud, alors qu'elle diminue de 5 % au moins dans les bureaux populaires du Nord. On retrouve cette disparité en comparant le nombre des électeurs inscrits à celui des Français de plus de 19 ans au recensement de 1982 : 96 % au sud, 87 % au nord. La base électorale du PC fond tandis que la droite est stimulée par son succès de l'année précédente. Malgré une liste large (PC, PS, PSU, MRG) les résultats sont dans tous les bureaux inférieurs à ceux du 2^{ème} tour des législatives de 1981.

Les grèves chez Citroën y ont-elles contribué ? Peu d'Aulnaysiens connaissaient cette usine de 6.500 travailleurs dont une majorité d'OS étrangers, sise à l'écart de la ville. Ils la découvrent au printemps en 1982 quand la télévision leur montre les grévistes maghrébins soutenus par le maire communiste. De quoi

¹⁸ Et d'ancien résistant. Sur la Tchécoslovaquie, il écrit à W. Rochet le 9 octobre 1968 : "L'enjeu est trop grave pour qu'un mauvais compromis vienne masquer ou édulcorer notre position. Hier, nous ignorions beaucoup de choses, aujourd'hui nous savons et notre silence deviendrait complicité". Lettre communiquée par Madame Marie-Hélène Ballanger.

¹⁹ Cf. F. Platone, *op. cit.*

nourrir chez certains le sentiment de frustration que leur donne déjà la gauche au pouvoir.

Après l'annulation pour fraude, les élections de novembre 1983 parachèvent le retournement de situation. La liste Abrioux devance la liste Thomas de près de 5 % et l'emporte au 2^e tour avec 54,4 % des voix alors que le Front national a fait irruption (9,3 % au 1^{er} tour). Longue patience récompensée pour J.-C. Abrioux qui se présente depuis près de 20 ans à de nombreuses élections et qui se donne avant tout comme l'enfant du pays "libérant" Aulnay des communistes. Triste conclusion pour ceux-ci de 18 ans de mandat municipal : en 1984, la liste Marchais n'est que troisième derrière celle de S. Weil et J.-M. Le Pen ; en 1985, un RPR est élu conseiller général d'un canton dont la majeure partie des électeurs habite les HLM voulues par un maire communiste 20 ans plus tôt (mais nombre d'entre eux sont dorénavant originaires des DOM). Enfin, en 1986, le PC est devancé par le RPR et le PS et, avec 16,8 % est bien au-dessous de ses résultats des années 20.

Quels éléments locaux contribuent à cette déroute inscrite dans un cadre plus général ? La ville a récemment beaucoup changé et pour la première fois, connaît un flux démographique de 4 %. Pour saisir le rapport entre ces mutations et le déclin du PC, des indications sur la nouvelle assise sociale (tableau 4) peuvent être confrontées avec les résultats d'une enquête menée à la sortie des urnes le 16 mars 1986²⁰.

Tableau n° 4
Composition socio professionnelle
(calculée en pourcentage de la population active)

- un double soutirage : moins d'ouvriers dans la ville. Ils sont dorénavant dépassés par les employés et cette diminution est encore plus nette dans le corps électoral en raison de la croissance des étrangers : 8,3 % en 1968, 15 % en 1975 et 18,9 % en 1982 (mais 23,5 % dans le canton nord) ; les ouvriers français même militants communistes préfèrent habiter un pavillon aux confins de l'Île-de-France que les concentrations d'HLM²¹ ;

- moins d'ouvriers pour le PC : selon notre enquête, le PC ne recueille plus que 30 % des suffrages ouvriers, concurrencé par le PS (27 %) mais aussi l'extrême gauche (11 %) et le Front national (11 %) ;

- montée des employés, professions intermédiaires et cadres, en partie due au renouvellement des quartiers pavillonnaires ; environ 1.000 mutations²² s'y négocient chaque année, au lieu de 600 en 1976, touchant surtout le canton sud avec ses 71,4 % de propriétaires (32,4 % au nord) qui rénovent et agrandissent un patrimoine foncier devenu très différent en peu d'années. Sur ces catégories, le PC a moins encore de prise.

²⁰ Par moi-même avec mes élèves du Lycée Jean Zay et avec le concours d'Henri Rey. Echantillon : 1.257 réponses obtenues à la sortie des bureaux de vote représentant 53 % des électeurs inscrits d'Aulnay. Le PC représente 19,7 % des réponses pour les élections législatives (résultats réels 16,8 %).

²¹ Cf. Françoise Plet, "Banlieues des banlieues", in *Hérodote*, n° 43.

²² Témoignage de M. Chopin, directeur des services techniques municipaux.

- contrairement à ce qui se passait durant les phases conquérantes, l'électorat communiste semble enraciné et se renouvelle peu : 87 % résidaient à Aulnay en 1981 (83 % en moyenne), 75 % ont un emploi (67 % en moyenne) et seulement 13 % des chômeurs votent pour le PC (17 % pour le FN). Et surtout les jeunes s'en détournent : chez les 18-25 ans, 15 % pour le PC autant pour le RPR, mais 34 % pour le PS. L'écart s'accroît chez les étudiants : 11 % PC, 45 % PS. Cet enracinement se vérifie d'ailleurs dans le fait que les deux derniers bureaux de vote où le PC maintient relativement son influence sont situés dans les quartiers d'HLM bâties au début des années 60 où des militants du PC contribuent à la vie associative ;

- de là vient peut-être que ces électeurs communistes semblent peu tentés par les extrêmes. Sur l'axe gauche-droite, 9 % choisissent l'extrême gauche, 45 % la deuxième case et 35 % la troisième. Près de 40 % d'entre eux se disent catholiques et seulement 55 % sans religion. Ceux qui se réclament des confessions minoritaires (protestants, musulmans, juifs et autres) sont beaucoup moins tentés par le PC (11 %) que par le PS (42 %).

(Tableau)

(Tableau)

Ce sont les électeurs du Front national qui se singularisent.

D'ailleurs, les électeurs communistes restent unitaires : 94 % souhaitent une majorité PC-PS, ce qui n'est le cas que de 65 % des électeurs socialistes. Ces électeurs rassis sont-ils pour autant fidèles ? Dans leur majorité oui, mais on constate en comparant leur vote à la reconstitution qu'ils font de leur votes antérieurs, une frange de mobilité²³. Des échanges aux régionales : 10 % des électeurs communistes ont modifié leur vote, mais le solde est positif au détriment du PS. Parmi les électeurs de Marchais aux européennes de 1984, 18 % ne votent plus pour le PC et 13 % ont choisi le PS mais un même nombre a fait un choix inverse. Aux municipales de novembre 1983 qui consacrèrent la défaite municipale 94 % des électeurs communistes mais seulement 79 % des socialistes auraient choisi la liste Thomas. On peut penser que le noyau stable des électeurs communistes est constitué par les 80 % qui expriment leur proximité partisane envers le PC.

Le déclin semble donc lié cette fois-ci à des causes structurelles. Les communistes avaient peut-être contribué à l'enracinement local des lotis de jadis, rien de tel ne s'est produit, malgré l'incontestable oeuvre d'équipement, pour les habitants des grands ensembles. Ceux-ci, locataires, donc mobiles ont été touchés par les nouveaux modèles sociaux individualistes de l'après 68 qui affectent les

²³ Cf. Ch. M. Wallon-Leduc pour le Nord et le Pas-de-Calais dans *Communisme*, n° 13.

*Cahier du Cevipof n°8 – Décembre 1992 : Changement social, changement politique
à Aulnay-Sous-Bois*

militants eux-mêmes. Cette évolution a échappé au parti qui n'a pas su ni pu conserver dans le domaine politique le potentiel de sympathie que lui avait valu son action municipale.

Les Dimensions de l'implantation locale : le cas du Parti socialiste à Aulnay-sous-Bois. (*)

Introduction

L'analyse des forces politiques locales et des stratégies qu'elles adoptent sur le terrain doit nous permettre de mieux saisir la nature du lien entre changement politique et changement social. Les particularités locales, le travail de terrain, l'encadrement du tissu social, tout comme les modes de construction des rapports de force entre partis concurrents, sont autant de facteurs qui jouent un rôle de retraduction et d'adaptation à ce mouvement plus ou moins incontrôlé qu'est le changement social. Henri Rey et Jacques Roy dans une étude menée sur la Seine Saint Denis observent d'ailleurs :

"qu'il n'y a pas de correspondance mécanique entre une évolution socio-démographique et une évolution politique, même si l'on peut noter une relation évidente entre une implantation électorale ancienne et une réalité sociale forte. Les choses ne se défont pas seulement selon la logique même qui les a faites."

L'étude réalisée sur le Parti socialiste à Aulnay permet de mieux saisir l'influence des facteurs proprement politiques dans le travail d'implantation électorale locale.

I) La faible implantation électorale locale du PS

1.1. Le déclin de l'assise municipale de la gauche :

L'analyse des résultats des scrutins municipaux depuis 1971 retrace l'histoire d'un déclin progressif de la gauche, dont l'aboutissement est la rupture de la coalition entre communistes et socialistes. La gauche (PS + PCF) perd des voix à chaque élection, à partir de la fin du règne de Robert Ballanger, pourtant majoritairement apprécié par de nombreux aulnaysiens, et bénéficiant d'une assise locale dépassant les limites de la gauche. De 1971 à 1977 la liste d'union de la gauche bénéficie pleinement de "l'effet Ballanger" en passant de 55,99% des suffrages exprimés à 61,4%. Mais en 1983, au premier tour, la liste est en ballottage pour la première fois, avec 48,8% des voix, soit une chute de 20%. Le second tour n'est emporté que de justesse par la gauche avec 50,5% des voix, grâce à la fraude dénoncée par le Tribunal administratif et le Conseil d'Etat. Lors de la municipale partielle, à l'automne 1983, la liste d'union ne recueille plus que 40,6%, -8,2 points par rapport au semestre précédent, et -20,8 points par rapport à 1977. L'échec est cuisant au second tour, puisque la liste menée par le PCF n'obtient que 46,6% des suffrages.

L'aboutissement logique de cette dégradation de l'image du PCF est la tentation pour le parti socialiste, de s'autonomiser. En 1989, le PS présente une liste conduite par Jacques Delhy, tandis que le PCF reconduit Pierre Thomas, ancien maire, (ancien bras droit de Robert Ballanger), comme tête de liste, malgré sa défaite en 1983. Le Parti socialiste n'obtient que 18% des voix contre 23% au PCF. Contrairement à ses attentes, le PS ne réussit pas à prendre le leadership à gauche, et doit accepter une liste fusionnée pour le second tour sous direction communiste. Le total des voix des deux listes n'atteint que 41%, ce qui représente une stagnation par rapport au dernier score de 1983. L'ensemble du scrutin est synonyme d'échec pour le PS à Aulnay, puisque la liste d'union recueille à peine 40% des suffrages, soit une chute de 14% par rapport au deuxième second tour de 1983. La tentative de prise du leadership à gauche, une fois le Parti communiste battu est donc un échec total. Jacques Delhy, pourtant député depuis 1988, ne s'est pas implanté, et le PS n'a pas bénéficié de l'effritement du vote PC et a même plutôt chuté avec lui. En fait, le PS s'est discrédité aux yeux de certains de ses électeurs aulnaysiens, en formant une nouvelle liste d'union de la gauche aux élections partielles qui ont suivi l'annulation pour fraude électorale.

Le contexte de l'époque n'est pas propice à une rupture. Le PS est dans l'incapacité de présenter une liste autonome dans les délais impartis; le contexte gouvernemental, avec la rigueur, le malaise social et les récriminations du PCF - pourtant au gouvernement - rendent impossible toute volonté de rupture et toute dénonciation explicite de l'attitude frauduleuse du PCF, constatée dans d'autres villes. En 1989, les résultats sont exemplaires de la difficulté à laquelle le PS doit faire face, quant à son implantation électorale. En effet, lorsqu'il se présente séparément, il réussit à attirer vers lui un électorat qui rejette le PCF mais pas nécessairement la gauche. Or, le PS reperd une partie de cet électorat lorsqu'au second tour, il fait alliance avec le PCF, sous sa domination.

1.2. La résistance du PCF au déclin

L'analyse des élections législatives permet d'observer à Aulnay la résistance relative du Parti communiste au déclin, tout comme dans l'ensemble de la Seine Saint-Denis. En 1986 le PCF est largement devancé par le PS à Aulnay (16,8% des voix contre 27,4%). Le PCF perd ici, du fait du mode de scrutin proportionnel, une partie des avantages acquis grâce à l'implantation locale d'élus connus et appréciés dans leurs circonscriptions. Le PCF ne bénéficie pas de la prime notabiliaire que son implantation locale lui permet d'obtenir dans un département comme la Seine Saint-Denis. D'ailleurs dès 1988, avec le retour à la logique personnelle et partiellement notabiliaire qui marque le scrutin uninominal, le PCF redresse ses résultats, et n'est devancé que de 3,6 points par le PS, contre un peu plus de 10 points deux ans auparavant. Ce résultat est dû à une légère baisse du Parti socialiste et à une nette remontée du score communiste, atteignant 22,3% soit une hausse de 32% en deux ans.

Le résultat des élections cantonales montre la même physionomie. Le PC est en déclin, mais conserve tout de même ses positions face à un parti socialiste qui ne profite qu'assez peu de ses succès électoraux nationaux. Ainsi dans le canton sud, traditionnellement moins favorable à la gauche, le PS n'enregistre qu'un gain de 1,5 points entre 1982 et 1988, tandis que le PC baisse de 9,3 points dans le même temps. Et en 1985, dans le canton nord, bastion de la gauche, le PS n'obtient que 17,7% des voix contre 22,7% au Parti communiste. Ce score est quasiment le même que celui réalisé en 1988 dans le sud, avec 17,1%. L'implantation socialiste à Aulnay reste donc limitée, puisque le PS n'attire même pas un cinquième des suffrages aux élections cantonales, et obtient à peu de chose près le même résultat quelque soit le canton, alors que le Nord lui est socialement plus favorable a priori. Ces chiffres pourraient être d'un faible intérêt s'ils ne se répétaient à toutes les élections. Une analyse superficielle suffirait alors pour conclure à la non implantation électorale du PS, dans une ville qui ne lui est pas sociologiquement ou culturellement favorable.

1.3. L'implantation du PS sur des enjeux nationaux

Pourtant, notre attention est retenue par la comparaison des résultats obtenus aux scrutins à enjeux locaux, avec les scrutins à dimension nationale. Les élections législatives ont déjà montré que le Parti socialiste pouvait très bien devancer le PCF. Les résultats des élections européennes, et plus encore de l'élection présidentielle sont encore plus significatifs. En 1984, soit un an après la rupture avec le PCF d'Aulnay, le PS fait quasiment jeu égal avec le PCF : 16,9% contre 17,8%. Bien sûr, il faut tenir compte du fait que l'abstention y est très forte et la dispersion des suffrages sur des petites listes considérable. Mais le fait est que le PS talonne le PCF. En 1989, le PS augmente son pourcentage de voix, passant à 19,6%. Le PCF lui, recule jusqu'à 12,6%. Le mouvement est encore plus symptomatique lors de l'élection majeure de la vie politique française qu'est le scrutin présidentiel.⁽¹⁾ Dès

(1)

1981, François Mitterrand devance Georges Marchais avec 24,4% des suffrages contre 23,1%. Au second tour, le candidat Mitterrand obtient presque 60% des voix. En 1988, l'écart s'est accru avec 32,4% pour le Président sortant contre 9,7% pour André Lajoinie. Le total des voix de gauche s'effrite considérablement, passant de 47,5% en 1981, à 42,1% en 1988. Toutefois le second tour reste favorable à François Mitterrand, puisqu'il rallie sur son nom 56,7% des suffrages. Au total on peut affirmer d'une part, que le PS progresse à Aulnay dans les élections à enjeu national, mais que ce progrès ne s'accompagne pas d'une implantation dans le tissu électoral local. D'autre part, le PS progresse faiblement à Aulnay, sans récupérer à son profit la totalité des voix perdues par le PCF, ce qui explique le recul global de la gauche à Aulnay-sous-Bois. Une étude du changement socio-démographique de la population aulnaysienne est sans doute l'une des clés de la compréhension de ce phénomène. Aux dires de ses adversaires, la mairie, par une politique de réaménagement du centre ville notamment et de certains quartiers, cherche à conforter son avantage, en éloignant d'Aulnay, ou en diluant dans le reste de la population, les catégories socio-économiques qui constituaient la clientèle électorale du PCF, et que le PS aurait pu reprendre sous sa coupe. L'emménagement de CRS ou de petits fonctionnaires dans le quartier de la Rose des Vents_ est un exemple, ou encore la transformation du centre ville (autour de la gare RER) par la construction de petits immeubles de standing destinés à une clientèle aisée, mais pas suffisamment pour se loger à Paris même.

Le tableau 1 tente de synthétiser la situation que notre analyse met au jour. Il s'agit de mieux comprendre comment se mettent en place les formes d'apparition du PS dans la vie politique locale, et notamment face au PCF. Le PS a deux défis à surmonter à Aulnay-sous-Bois. Il lui faut d'une part s'implanter durablement, pour espérer prendre la mairie, mais cette implantation doit d'abord passer par la prise du leadership à gauche. De plus, l'apparition électorale du PS se fait différemment selon les scrutins et la nature de l'enjeu. Un indicateur de l'implantation peut être le rapport entre le nombre de scrutins où le PS est présent et l'ensemble du nombre de scrutins depuis 1981 (depuis 1971 pour les municipales). La lutte pour la domination à gauche peut se mesurer par la confrontation entre le nombre de duels PS/PC et le nombre de victoires électorales du PS sur le PC. Le tableau 1 montre bien à quel point plus l'enjeu électoral est national plus le PS est fort électoralement, et plus il peut s'assurer de victoires face au PCF.

Il reste à confronter les résultats électoraux du PS à Aulnay à ceux obtenus par le PS dans le département de la Seine Saint-Denis. Si l'on retient les élections européennes de 1984, les élections présidentielles de 1981 et 1988 et les élections législatives de 1986, on obtient le tableau de résultats suivant (tableau 2).

Ce tableau livre deux enseignements majeurs. Aulnay est une ville qui se "décommunise", et plutôt plus vite que la moyenne du département. Alors que pour le PS la ville d'Aulnay est assez représentative des scores moyens obtenus en Seine Saint Denis. Ceci nous apporte un second enseignement : Aulnay apparaît comme une ville potentiellement plus facile à conquérir pour le PS que la moyenne des autres villes du département. Lorsque le PS est devancé par le PCF dans le département, il l'est dans une moindre mesure à Aulnay, parfois même le PS l'emporte; lorsqu'il dépasse le PCF, il le dépasse plutôt plus à Aulnay que dans le département. Cela justifie en partie le choix de cette ville comme lieu d'implantation par le premier secrétaire fédéral Jacques Delhy, alors candidat à la députation. Pourtant le Parti socialiste ne s'implante pas électoralement à Aulnay-sous-Bois. Il ne gagne pas réellement de voix par rapport aux inscrits, il est victime comme les autres partis des phénomènes d'abstention, et il ne semble pas pouvoir compter sur une quelconque réserve électorale. La suite de notre étude tentera donc d'élucider ce phénomène d'implantation partielle. La question qui dominera sera celle de la convertibilité du capital électoral d'enjeu national en capital électoral local_.

Comment peut s'effectuer une conversion de cet ordre, et pourquoi le Parti socialiste n'a pas su ou pas pu la réaliser à Aulnay ?

1.4. Les lieux de l'implantation

L'analyse par bureaux de vote, donne accès à d'autres clés de lecture. Faible, l'implantation du PS n'est pas uniforme dans la ville. Il faut donc tenter de repérer quelles sont les zones de force du parti socialiste aulnaysien. Là encore la confrontation avec l'implantation communiste est porteuse d'enseignements. La gauche à Aulnay suit l'histoire de l'urbanisation de la ville. L'examen des cartes montre son caractère largement périphérique et son exclusion relative ou totale du centre d'Aulnay. Pour le voir nous avons classé de manière croissante les 38 bureaux de vote en quartiles, selon la force croissante du PS et du PC, à chaque élection. Nous obtenons des cartes des résultats du PS et du PC selon chaque élection. A partir de ces premières cartes nous avons pu en constituer deux autres qui en font la synthèse et qui sont présentées ci-dessous. Pour comprendre la terminologie ici employée, nous fournissons en annexe une carte par bureaux, où figurent les appellations que nous avons retenues pour l'analyse. (Ce que recouvrent les termes Ouest, Sud, Centre ville, Centre-sud, etc).

La carte relative à l'élection municipale de 1989 montre les zones de force du PS. Ce que nous appelons zones de force sont ici les 9 bureaux de vote où le PS a obtenu ses meilleurs résultats. Le PS est très fortement présent au Nord d'Aulnay, dans tout ce qui correspond au quartier de la Rose des Vents, c'est-à-dire l'ensemble des cités HLM de la ville d'Aulnay-sous-Bois et ses alentours immédiats. Son autre bastion se situe au Nord-est d'où il semble difficile à battre pour les autres forces politiques. Certains quartiers limitrophes de la Rose des Vents lui sont également très favorables, ainsi que le bureau 29 à l'Est. Les autres zones où le PS réussit de bons scores sont l'Ouest et le Sud-est. L'élection municipale apporte ceci de différent par rapport aux autres élections (mais qui ont des enjeux non locaux) de voir ses deux pôles se réunir via une amélioration des résultats dans le Centre-sud, c'est-à-dire dans les quartiers proches de la gare RER, mais côté opposé au vieux centre ville.

L'implantation électorale du PS par bureau est en fait assez fluctuante selon les élections. Aux élections européennes de 1984, le PS obtient déjà ses meilleurs résultats dans le Nord, au Nord-est et au Sud-est. Mais le bureau 34, au coeur de la cité HLM fait partie des bureaux où il enregistre ses plus mauvais résultats. Même chose pour les bureaux 27 et 28, voisins de ceux du Nord-est, dans lequel le PCF obtient, lui, ses meilleurs résultats. Mais à cette époque, le Parti socialiste est bien implanté au Nord-ouest (bureau 22) ainsi qu'au coeur de la ville dans le bureau 1. Aux élections législatives de 1986 le PS progresse dans le Nord, dans le Sud (bureau 11) et gagne nettement du terrain dans l'Ouest, ainsi qu'au Sud-est. Mais il s'affaiblit considérablement en centre ville et connaît un déclin prononcé dans le Centre-nord. Les élections législatives de 1988 confirment ce mouvement avec un bastion au Nord, mais qui ne comprend toujours pas le bureau 34; un bastion au Nord-est mais qui ne s'étend qu'avec difficulté au bureau 27, et pas du tout au bureau 28; et un pôle qui se crée autour du bureau 11 dans le sud et qui s'étend vers le Centre-sud et vers l'Est et le quartier du Parc. La carte de l'élection présidentielle de 1988 est sans conteste la plus tranchée, la plus porteuse de sens. Le Nord est entièrement rassemblé et le Nord-ouest rejoint le Nord-est. L'autre zone de force est le Sud-est. Tous les quartiers de Centre-nord, du centre ville, de l'Ouest du Sud et du Sud-ouest sont largement défavorables au PS.

Si l'on regroupe ces données en repérant les bureaux de vote qui ont fait partie du quartile supérieur, on peut construire une nouvelle carte, synthétique et qui montre les tendances lourdes de l'implantation électorale socialiste. Il suffit de classer les bureaux qui ont été dans le dernier quartile (le plus élevé) en fonction de leur

fréquence d'apparition. Les bureaux qui sont ainsi sur les six cartes tracées, 5 ou 6 fois dans la partie supérieure, seront les véritables bastions. Ceux qui apparaissent 3 ou 4 fois, pourront être qualifiés de zone de force, tandis que ceux apparaissant 1 ou 2 fois seront des zones intermédiaires, puisque les résultats électoraux n'y sont pas réguliers, soit qu'ils correspondent à un mouvement de déclin, soit que la mobilisation se fasse par intermittence (c'est le cas par exemple du bureau 1, au centre ville). (carte n° ??)

La carte de synthèse des zones de force communiste (carte n°????) montre une physionomie différente de celle du PS. Le PC a ses bastions au Nord-ouest et dans le Centre-nord, puis à l'Est avec notamment les fameux bureaux 27 et 28. Peu de bureaux sont considérés comme "zone de force", seulement les bureaux 34 et 3. Ceci traduit la stabilité de la structure géographique du vote communiste. Ou bien le PCF maintient son influence dans ses quartiers, et il peut toujours compter sur le vote d'une clientèle établie depuis longtemps, et dont il réactive encore le soutien; ou bien il est en déclin, dans des zones où il a été fort et qui souffrent : soit de la concurrence du PS et/ou du changement de la composition socio-démographique de ces quartiers, condamnant le PCF à voir disparaître progressivement son électorat. Le PCF est ainsi marqué par une implantation plus périphérique et perd progressivement de son influence sur le Centre-nord et l'Est.

Le PS lui, compte 7 bureaux dans lesquels ses meilleurs résultats ont été obtenus trois ou quatre fois. C'est la marque d'une implantation électorale progressive, et qui se répartit un peu plus uniformément sur l'ensemble de la commune, qui gagne du terrain au Centre-sud et à l'Ouest, tout en restant absent du centre ville et du Centre-nord. Il est intéressant de constater que les bastions et les zones de force des deux partis de gauche ne se recoupent pas du tout. Si donc les deux partis sont bien objectivement en concurrence pour la captation de l'électorat de gauche, ils ne peuvent prétendre s'implanter tous les deux sur un même terrain. Des analyses détaillées, à un niveau microsocial, montrent d'ailleurs que ces deux partis ne prospèrent pas exactement sur le même terrain. Le fait que leurs bastions respectifs d'Aulnay ne se recoupent pas s'explique par la nature différente de l'électorat qui les compose.

La part de l'électorat qui est prête à apporter son soutien à la gauche ne semble donc pas extensible et pas suffisamment nombreuse pour constituer une réserve électorale pour deux partis qui aspirent à diriger la ville. Ils entrent donc directement en concurrence, tout progrès de l'un ne pouvant se faire qu'au détriment de l'autre dans l'un de ses bastions ou zones de force. Une étude très simple des élections cantonales confirme ce jugement. En 1985 dans le canton Nord, si l'on sélectionne les 6 meilleurs bureaux de vote du PS et du PC, un seul est commun, sur 23 au total. De même en 1988 dans le canton sud, sur 15 bureaux au total deux seulement sont communs. Le PS souffre clairement de cette situation, puisqu'au-delà de ses bastions, il gagne des voix dans des quartiers moins périphériques, mais qui sont ceux que la municipalité RPR vise et travaille au corps. Le PS est donc pris dans un étau. D'une part, une implantation locale traditionnelle du PCF, qui arrive encore à réactiver ses anciens réseaux d'allégeance; d'autre part, une implantation municipale du RPR en cours, avec la détention de la mairie qui apporte une aide considérable pour l'implantation (moyens financiers, propagande, possibilité de modifications de la composition socio-démographique de la population, clientélisme par l'entremise des postes d'employés municipaux et l'accès aux subventions municipales, etc).

Les deux cartes construites selon le classement en quartiles (CF carte n° ?????) pour les deux listes communes PCF/PS à direction communiste, lors des élections municipales, sont elles aussi porteuses d'enseignement. La carte de l'élection municipale de novembre 1983, au premier tour, fait apparaître que le vote communiste structure le vote de gauche. Les bureaux de vote correspondant aux

troisième et quatrième quartiles se retrouvent tous sauf deux sur la carte PCF. Seuls les bureaux 26 et 30 sont des bureaux qui ne correspondent pas à une ancienne zone de force PCF. En revanche il manque entre la carte relative au scrutin municipal de 1983 et la carte de synthèse du vote socialiste 7 bureaux de vote (à l'Ouest, au Sud au Centre et au Nord-est). Il semble donc bien que l'électorat du PS comporte dans ses rangs des personnes qui ne sont pas prêtes à accorder leurs suffrages à une liste d'union de la gauche, si elle est dirigée par un communiste. La seconde carte est celle du second tour de l'élection municipale de 1989 avec une nouvelle liste de fusion conduite par le communiste Pierre Thomas. Cette carte est la plus symptomatique que l'on puisse trouver de la "périphérisation" de l'implantation de la gauche à Aulnay. Seul le Nord accorde un soutien réel à cette liste, tandis que le Sud-ouest et le Sud-est forment les trois seuls bureaux qui lui accordent un certain soutien. Le Sud, l'Ouest et le "grand-centre" semblent désormais acquis à la majorité actuelle qui a réalisé l'essentiel de son travail d'implantation.

Au total l'étude des données électorales laisse entrevoir que le PS ne s'est pas implanté réellement à Aulnay-sous-Bois, du moins en ce qui concerne les enjeux locaux. Il est pris en étau entre un PCF affaibli et un RPR qui semble désormais s'implanter de façon durable, grâce à la détention de la mairie. Il n'arrive donc pas à convertir le capital électoral à enjeu national en capital électoral local. Indépendamment des problèmes de concurrence, il faut également comprendre les raisons internes, propres à la section du Parti socialiste d'Aulnay, de cet échec. Alors qu'un mouvement observé nationalement dans bien d'autres villes de France semblait s'esquisser à Aulnay - la conquête des couches moyennes salariées, mais aussi de certaines classes supérieures, tout en conservant l'appui des couches populaires des quartiers Nord - le mouvement s'est arrêté, a parfois même régressé face à l'implantation du RPR. Les raisons de cette implantation manquée sont à rechercher dans deux directions parallèles. D'une part dans l'histoire de la section et de ses rapports avec un PCF qui fut longtemps hégémonique. D'autre part, dans l'organisation concrète de l'activité politique de la section.

II. La longue soumission au PCF

La section du Parti socialiste d'Aulnay doit faire face à une situation tout à fait particulière, en ce qui concerne ses relations avec l'autre force de gauche, le PCF. Aulnay est en effet une ville qui fut longtemps dirigée par une équipe communiste, à la tête de laquelle on trouvait une personnalité forte, appréciée bien au-delà de sa clientèle partisane. De plus, la ville est située dans un des départements où le PCF réalise ses meilleurs scores et détient le plus de municipalités. Aujourd'hui la situation de la Seine Saint Denis est certes moins favorable au PCF. Pourtant, celui-ci joue de son implantation passée pour négocier en position de force face à un Parti socialiste qui ne peut se résoudre à renoncer définitivement à l'union de la gauche, sous peine de perdre ailleurs en France, ce qu'une stratégie d'affrontement pourrait éventuellement lui faire gagner en Seine Saint Denis. Le Parti socialiste d'Aulnay a donc dû freiner son travail d'implantation dans la commune à cause de la forte pression du Parti communiste. C'est donc dans la nature des relations établies avec l'ancienne force hégémonique de gauche, que se trouve une première réponse à la faible implantation socialiste à Aulnay-sous-Bois.

2.1. L'hégémonie communiste

L'histoire électorale d'Aulnay-sous-Bois depuis 1945 ancre a priori la ville plutôt à gauche. Jusqu'en 1965 ce ne sont quasiment que des maires SFIO qui dirigent la ville, à l'exception d'un maire communiste aux lendemains de la Libération. En 1964 intervient une élection municipale partielle pour renouveler six places laissées vacantes depuis la précédente élection. Il s'agit d'un tournant dans la vie politique d'Aulnay, puisque lors de cette élection partielle, le Parti Communiste l'emporte pour la première fois, et gagne les six sièges. (Notons au passage que cette élection est

aussi l'occasion de la première candidature, sur une liste "d'Union pour la Défense des Intérêts Aulnaysiens", de Jean-Claude Abrioux, qui deviendra maire (RPR) en 1983)

En 1965, lors de l'élection municipale, la SFIO se divise à Aulnay. Le PCF présente sa propre liste, dirigée par Robert Ballanger, alors député, et soutenu par le PSU, le Parti radical, et par "des militants socialistes SFIO". Et en effet, en sus de cinq des six élus de 1964, on retrouve en bonne place sur cette liste, d'anciens membres SFIO de la municipalité sortante. Le troisième de liste n'est autre que Maurice Cadot "Maire sortant (SFIO)" comme l'indique la liste, puis Edouard Poncet "conseiller municipal sortant (SFIO)" ainsi que quatre autres collègues, accompagnés de deux autres membres SFIO. Face à cette liste se présente une "liste centriste -LEA" (Liste d'Entente Aulnaysienne) qui a "reçu l'investiture de la Fédération Socialiste SFIO de Seine-et-Oise, du MRP, du Centre Républicain, du CNI, des socialistes Indépendants et des Associations de Rapatriés." Elle comporte, mais pas avant la neuvième place, six anciens conseillers municipaux ou adjoints au Maire, dont Gérard Perrot, vingt-huitième sur 33. La SFIO de l'époque était tiraillée partout en France entre ceux qui acceptaient une union éventuelle avec le PCF, et ceux, plutôt de l'ancienne génération qui n'avaient pas oublié les coups de boutoir du PCF contre la "Troisième Force". Les élections municipales de 1965 sont gagnées par la liste conduite par le PCF qui frôle de peu l'élection dès le premier tour avec 49,6% des suffrages. La liste LEA n'obtient que 15%. Au second tour, R. Ballanger l'emporte assez facilement face à Pierre Abrioux (l'oncle) avec 53,3% des voix. Robert Ballanger, accaparé par ses responsabilités de président du groupe communiste à l'Assemblée, laisse le poste de maire à son second de liste, le communiste Louis Solbès, élu en 1964 lors des partielles.

En 1971, la personnalité de Robert Ballanger et l'évolution socio-démographique d'Aulnay placent clairement la ville à gauche. La liste d'union de la gauche, après le congrès socialiste d'Epinais, emporte 56% des voix dès le premier tour. Entre temps, des anciens socialistes de la liste LEA, se sont ralliés au PCF. Le cas le plus spectaculaire étant celui de Gérard Perrot qui devient troisième sur la liste, et qui restera longtemps maire-adjoint. Cette fois la liste est soutenue officiellement par le Parti socialiste et par le Parti radical, et par des "personnalités républicaines" (terme qui désigne en fait, les anciens SFIO d'avant 1965 qui collaboraient déjà avec la municipalité sortante entre 1965 et 1971). En 1977 de nouveau un seul tour, avec 61,4% des voix pour la liste d'union de la gauche. La distribution des places est sensiblement la même, le PCF présente au total 22 candidats contre 20 en 1971 et le PS dispose de 8 candidats à chaque fois, pour un nombre total de 37 places. La tête de liste revient à Robert Ballanger, et les deux places suivantes aux deux conseillers généraux communistes Pierre Thomas et Louis Solbès. Le PS obtient les quatrième et cinquième places avec Gérard Perrot adjoint au maire sortant et Jean-Claude Garson alors secrétaire de section du PS à Aulnay. Figure également sur cette liste Yvonne Louis, ancienne militante communiste venue au PS via le CERES et qui prendra un peu plus tard la direction de la section. En fait, seul le Parti socialiste arrive à maintenir une alliance avec le PCF qui ne soit pas totalement étouffante. Il conserve de 1965 à 1983 7 ou 8 personnes sur la liste, alors que le PSU passe de 4 à 1 candidat, le Parti radical de 5 à 2, les "personnalités" de 4 à 1 seul. Le tout se faisant bien évidemment au profit du PCF qui a en 1965 51,5% des places, 54% en 1971 et 59,5% en 1977.

Le vote en faveur de Robert Ballanger durant cette période dénote une très grande stabilité électorale puisque les résultats rapportés au nombre d'inscrits ne laissent entrevoir quasiment aucune variation d'une élection à l'autre. En 1965 : 35,4% des inscrits au premier tour, puis 38,3% au second tour. En 1971 : 37%, en 1977 : 37%. L'histoire électorale d'Aulnay est l'histoire d'un ralliement progressif des forces de gauche autour du PCF et surtout autour de Robert Ballanger. En 1965 la liste est celle du PCF, des militants socialiste SFIO, du Parti radical, du PSU. En 1971 c'est

celle du PCF, du PS, du Parti Radical, en 1977 c'est celle du PCF, du PS, du MRG et du PSU, tout comme en 1983. Il est incontestable que le charisme de R. Ballanger a joué un rôle prédominant dans ce mouvement. Son impact sur la ville était semblable à celui d'un Jacques Chirac sur la ville de Paris. D'ailleurs certains vieux aulnaysiens, notamment communistes, parlent encore, presque dix ans après sa mort, de Robert Ballanger en disant "Monsieur le Maire".

2.2. Une étreinte étouffante

La section socialiste d'Aulnay est très ancienne puisque la SFIO y existait déjà avant guerre. Elle s'est transformée en section socialiste d'Es le Congrès d'Epinais, mais rapidement les anciens SFIO se sont désengagés ou ont été mis en minorité dans une section désormais dirigée par le CERES. Les nouveaux adhérents - pour beaucoup anciens communistes en rupture, ou catholiques de gauche exerçant des activités syndicales - se retrouvent au sein du courant CERES et vont dominer la section jusqu'au Congrès de Rennes de 1990. Les relations entre les deux parties de la section, l'une guidée par Gérard Perrot et représentant les anciens SFIO, et l'autre représentée par le courant CERES (le courant A étant minoritaire et les rocardiens ayant toujours été absents), resteront longtemps conflictuelles.

"Pendant toute cette période, quand on a débuté la section, elle devait être à 14 ou 15 personnes, et il y avait des anciens SFIO et les CERES c'est tout"

Jacques Perrochain, ancien du club "Objectif 72" de Robert Buron, qui a exercé longtemps des responsabilités au sein de la fédération, après avoir été candidat sur la liste LEA en 1965, nous retrace un bref historique de la section dans la première partie des années 70.

"Il y a eu un apport très net, à partir du moment où le PS s'est affirmé clairement pour l'union de la gauche. Alors on a vu venir des gens qui étaient prêts à cette ouverture à gauche, qui ne voulaient pas ou plus rester au PC et qui sont venus chez nous. Et l'on a retrouvé alors une force davantage orientée sur les congrès d'Epinais et suivants, c'est-à-dire une ligne union de la gauche, programme commun, etc. Il y a eu un apport de gens très à gauche et de syndicalistes (surtout de la CFDT)."

C'est le cas notamment de l'un des premiers secrétaires de section, Jean-Claude Garson, qui était ingénieur dans l'usine l'Oréal d'Aulnay et responsable de la section CFDT dans cette usine. Dans la seconde partie des années 70 le dynamisme de la section repose exclusivement sur quelques militants, exercés à l'action politique de par leur trajectoire politique (anciens militants gauchistes ou syndicalistes).

Le début des années 80 voit la disparition de cette génération militante à Aulnay. Pour des raisons qui peuvent aussi bien être personnelles (mutation, promotion sociale et déménagement, etc), que politiques (lassitude, sentiment du devoir accompli, etc) la section se vide donc en peu de temps de ces quelques militants initiateurs. Pendant cette période la direction de la section et du groupe socialiste au conseil municipal a été assurée par Yvonne Louis, personnalité d'Aulnay. Ancienne militante communiste, elle habite dans un quartier HLM et est connue de tous pour ses actions sociales et son militantisme. Son discours est très "ouvriériste" et reste marqué par un marxisme assez fruste, qui la fait percevoir comme une personne plutôt autoritaire et vivant sur une représentation dépassée du socialisme. Comme nous l'a dit un ancien responsable fédéral, son passage à la direction et sa présence jusque récemment à la section ont considérablement marqué le Parti socialiste d'Aulnay.

"Elle a complètement verrouillé cette section. A la fois cela s'est marqué par des heurts très violents avec les représentants de la vieille garde SFIO, notamment Gérard Perrot, et avec de nombreux contentieux, en général fondés sur des queues de cerises plus que sur des problèmes politiques sérieux. D'autre part une pratique assez fermée dans le recrutement. Avec dans un premier temps, une stratégie d'alliance très très suiviste par rapport au PC. Elle a instrumentalisé la section et a

freiné tout développement. La non-évolution quantitative de la section est une bonne indication de cela. A peu près sur 10 ans, la section n'a pas bougé"

Le CERES national a lui-même perdu le contrôle de la section d'Aulnay. Il a tenté d'apporter un encadrement intellectuel à cette section en y parachutant successivement deux personnes : Catherine Coutard et Sylvain Ersberg, tout deux proches collaborateurs de Jean-Pierre Chevènement.

"La greffe n'a pas très bien pris, et l'un et l'autre ont quitté la section, dès lors qu'ils ont vu qu'ils n'avaient pas de perspectives ni élections législatives ni municipales."

Et notre interlocuteur poursuit :

"Aucun n'a réussi, c'est quand même très significatif, ils n'ont pas réussi à infléchir, modifier la pratique obsidionale de la section d'Aulnay."

Il faut dire qu'au-delà de la personnalité d'une militante exemplaire comme Yvonne Louis, la section socialiste s'est enfermée dans la collaboration avec un PCF dominant. Deux mouvements se sont conjugués pour expliquer la bienveillance avec laquelle l'alliance avec le PCF a été tolérée par la section, malgré les heurts qui en résultèrent.

D'une part, les premiers ralliements socialistes, surtout en 1965, mais aussi en 1971 se sont faits à titre personnel. Le mouvement est encore plus net pour ce qui concerne les élus radicaux. Jacques Perrochain regrette d'ailleurs cet état de fait, quand il explicite les raisons des alliances :

"Malheureusement ce n'était pas très net, et c'était moins des questions politiques que des questions de postes."

Le ralliement se fait aussi par réalisme politique. Notre interlocuteur se justifie (puisque'il était contre la liste PCF en 1965, et qu'il la soutient en 1971) ainsi :

"Entre-temps il y eu aussi un changement du PC, et puis si on voulait faire quelque chose à gauche, on ne pouvait pas le faire sans le PC."

Il faut ajouter que la ligne de conduite de Robert Ballanger au sein même du PCF, procurait une confiance que ses dirigeants nationaux ne donnaient pas toujours aux électeurs de la gauche non-communiste.

L'autre motivation pour accepter d'avoir ainsi fait allégeance au PCF, fut "l'empathie idéologique" dont bénéficia le PCF de la part des membres socialistes de la section. Anciens communistes eux-mêmes, ou compagnons de route, les membres du CERES d'Aulnay ne cachaient pas leurs sympathies pour l'idéal ouvrieriste et anti-capitaliste que représentait le PCF. Aussi cette alliance avec le "parti des ouvriers" correspondait-elle à une certaine logique idéologique. D'autant que certains des élus socialistes pouvaient profiter de leur collaboration municipale pour tenter de mettre en application leur idéal, en tant que responsables de telle ou telle politique sociale, comme ce fut le cas pour Jean-Claude Garson ou Yvonne Louis, qui furent responsables un temps des affaires sociales. Pourtant, les relations avec le PCF au sein du Conseil Municipal ne seront pas marquées par une totale coopération. L'un de nos interlocuteurs n'hésita pas à parler "de guerre à outrance" à propos des relations entre le maire et les adjoints socialistes dans les années 70.

"Au sein du bureau municipal, on ne donnait pas les éléments aux adjoints PS pour décider. Mais faisant partie de la majorité, faire état publiquement d'une division c'était pas non plus très... (..) Quand on avait 8% des voix, et le PC 22%, on ne pouvait rien dire. Quand on est passé à 16% on avait des revendications."

Le PS s'est donc laissé étouffer par le PCF, en toute connaissance de cause, simplement parce que son calcul coût / avantage restait à son sens positif. Les membres de la section PS d'Aulnay ont préféré retirer le maximum de bénéfices d'une alliance avec un PCF qui les dominait, plutôt que de se lancer dans une politique de conquête de la ville, avec pour seule certitude celle d'avoir des années à

attendre avant que de tirer d'éventuels profits de cette politique d'implantation contre le PCF. D'autant plus que l'assise électorale du PCF était telle que l'alliance procurait la certitude d'être élu. Le PS a donc "vécu dans l'ombre du PC" comme le disait André Canovas, secrétaire de section CERES de 1986 à 1990, et aujourd'hui démissionnaire du PS, mais toujours conseiller municipal. Le PS s'est en effet laissé marginaliser, comme dans beaucoup de villes communistes, laissant toutes les initiatives politiques, toutes les activités publiques au PCF, comme le reconnaît André Canovas :

"Je pense que trop longtemps la section du PS à Aulnay a été dans l'ombre du Parti communiste. Il est clair que jusqu'en 83 la section d'Aulnay n'existait pas. C'est l'obéissance totale, aussi parce que c'est confortable : il y avait la personnalité de R. Ballanger, le PC dominait tout, le PC devait d'ailleurs être très gentil, le PC est toujours gentil quand on est une force d'appoint. Donc les choses ne se passaient pas mal, les camarades de l'époque ne se sentaient pas humiliés, écrasés, ils avaient leur place, ils étaient même bien représentés au conseil municipal. Donc les gens localement y trouvaient leur compte. Mais en tant qu'expression le PS non ! C'était une association qui bénéficiait essentiellement au PC. En fait le démarrage du PS à Aulnay-sous-Bois, en tant que PS (d'ailleurs ce n'est qu'en 89 qu'une liste socialiste se présente aux municipales), l'implantation sur la ville n'a donc commencé que tardivement. C'est-à-dire 83, 84, 85."

2.3. Le développement incertain de la structure militante

Du même coup la section est restée longtemps à l'état végétatif, avec, pour facteur aggravant, le blocage opéré au niveau de la sélection des militants, de façon à ne pas voir entrer trop de militants qui remettraient en cause cet état de fait et cette collaboration, et qui correspondaient plus au profil socio-économique des nouveaux militants que le PS a su recruter nationalement pour obtenir ses succès électoraux. La section a stagné longtemps autour de 25 à 30 militants selon nos recoupements (puisque aucune archive n'est consultable), avant que de prendre un véritable essor après 1981 et la victoire à l'élection présidentielle, et surtout à partir de 1984, quand la fraude a suffisamment discrédité le PCF, pour envisager de futures campagnes électorales autonomes. La défaite de 1983 a sonné le début de la remise en cause du modus operandi établi jusqu'alors, par ceux qui regrettaient que le PS ait pu être associé à une fraude qu'il ne cautionnait pas. Le nombre d'adhérents a donc commencé à croître, apportant un rééquilibrage entre courants, mais qui n'a pu se concrétiser dans la composition de la direction qu'en 1990, puisque aux deux congrès précédents il y avait eu synthèse avant le vote. Les années 1988, 1989, entre la victoire aux élections législatives de Jacques Delors et les élections municipales, sont celles de l'apogée du nombre de militants. Comme souvent, le succès crée une dynamique qui fait venir dans un parti des militants qui croient en des succès futurs, et qui espèrent avoir une fonction au sein d'une équipe municipale. Mais jamais la section d'Aulnay n'a dépassé les 100 adhérents. En 1990 pour le vote des motions du congrès, il y avait 79 votants, ce qui représente une moyenne basse dans la fédération, puisque les sections très faibles ont 15 adhérents et les sections fortes (dans des municipalités tenues par le PS) peuvent dépasser les 300 adhérents. Aujourd'hui la dynamique tourne en sens inverse, puisque les échecs appellent une fuite des militants qui ne seraient à nouveau plus qu'une trentaine. Mais nous reviendrons sur les raisons de cet effondrement des années 1990, 1991.

2.4. Une section dans un département communiste

Indépendamment des choix politiques et personnels des membres de la section d'Aulnay, les relations entre le PS et le PCF ont été rendues plus difficiles encore par la situation géopolitique d'Aulnay, ville importante dans un département majoritairement communiste. Les deux partis de gauche ont toujours monnayé leur soutien politique et électoral réciproque sur l'ensemble de la France, via des

arrangements et échanges locaux. La Seine Saint Denis est ainsi restée longtemps un pré carré où le PS acceptait de ne pas remettre en cause l'hégémonie communiste. Comme le rappelle Henri Rey :

"Bien que le PS rassemble, en totalisant l'ensemble de ses voix en Seine Saint Denis, un nombre plus important de suffrages aux élections législatives de 1988, le PC le devance nettement dans ses zones de force. Ces résultats vont peser lourd dans les négociations ouvertes pour la composition des listes municipales. De plus, les négociations locales se déroulent sous la contrainte d'un accord national entre les deux formations. Or c'est en Seine Saint Denis que se trouvent le plus de municipalités sortantes à direction communiste_".

Le PCF usera donc de ce rapport de force favorable pour refuser au Parti socialiste l'établissement d'une liste d'union dirigée par Jacques Delhy, dès le premier tour de la municipale de 1989. Liste commune pourtant souhaitée par le PS, pour accroître ses chances de victoire, mais à la condition expresse qu'il en soit tête de liste. Car une méfiance persiste à l'égard des communistes, surtout depuis la fraude de 1983. Même André Canovas, ancien compagnon de route du PC "ne le regrettant pas", et qui en conserve une sympathie pour les militants communistes, reconnaîtra qu'il fallait pour le PS s'autonomiser du PCF :

"Au sein de mon courant qui était majoritaire à l'époque, j'ai vraiment essayé d'imposer cette rupture du cordon ombilical, que je ne pouvais plus accepter. Ceci ne veut pas dire que je suis devenu anti-communiste. La gauche c'est la gauche, et tout ça c'est la même famille, mais la même famille n'empêche pas d'être vigilant. J'aime bien que les communistes fassent un bon score, mais j'aime toujours que le PS soit un petit peu avant. Ça m'inspire plus confiance que l'inverse."

Le PCF refusera bien évidemment cette logique et les négociations au niveau fédéral seront particulièrement ardues. C'est ce que nous a dit le secrétaire fédéral M. Roger_ :

"Alors que le PC réclamait la liste commune à Aulnay comme dans les autres communes gérées par la droite, avec une condition la tête de liste là où "on a eu une responsabilité historique". Mais nous on avait comme interprétation qu'ils avaient aussi la responsabilité historique de nous avoir fait perdre la ville. Donc il fallait changer de système, et c'est pourquoi, dans ces villes là, on n'a pas eu d'accord avec le PC."

Le PS devra donc faire campagne séparément, en 1989, et choisit tout naturellement Jacques Delhy comme tête de liste. Ce dernier est l'ancien secrétaire fédéral qui a décidé lui-même le lieu de son implantation électorale. Il a choisi Aulnay-sous-Bois quelque peu sous la contrainte. En effet dans la perspective des élections législatives de 1988 et surtout des municipales de 1989, il n'y avait qu'un choix limité parmi les villes où le PS était à même de l'emporter. Ce ne pouvait être les villes déjà dirigées par un élu socialiste. De même pour celles dirigées par un communiste. Il faut donc une ville dirigée par la droite, mais pas depuis trop longtemps, de façon à ce qu'elle n'ait pas encore réalisé un véritable travail d'implantation durable. Aulnay est alors une des trois ou quatre seules villes qui présentent ces caractéristiques. Mais cette condition nécessaire est loin d'être une condition suffisante. En effet Jacques Delhy va se heurter aux défauts d'organisation de la section. Cette section longtemps sous la domination communiste n'a pris son autonomie que depuis peu, et reste mal implantée dans le tissu social local. La dynamique nationale du succès (la victoire dans la 10^e circonscription qui comporte Aulnay Nord et Sud, et les cantons avoisinants) ne peut suffire à garantir une victoire dans une élection où les enjeux locaux dominent beaucoup plus clairement. L'échec à l'élection municipale de 1989, où le PC devance le PS est l'indicateur le plus flagrant de l'état d'inorganisation de la section et de son échec dans le travail d'implantation politique.

III. L'absence de travail réel d'implantation.

Une implantation électorale dans une ville ou un canton exige un long et profond travail auprès des habitants. Un parti politique se doit de nouer le plus de relations sociales possibles pour espérer voir ses idées se diffuser, et son rôle être reconnu et apprécié. Pour ce faire, il doit se constituer un réseau, le plus serré possible, de contacts, de relations, de militants et de sympathisants. Il doit avoir des relais d'opinion, une structure de propagande pour faire connaître ses idées et propositions, et si possible un leader qui serve de locomotive à cette équipe, et qui puisse être la figure emblématique auprès de la population du parti qu'il représente. La section d'Aulnay-sous-Bois ne réunit pas la plupart de ces atouts, indispensables à la conquête politique. Pour plus de clarté, nous pouvons retenir six axes d'analyse des conditions requises pour une implantation réussie. La situation historique de la section locale est un facteur déterminant, qui vient d'être abordé. Les cinq autres axes sont : la constitution d'une équipe militante soudée; un travail social et une communication locale; l'existence d'une personnalité; un positionnement idéologique identifiable; et l'état d'organisation de la concurrence. Les trois premiers axes répondent le plus nettement à un possible volontarisme politique, tandis que les deux derniers sont plus indépendants et contraignants. Ils ne seront donc pas abordés en eux-mêmes, mais dans leur dimension de complément à la compréhension des premiers.

3.1. Adhésions - désunions

La section d'Aulnay fait preuve d'un état de désorganisation très net. Elle n'a pas eu de local jusqu'en 1989-90. Les réunions s'effectuaient chez des particuliers, ce qui prouve que ces réunions ne réunissaient certainement pas les 50 militants annoncés à l'époque. Le parti n'assure évidemment aucune permanence téléphonique, et n'a pas non plus de boîte à lettres. Le nombre de militants a connu une évolution très fluctuante. Créée avec 15 personnes environ, la section a longtemps végété autour d'une trentaine de militants tout au plus, avec une politique malthusienne de recrutement. Puis la victoire de 1981, et la rupture consommée avec le PC après la défaite de novembre 1983 amenèrent un nouveau flot de militants. Le Parti socialiste a alors enfin bénéficié de l'apport militant qu'il avait connu partout en France à la fin des années 70. Et 79 personnes purent prendre part au vote pour le Congrès de Rennes en mars 1990.

C'est une fois que ce mouvement a été engagé que Jacques Delhy a décidé de s'implanter à Aulnay, et son arrivée n'est en rien responsable de l'apport de militants nouveaux. Tout au plus peut-on affirmer que sa venue confirme le renversement total de la politique de recrutement. Il s'agira cette fois de faire feu de tout bois, de recruter le plus grand nombre possible de personnes de façon à essayer de constituer des relais, et de façon également à s'assurer le contrôle de la section contre le CERES. L'apport de militants spontanés dans la période 1986-88, en vue des élections, puis l'intégration d'un petit groupe d'anciens trotskistes autour de Gérard Segura ("convergence socialiste") ont en effet peu à peu sapé les bases de l'hégémonie CERES au sein de la section. Gérard Segura est d'ailleurs devenu secrétaire de section. Ce qui faisait dire au bout du compte à un ancien responsable fédéral : "Désormais Aulnay est rentrée tout à fait dans le droit commun du PS."

Pourtant, la préparation du Congrès a donné lieu à de multiples incidents, qui conduisent à relativiser considérablement la portée des chiffres de militants annoncés. En effet, la préparation du Congrès a vu certains dirigeants faire entrer n'importe qui dans les sections, en payant leurs cotisations s'il le fallait, de façon à s'assurer d'une majorité de voix. André Canovas, alors encore premier secrétaire, présente les procédés utilisés :

"Donc à Aulnay, à la veille du Congrès, des gens se sont pointés, n'ayant absolument aucune motivation pour adhérer au parti socialiste, et ayant beaucoup de mal à justifier."

A la question : pourquoi voulez-vous adhérer au PS ?

"un certain nombre de gens étaient absolument incapables de dire pourquoi ils étaient là. Ils étaient vraiment incapables de répondre ! Je vous cite l'anecdote, quelqu'un s'est présenté (amené bien sûr par un postulant à des responsabilités importantes), et nous a dit que c'était parce qu'il trouvait que les socialistes étaient les plus polis ! Le seul argument qu'il a pu nous dire c'est que les socialistes sont des gens toujours polis ! Une autre qui est arrivée à la même époque a dit qu'elle rentrait au Parti Socialiste parce qu'elle aimait bien Lino Ventura ! Perce-Neige, etc... et donc elle voulait adhérer au parti socialiste. Je ne plaisante pas, il y a eu des séances absolument surréalistes, surréalistes ! Bref, le jeu consistait pour ceux qui voulaient reprendre la section, et évidemment les courants, à faire entrer le maximum de gens, peu importe leur idée, à les faire rentrer pour qu'ils votent pour telle ou telle motion."

Cette pratique fut surtout le fait d'un homme dans la section qui était animé par une ambition mal cachée. En effet, son mode de recrutement, aux yeux de ses amis politiques, laissait à désirer. De plus sa logique était bien une logique personnelle puisqu'il faisait à l'origine partie du courant CERES. Ses méthodes nous sont décrites dans le détail :

"Tous ces adhérents suspects, toutes ces vocations subites étaient autour d'un seul homme : monsieur P... Ces méthodes de recrutement, bon. Tous les courants savent quelle ignominie ça peut être de faire rentrer des gens, de préférence immigrés, illettrés, un peu naïfs, désemparés, etc. C'est ça sa clientèle ! Il a fait rentrer vraiment ça. Son système était quand même parfaitement au point puisqu'il venait aux réunions de section avec un mini-bus. Il les amenait en section, et à la sortie il les reprend tous. Et si jamais il y en a un qui s'égarait à discuter avec un autre, il va le chercher et il le remet dans son car. Un certain nombre sont venus aux réunions de section mais vraiment en spectateurs. Ils les ont maintenus sous pression, car son objectif était double. D'une part être majoritaire dans la section ce en quoi il a échoué, puisque son courant n'a terminé que troisième, et d'autre part il avait un objectif évident c'était les élections cantonales. (...) Donc il a entretenu ces gens là jusqu'à la désignation qui a eu lieu au mois de juin, son objectif c'était de les tenir un an. Le candidat officiel de la section étant finalement Philippe Gente."

La preuve de cette ambition on la trouve dans l'usage stratégique qu'a tenté de faire ce militant de ses apports de "troupes". Il a d'abord négocié avec André Canovas la démission de celui-ci, ou, à défaut, la promesse de ne pas se représenter après le Congrès, de façon à obtenir l'investiture du courant CERES. face au refus d'André Canovas, monsieur P... est parti, faisant passer son groupe de militants dans le camp de Jacques Delhy. Celui-ci avait bien besoin en effet d'un soutien quantitatif puisque son courant (Mitterrand-Mauroy) s'est divisé comme dans toute la France, et que son sous-courant fabiusien est le plus faible de tous à la section d'Aulnay. Malgré cela, le résultat du vote en section a donné 33 voix pour la motion Jospin-Mauroy, 22 pour la motion Chevènement, et 20 seulement pour la motion Fabius, y compris l'apport in extremis de la dizaine de voix qui venaient du courant CERES et que monsieur P. avait entraînés derrière lui. Nullement découragé ce dernier a continué à faire entrer des militants artificiels, de façon à préparer son second objectif, qui était celui de la candidature socialiste aux élections cantonales de 1992. Pour autant cela ne lui a pas suffi, puisque l'investiture a été donnée à Philippe Gente, nouveau secrétaire de section. Monsieur P... n'a pu le supporter et a décidé de se présenter de façon autonome, et est sous le coup d'une mesure d'exclusion du parti pour cela.

Cet exemple montre à quel point la section était à l'origine désorganisée, et combien les luttes de courants et de sous-courants ont désormais totalement déstabilisé le mode de fonctionnement régulier du Parti socialiste. Ainsi le mode de recrutement

est devenu beaucoup plus exclusivement clientéliste, puisqu'avant même de conquérir la municipalité, il faut conquérir le leadership au sein du Parti. Du même coup, le mode de recrutement se polarise plutôt sur les relations personnelles, et beaucoup moins sur les motivations politiques. La lutte pour les responsabilités est exacerbée, les rivalités de personnes ont contribué à miner tout travail militant collectif et tourné vers la population.

Tous nos interlocuteurs ont insisté sur l'importance des querelles de personnes qui ont animé sans cesse la vie de la section. Car cette lutte des courants, que l'on retrouve à tous les échelons nationaux ou locaux, s'est greffée à Aulnay, sur un passé très conflictuel fait d'un long ressentiment accumulé contre la domination du CERES, et du refus de personnalités aulnaysiennes de voir arriver un député non implanté pour prendre la tête de liste aux municipales. Claude Michel, ancien communiste, bâtonnier du barreau de Bobigny, explique ainsi que quand il est arrivé, en 1987,

..."la section était très divisée, très affrontée, à un niveau épouvantable de violence et de personnalisation, relativement peu nombreuse : il y avait 25 personnes."

Certains militants allaient jusqu'à affirmer que la constitution de la liste pour les municipales s'était faite

..."dans des conditions épouvantables de rivalités, de haines, de dosage. Au point qu'à la veille du dépôt de la liste, Delhy partait en disant "Je ne suis plus candidat"

La conséquence de toutes ces querelles intestines fut le départ par vagues successives de certains militants, désabusés, épuisés ou tout simplement dépassés par les enjeux de la lutte interne pour le pouvoir. La tension avait atteint un tel niveau, les oppositions étaient devenues si paroxystiques, que la défaite du courant CERES apparut intolérable à ses anciens dirigeants. Ils ont donc pris "prétexte" de la guerre du Golfe pour démissionner. Ainsi, en janvier 1991 Yvonne Louis et André Canovas distribuent-ils un tract au marché pour dénoncer la guerre, et font état de leur qualité d'élus municipaux socialistes. La section demande alors leur passage en commission de discipline. Le vote est obtenu à une courte majorité et les deux élus préfèrent démissionner, malgré la faiblesse des risques encourus. André Canovas explique lui-même sa démission :

"Une exclusion était inenvisageable. Mais, on en avait marre du Parti socialiste ! Et le prétexte de la guerre du Golfe correspondait à nos sentiments, ça faisait déjà plusieurs mois qu'on s'interrogeait sur notre raison d'être là, qu'est-ce qu'on foutait là ? Nous qui avons eu pour ambition de changer le monde. Notre démission a été remise au secrétaire de section le 28 janvier 1991, nous avons démissionné à dix."

Une dizaine d'autres personnes ont ensuite suivi le mouvement. Et la politique de recrutement à-vau-l'eau se prolongeant, une dizaine de militants plus anciens sont également partis. Au total il ne doit plus rester dans la section qu'une trentaine de militants, et on peut estimer à une dizaine au plus le nombre de gens qui pourront aider Philippe Gente lors de sa campagne pour les élections cantonales de 1992. Les luttes intestines de courants provoquent donc un phénomène d'auto-neutralisation, antinomique avec toute idée de dynamique de groupe, telle que l'activité militante est conçue en période électorale du moins. L'idée d'action militante collective est donc dans l'impasse à la section PS d'Aulnay et contribue pour beaucoup à expliquer la désorganisation matérielle de cette section, autre facteur de non-implantation.

3.2. Sans local et sans argent

L'absence de moyens matériels est en effet une autre des caractéristiques de la section socialiste de cette ville. André Canovas, comme les autres membres de la section interviewés ont tous reconnu manquer de moyens. Le local n'est en place que depuis moins de deux ans à ce jour. Il n'existe pas de services de photocopie ou

de ronéotypie. La section ne publie évidemment aucun journal plus ou moins régulier, qui ferait état des prises de position du PS au sein du Conseil Municipal, ou qui permettrait de faire connaître ses propositions pour la ville. Cette situation est classique pour les partis d'opposition municipale, qui ne peuvent lutter contre les moyens de propagande du maire en place. Mais, au marché d'Aulnay, aucun militant socialiste n'est présent pour vendre la presse d'opinion nationale comme Vendredi. Le PS d'Aulnay semble avoir renoncé à toute action de prosélytisme. André Canovas d'Es notre premier entretien était obligé de regretter amèrement cet état de fait :

"C'est un problème dramatique à Aulnay. Le problème des ressources financières est très simple : nous ne vivons que de la quote-part des cotisations qui nous revient. Ce qui explique l'aspect misérable de nos campagnes électorales. (...) Nous on a fait une campagne misérable, à compter le moindre centime, et d'ailleurs on paye encore nos dettes de la campagne. On n'a aucune aide du national ni de la fédération. On se débat tout seuls avec notre fric, et c'est extrêmement difficile."

Et à la question sur les moyens de communication, il répond laconique :

"Réduits à leur plus simple expression. On avait lancé un journal, on a abandonné faute de fric. On est à zéro. On sort un tract de temps en temps quand il y a une raison."

On touche là une des difficultés de toute organisation politique locale d'opposition, qui ne peut pas disposer des ressources financières nécessaires pour lutter contre les moyens dont disposent les municipalités. André Canovas n'hésite d'ailleurs pas à souligner ces points dans un rapport critique lu en section, et qu'il nous a remis, sur les raisons de la défaite municipale. Il met en avant en premier "le manque d'argent". "Malgré quelques aides extérieures venant s'ajouter aux cotisations des militants, notre campagne aura été financièrement très pauvre. Combien d'Aulnaysiens nous ont avoué ignorer jusqu'aux derniers jours de la campagne que les socialistes présentaient une liste."

Aussi incroyable que cela puisse paraître par rapport à une perspective nationale, il semble donc possible que dans une ville de 83 000 habitants le Parti socialiste passe pratiquement inaperçu. La deuxième raison que propose le premier secrétaire dans son allocution tient à "l'absence de local".

"Pas de point de ralliement (des rendez-vous au café, à la gare..) pas un endroit où trouver le matériel, pas un lieu pour se réunir entre nous ou pour recevoir d'autres formations politiques. L'absence de local s'est fait douloureusement sentir au niveau de l'organisation de la campagne où bien des militants se sont sentis isolés et perdus dans la nature."

De plus, l'absence des moyens de communiquer et de se faire connaître est redoublée de la non-constitution d'un réseau associatif et partisan encadrant la vie sociale aulnaysienne. Seule Yvonne Louis, ou encore Louis-Marie Pélaez semblent avoir pratiqué un tant soit peu un travail concret de terrain auprès des populations. Chez Yvonne Louis le travail social réalisé (aide au voisinage, participation aux associations, actions revendicatives, entraide via ses anciennes fonctions municipales, etc) est proche du quadrillage cher au Parti communiste, d'où elle vient. Elle est connue sur l'ensemble de la ville, mais surtout dans son quartier, où elle peut apparaître à certains habitants comme une "super assistante sociale". Force est de constater qu'elle demeure une exception dans les rangs du PS aulnaysien. Le PS n'a pratiquement aucune association-relais, et ne mène aucun démarchage systématique, pas plus qu'il ne met en place des actions d'aide à la population. Aucun lien institutionnel ne s'est noué à Aulnay entre le PS et des associations existantes ou créées pour l'occasion. André Canovas récuse d'ailleurs ce recours à des associations-relais, qui riment pour lui avec l'idée d'ouverture, d'élargissement de la majorité présidentielle sur la droite, ce qu'il combat farouchement, et qui fut l'un des objets de tension lors de la constitution de la liste municipale.

"A titre institutionnel aucune relation avec des associations. Aucune relation directe avec personne. Pas d'associations bidons, noyautées, on ne fait pas ça nous !"

Le CERES s'opposa sur ce point aux nouveaux arrivants, que ce soit Gérard Ségura, Claude Michel puis plus tard Jacques Delhy. Ceux-ci préconisaient la création d'associations capables de rassembler autour du Parti socialiste des personnes de sensibilités différentes, mais prêtes à se reconnaître dans le programme et la démarche du PS. Le blocage de la direction de la section fut évident, et l'influence des trajectoires politiques de ses membres joue ici un rôle déterminant. Anciens communistes, ils ne pouvaient accepter pour la plupart (exception faite de l'avocat Claude Michel, à la trajectoire singulière) une ouverture qui apparaissait trop clairement comme un reniement, et qui induisait un déphasage radical avec le discours à connotation ouvriériste tenu jusqu'alors. Et l'arrivée de nouveaux sympathisants, potentiels adhérents, représentait un risque indéniable pour l'équilibre politique de la section, son ancrage à gauche, et donc le maintien à sa tête du courant Chevènement.

Les recrutements extérieurs se sont faits par cooptation auprès des connaissances de chacun. Si un nouvel adhérent vient avec un réseau de relations personnelles, il peut tenter de les intégrer au sein du Parti socialiste. Mais en aucun cas il ne s'agit de constituer un réseau politique, dont le commandement risquerait de ne plus obéir au Parti et à ses responsables. Une des craintes de la direction alors en place est en effet de voir l'un des membres de la section s'autonomiser par notabilisation. Et c'est avec la même application que le CERES s'opposa aux tentatives d'ouverture de Jacques Delhy une fois son arrivée annoncée. Le député a commis une erreur aux yeux de la direction de la section, puisque dès sa venue il a tenté de renforcer son courant au sein de la section afin de consolider une position qu'il savait fragile pour le courant Fabius. Jacques Delhy a voulu instrumentaliser la section, soit en y faisant entrer de nouvelles personnes qui lui étaient plus favorables, soit en constituant un réseau de soutien plus large que celui du simple PS. Il s'agissait en quelque sorte d'aller chercher le soutien qu'il ne pouvait trouver dans la section, à l'extérieur, et notamment auprès de personnalités, ou de représentants d'associations. Jacques Delhy a ainsi obtenu de faire figurer sur sa liste différents représentants d'associations d'immigrés, ou encore un proviseur de lycée sous l'étiquette "Majorité présidentielle". Personnes qui se sont rétractées au second tour une fois la tête de liste cédée au PCF.

La faiblesse du nombre des militants, ajoutée au refus de l'ouverture et à une crispation autour d'une identité de gauche traditionnelle, ont annihilé tous les efforts d'encadrement politique et social de la population préconisés par certains. Cette situation est regrettée dans tous les courants et elle laisse le champ libre au travail actif de terrain, dans les cités surtout, du Parti communiste. Ce n'est pas d'ailleurs sans une relative nostalgie que d'anciens communistes ou compagnons de route font ce constat du retard socialiste. Ainsi André Canovas qui affirme à propos des militants communistes qui "se défoncent" :

"Aujourd'hui encore à Aulnay, s'il y a un mec qui est menacé d'expulsion, il n'y a qu'un seul groupe qui va aller le défendre physiquement pour l'empêcher, c'est les communistes. Moi je n'ai jamais vu des socialistes... d'ailleurs je ne l'ai jamais fait moi ! (..) le parti socialiste a voulu remplacer le parti communiste comme leader de la gauche, et il a réussi. Sauf que par sa composition sociologique, par les raisons qui font que l'on adhère au Parti socialiste, il ne fait pas le travail de terrain que font les communistes, comme tout à l'heure avec les expulsions. Ça tient au fait qu'il y a une liberté totale au PS. Je me souviens au moment des élections, entre les deux tours quand on allait négocier avec les communistes la fusion des listes. On est allé au local du PC. Le secrétaire de section, Bernard Labbé discutait avec nous, et pendant ce temps là, c'était le défilé permanent de militants qui venaient, et chacun avait son paquet de tracts à distribuer, avec un plan collé sur le dessus, avec une ficelle, tout ça sous plastique au cas où il pleut. Les militants venaient, ils cherchaient leur paquet, ils partaient avec, "salut Bernard", hop. Ce type d'organisation, le PS est incapable de le mettre en place ! Parce que si, secrétaire de section, j'avais dit à

machin tiens toi tu fais telle rue, l'autre il m'aurait dit "ça va pas", "je fais ce que je veux", "je suis un homme libre", et il avait raison. Sauf que comme ça, on ne s'implante pas"

Il y aurait donc en quelque sorte une incapacité sociologique du Parti socialiste à prendre en charge au plus près des habitants les problèmes concrets qui se posent à eux. Le travail militant serait devenu un travail ingrat et dévalorisé que les adhérents socialistes refuseraient d'effectuer. C'est en tout cas le sens des propos du premier secrétaire de la section d'Aulnay.

"pour remplacer le parti communiste il aurait fallu le remplacer dans les quartiers, et ça c'est inconcevable, par l'essence même de ce qu'est un socialiste, qui est quelqu'un qui n'accepte pas de sacrifier sa vie personnelle, ce que je comprends. Parce qu'on ne se sent pas tenu par une discipline. Moi-même je me suis abstenu de certaines activités qui m'agaçaient, comme ça ! C'est vrai qu'avant que les socialistes n'arrivent au pouvoir, il y en avait de ces gens là, essentiellement des militants syndicalistes, etc. Mais ces gens là se sont usés, ils sont partis, et on été remplacés par des gens qui ne sont pas là pour militer. Il y a des gens, en six ans, que je n'ai jamais vu travailler pour le parti : distribuer des tracts, coller, etc."

Bien sûr les analyses des motivations électorales montrent que la place du militantisme est à relativiser pour ce qui concerne son influence sur le vote. Pourtant, le travail de terrain apparaît dans certains cas comme un préalable indispensable à toute chance de victoire.

"Cela fut notamment le cas dans la première période de croissance du PS lorsqu'il s'est agi de rendre familier le label partisan et de conquérir de nouvelles positions électorales. Cela le reste lorsqu'il s'agit d'affronter un concurrent qui recourt lui-même à une activité militante traditionnelle..."

Claude Michel, ancien communiste, tire d'ailleurs immédiatement les conséquences de pareille situation. A ses yeux, le PS ne doit pas lutter sur ce terrain avec le PCF, mais doit chercher d'abord à s'implanter auprès des nouvelles couches moyennes salariées d'Aulnay.

"Je crois qu'on sera toujours derrière le PC à Aulnay si on essaye de le battre sur ce qui est son terrain de prédilection, en restreignant notre champ d'activité. Si on ne prend pas la mesure de la complexification sociologique de la ville d'Aulnay, si on n'essaye pas d'acquiescer dans ces couches nouvelles de l'autorité, de la crédibilité... et bien on n'arrivera pas à dégager une force autonome du PS. (..) On a un langage ici, qui est moins bon que le PC mais qui se veut strictement semblable au sien, et on a moins de structure militante que ce qui lui en reste. (..) Donc, si on n'est pas capable de s'adresser aux nouvelles couches, en disant on parle aussi aux catégories populaires, mais on est capable de cimenter le tout, alors on sera toujours derrière."

On rejoint ici le problème de définition pour le PS de la clientèle à viser et des couches sociales à atteindre. Aulnay-sous-Bois est sans conteste une ville coupée en deux. Elle l'est sociologiquement (cités du Nord contre pavillons du Sud), politiquement et physiquement (passage de la ligne de RER, de l'autoroute). Le PC a toujours travaillé les quartiers Nord et notamment la Rose des Vents. Au contraire, le maire RPR s'appuie sur les quartiers de centre ville et du sud. Le Parti socialiste apparaît alors quelque peu en porte-à-faux puisque l'idéal serait pour lui de pouvoir jouer sur les deux tableaux. C'est le sens des propos de Claude Michel cités plus haut sur le discours à tenir aux couches moyennes salariées. Mais alors, outre les difficultés d'organisation militante, le PS se trouve engagé dans une lutte politique contre deux adversaires différents qui sont chacun bien implantés dans les quartiers qu'ils quadrillent. L'idée de "pont" revient souvent dans le discours des dirigeants socialistes, que ce soit Jacques Delhy ou Michel Roger. Le PS doit être le "pont" entre les deux Aulnay, il doit trouver le discours qui satisfasse chacun, et tenir le langage de la solidarité entre le Sud et le Nord. Pour ambitieuse que soit cette

démarche, elle n'en montre pas moins toutes ses limites. Le PS aulnaysien devrait pouvoir rassembler en un seul discours des enjeux totalement opposés; et encadrer le tissu social par un réseau de militants dont la composition sociologique est surtout adaptée aux quartiers sud. L'objectif semble réalisable au niveau du discours, mais beaucoup plus problématique dans une situation concrète, au niveau des priorités budgétaires qu'accorderait une municipalité socialiste. C'est sans doute dans ce hiatus qu'il faut chercher les origines du dilemme qu'expose M. Roger :

"La difficulté qui est nôtre, c'est d'arriver à lier cet électorat qui vote socialiste en de très grands moments de consultations, et qui n'arrive pas encore à être intimement persuadé qu'on peut concrétiser sur des élections locales. Quelque fois, dans certaines sections, on a l'impression que les socialistes ne doivent exister que trois ou quatre mois avant les élections."

3.3. Sans personne ni personnalité

Une des ressources politiques les plus utiles dans les élections locales reste la notoriété et la notabilité. L'actuel maire Jean-Claude Abrioux a ainsi figuré pour la première fois en 1965 sur une liste d'opposition, qui était dirigée par son oncle. Jean-Pierre Thomas a été des années durant maire-adjoint de Robert Ballanger, et fut maire à sa mort. Il n'en va pas du tout de même au Parti socialiste. Ce parti, parce qu'il a longtemps accepté la domination du PCF, n'a jamais cherché à mettre en avant des personnalités aulnaysiennes capables de servir d'emblème et d'étendard à l'ensemble du parti. A telle enseigne qu'en 1986 André Canovas devient premier secrétaire alors qu'il n'a emménagé à Aulnay-sous-Bois que depuis un an et demi.

Le CERES a bien compris au début des années 80 qu'il y avait là un manque. Il a tenté d'implanter dans la section certains de ses dirigeants nationaux, qui ont tous échoué et préféré partir d'une section trop divisée et trop fermée. La section, notamment après l'arrivée d'André Canovas, a voulu elle-même résoudre la question, en demandant à la fédération de lui envoyer une tête de liste d'envergure. L'idée qui prédominait alors était que face à la notoriété extra-aulnaysienne très faible des responsables politiques concurrents, le PS avait intérêt à implanter une personnalité de dimension nationale, le succès de R. Ballanger ayant prouvé à quel point ce calcul pouvait être payant. Les différents projets échouèrent, et c'est finalement Jacques Delhy qui se parachuta à Aulnay en 1988. Dans le contexte son arrivée n'est pas accueillie avec trop de réticence, même si elle marque une déception certaine par rapport aux aspirations de l'ensemble de la section. André Canovas nous le rappelle :

"Pour restituer les choses, quand Jacques Delhy est arrivé dans la section, on était demandeur d'une personnalité. (..) et quand on a appris que c'était Jacques Delhy, qui à l'époque était premier secrétaire fédéral, on s'est dit c'est pas quelqu'un d'ampleur nationale, mais bon, c'est une pointure, c'est quelqu'un qui peut nous tirer."

Les déceptions furent évidemment à la hauteur des aspirations.

Jacques Delhy n'a pas réussi à s'imposer dans sa propre section, et encore moins dans la ville d'Aulnay. La faiblesse des moyens de propagande, et sa façon de concevoir son rôle politique, ne lui ont pas permis d'acquérir une notoriété propre à rallier sur son nom le vote d'électeurs ne se reconnaissant pas prioritairement comme socialistes. Il mène sa stratégie de façon autonome et n'a jamais tenté d'intégrer les membres de la section dans une dynamique de groupe propre à ressouder des solidarités affaiblies par les luttes de courants. Le premier secrétaire de l'époque décrit ainsi son action :

"Jacques Delhy est un solitaire, c'est quelqu'un qui ne sait pas travailler en équipe, on le voit à des commémorations, seul ! Jamais, jamais, jamais, ni moi ni aucun autre socialiste, jamais on a reçu un coup de téléphone de Jacques Delhy disant : je

suis invité à tel truc, on y va à trois ou quatre, non il y va seul ! Il m'Éne son affaire seul, il est député dans son coin, il n'a presque aucun rapport avec la section en fait."

André Canovas dans sa note interne sur les raisons de l'échec aux municipales n'oublie pas de mentionner la question de la tête de liste.

"Il est difficile de nier que, des trois prétendants à la mairie, Jacques Delhy était le moins connu, le moins implanté. Député de la circonscription, Jacques était à l'évidence le mieux placé pour conduire la liste. Mais son manque de notoriété dans la population nous a mis en position d'infériorité par rapport à Pierre Thomas ou Abrioux qui tirent bénéfice de leur passé sur la ville"

Ainsi, le PS aulnaysien semble considérer majoritairement que Jacques Delhy n'est pas la meilleure tête de liste, mais plutôt la moins mauvaise, voire la seule possible, une fois ce choix d'implantation décidé par la fédération. Ici apparaît la dimension du soutien fédéral à une équipe locale.

L'échelon local et l'échelon fédéral ont été guidés par des préoccupations et des contraintes divergentes, voire contradictoires. La fédération au nom d'une logique de négociation départementale, n'a pas soutenu autant que la section l'aurait voulu la tentative "d'émancipation" du PS à Aulnay. Elle a même freiné ce mouvement en accordant au PC une prééminence sur la ville, au nom d'une légitimité historique que tous les derniers scrutins avaient pourtant remis en cause.

En fait Jacques Delhy a été gÉné par l'exercice de ses anciennes fonctions, encore toutes récentes. Il apparaissait aux yeux des dirigeants communistes comme un symbole de l'attitude socialiste dans l'ensemble du département. Il ne pouvait, en son nom propre, prendre la responsabilité d'engager une épreuve de force avec le PCF vu d'une part la faiblesse organisationnelle de la section, mais aussi vu son statut d'exemplarité décerné par ses adversaires communistes. Elu trop proche du centre de décision politique, le PS n'aurait jamais pu présenter une éventuelle dissidence de Jacques Delhy comme un incident mineur et localisé dans la périphérie. Si Jacques Delhy entrait en dissidence à Aulnay c'est l'ensemble de l'accord départemental qui pouvait Être ruiné, et par ricochet, l'accord national. Un ancien responsable fédéral décrit d'ailleurs les conséquences de ce fait :

"Les socialistes d'Aulnay sont restés l'arme au pied, à attendre les décisions nationales, au lieu de construire le rapport de force sur le terrain. En fait Jacques Delhy a été très freiné dans toute cette phase par ses fonctions de premier secrétaire fédéral."

En somme, le PCF a su immobiliser son adversaire aulnaysien, en conditionnant plus ou moins explicitement ses négociations électorales à un strict respect des rÉgles établies au niveau départemental, par celui qui symbolisait à l'époque le pouvoir socialiste en Seine Saint Denis. Nous avons à faire ici à un cas où la maîtrise de ressources centrales ne constitue pas un atout mais au contraire un handicap. D'abord parce que cette maîtrise n'est pas totale, puisque Jacques Delhy n'a pas su mobiliser à son profit des soutiens personnels, matériels et financiers nécessaires à sa campagne; ensuite parce que son pouvoir central était faible, et l'état du rapport de force socialo-communiste plus disproportionné au niveau du département que de la commune. Le PCF arrive donc à imposer au nom d'un rapport de force global, le maintien d'un pouvoir sur le PS, y compris dans des municipalités qu'il ne dirige plus.

Conclusion

Le Parti socialiste se retrouve à Aulnay dans une situation d'intégration partielle au jeu politique local. La section locale du parti n'est pas constituée comme une véritable entreprise politique collective. Il n'apparaît pas clairement à sa tête un entrepreneur capable d'entraîner derrière lui une dynamique de groupe, un afflux de militants, et un apport de personnes ou personnalités externes mettant à la disposition du parti les ressources dont elles disposent. De la même façon, l'entreprise politique socialiste n'a pas de relais d'opinion, qui lui permettrait de saisir l'état et la nature de la demande politique, afin de pouvoir ajuster son offre programmatique. Aucune politique réelle d'implantation dans les quartiers n'est menée autrement qu'individuellement, au cas par cas. Le Parti socialiste aulnaysien a longtemps compté sur son alliance irréprochable avec la force dominante communiste pour accéder aux postes de pouvoir. Il n'a donc en aucun cas cherché à se construire un marché politique spécifique, constitué d'une clientèle à laquelle il offrirait ses services et pour laquelle il jouerait un rôle de porte-parole de ses revendications.

L'entreprise politique locale du PS est plutôt constituée de militants aspirant à des postes de responsabilité à l'intérieur même de l'entreprise, plutôt que dans des fonctions électives externes. Ces cadres n'ont donc pas réussi, et n'en expriment même pas nettement le désir, à construire sur le terrain, au concret, le rapport de force politique qui leur permettrait de constituer le marché dont ils ont besoin pour croître. On peut même se demander si le Parti socialiste dans son ensemble n'est pas devenu au fur et à mesure de sa progression au pouvoir, une entreprise politique formée de cadres ou d'employés (à l'image de son électorat) refusant par la même le travail militant de terrain, connoté négativement comme laborieux et ingrat, et abandonné aux "ouvriers" de l'entreprise politique socialiste : les vieux militants "de base", ceux qui "y croient encore", les anciens gauchistes formés à cela, comme Gérard Ségura par exemple. Le PS à Aulnay apparaît donc essentiellement comme un label partisan, une simple structure de référence. La section joue exclusivement ou presque de l'image nationale que lui donne son nom, sans arriver à lui donner un contenu local. Les différents dirigeants locaux se neutralisent mutuellement, en s'appuyant chacun sur des courants constitués de militants transformés en clientèle. Le parallèle avec ce qui s'est passé nationalement lors du Congrès de Rennes est ici facile à établir. L'énergie et les ressources mobilisées pour les luttes internes de pouvoir, sont autant de force inutilisées pour la construction d'un marché politique local, et expliquent également l'impossibilité d'organiser matériellement la section. On imagine sans peine combien la question de la détention des clés du local, des droits d'utilisation de la radio, de la ligne éditoriale d'un journal local deviendraient des enjeux de crispation.

L'étude du Parti socialiste d'Aulnay permet également d'illustrer l'importance que peuvent avoir les relations avec les entreprises politiques concurrentes, surtout celles qui opèrent sur un secteur électoral proche. L'entreprise électorale socialiste avait plusieurs possibilités : elle s'est d'abord alliée à l'entreprise dominante de façon à conserver indirectement une part du marché. Mais, à partir du moment où ce concurrent s'est affaibli et discrédité, il a fallu changer d'option. Deux voies s'ouvraient alors au PS, ou bien tenter de concurrencer directement son ancien partenaire, tout en sachant qu'il continuait à bénéficier des ressources acquises lors de l'exercice de ses mandats; ou bien jouer la politique de la diversification, en élargissant son marché électoral à de nouveaux arrivants, en constituant de nouvelles clientèles. C'est alors que le PS s'est trouvé confronté à l'autre entreprise concurrente, à savoir l'équipe municipale RPR, qui s'est elle chargée de construire le rapport de force politique avec l'appui de cette clientèle, y compris en jouant le Sud contre le Nord. C'est dans ces jeux de concurrence, ces jeux de pouvoir internes que l'on perçoit le mieux les raisons de la non-adéquation entre les mouvements nationaux et locaux. Le PS peut faire élire à Aulnay et les villes avoisinantes un

député, mais il est incapable pour le moment de lutter contre la concurrence qui dispose de moyens plus performants, ou qui se contente de conserver sa domination sur une frange du marché électoral, simplement pour éviter que le PS ne le dépasse et que s'amorce alors très rapidement un déclin irréversible.

La dimension locale est fondamentale à appréhender pour une meilleure compréhension des phénomènes politiques, mais cette démarche ne doit pas être perçue comme opposée à celle de l'étude des mouvements nationaux, mais bien comme complémentaire.

"Si certaines situations politiques sont d'échelle nationale, les formes concrètes de ces tendances majeures prennent de multiples aspects locaux qui tiennent aux inégalités de structures sociales, au poids des héritages historiques, à l'existence ou à l'inexistence d'expériences collectives locales qui ouvrent, ou au contraire, contrecarrent les tendances générales. Les combinaisons socio-spatiales de niveau local, régional ne constituent pas là des rugosités ou des anomalies face à un modèle national, mais au contraire la substance même qui en se généralisant, en dégagant des aspects convergents, donne naissance à une conjoncture particulière et à une forme spatiale qui lui est associée. Et en retour les multiples situations localisées ressentent le poids d'une situation générale_".

Aulnay est ainsi une ville qui a connu la montée du Parti socialiste des décennies 70-80, mais dont les électeurs ne lui ont pas donné le pouvoir, faute pour le PS d'être perçu comme un acteur à part entière de la vie politique locale.

La PERIPHERISATION de la GAUCHE à AULNAY

Liste commune PC/PS au second tour de l'élection municipale de 1989 : répartition par quartile
(en % des suffrages exprimés)

| 27,6% | 32,5% | 38,9% | 45,8% | 60,2%

: bureaux composant le quatrième quartile (meilleurs scores)
: bureaux composant le troisième quartile
: bureaux composant le deuxième quartile
: bureaux composant le premier quartile

Liste commune PC/PS au second tour de l'élection municipale de 1983 : répartition par quartile
(en % des suffrages exprimés)

| 27,8% | 35% | 39,9% | 43,8% | 54,9%

Les LIEUX de l'IMPLANTATION FREQUENCE d'APPARITION des BUREAUX dans le QUARTILE SUPERIEUR

[Résultats socialistes et communistes aux élections européennes de 1984 et 1989, aux élections législatives de 1986 et 1988, à l'élection présidentielle de 1988 et aux municipales de 1989 (premiers tours) (en % des suffrages exprimés).]

Le Parti Socialiste :

: présent 1 ou 2 fois dans le quartile supérieur
: présent 3 ou 4 fois dans le quartile supérieur
: présent 5 ou 6 fois dans le quartile supérieur

Le Parti Communiste :

L'IMPLANTATION ELECTORALE CONTRASTEE du VOTE SOCIALISTE

Résultats de François Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 :
répartition par quartile
(en % des suffrages exprimés)

| 23,1% | 28,2% | 31,1% | 35,8% | 54,3%

: bureaux composant le quatrième quartile (meilleurs scores)
: bureaux composant le troisième quartile
: bureaux composant le deuxième quartile
: bureaux composant le premier quartile

Résultats socialistes au premier tour de l'élection municipale de 1989 : répartition par
quartile
(en % des suffrages exprimés)

| 11,7% | 15,2% | 17,5% | 20,7% | 26,3%

(*) Cet article est le fruit d'une enquête de terrain menée en collaboration avec Franck Pepratx. Qu'il soit ici remercié pour son aide et pour son travail.

_. REY (Henri), ROY (Jacques), "Quelques réflexions sur l'évolution électorale d'un département de la banlieue parisienne : la Seine-Saint-Denis", Hérodote, 4e trimestre 1986, p.18.

_. Robert Ballanger fut le député-maire communiste de la commune de 1971 à 1981. Pour plus d'informations se reporter à l'article de Nadia Ténine dans ce même numéro.

_ (4) Le type de comparaison que nous nous autorisons ici, ne peut être manipulé qu'avec prudence, compte tenu de la spécificité de l'élection présidentielle, avec la forte personnalisation qu'elle implique. Elle rend de fait non-assimilables les scores électoraux d'un candidat et ceux de son parti. C'est pourquoi nous utilisons ces chiffres uniquement pour illustrer à quel point le PS à Aulnay ne suit pas la tendance nationale du parti et de son leader.

_. La Rose des Vents est un ensemble HLM de 3 000 logements, situé au Nord d'Aulnay, complètement coupé du centre ville et qui comporte une population immigrée ou fortement défavorisée. Cet ensemble est le deuxième de Seine Saint-Denis.

_. La métaphore économique appliquée aux analyses électorales peut être tout à fait heuristique à condition bien sûr de conserver à l'esprit son caractère de métaphore, et de ne pas la réifier. Pour une justification de l'utilisation de cette métaphore, voir GAXIE, Daniel, LEHINGUE, Patrick, Enjeux Municipaux. Paris : PUF, 1984.

_.REY, Henri, "Le cas de la Seine Saint Denis" Groupe Banlieue - Ile De France, bulletin n°3, synthèse de la séance du 10 février 1989. p.31

_. Depuis fin 1991, M. Roger n'est plus à son tour secrétaire fédéral.

_. REY, Henri, SUBILEAU, Françoise, Les Militants Socialistes à l'Epreuve du Pouvoir. Paris : Presses FNSP, 1991, p.138.

*Cahier du Cevipof n°8 – Décembre 1992 : Changement social, changement politique
à Aulnay-Sous-Bois*

_. BULEON, Pascal, "Espèces d'espaces politiques." in : LEVY (J.) Géographies du
Politique. Paris : Presses FNSP, 1991, p.37.

Le Front National à Aulnay-sous-Bois : du vote protestataire au parti de militants

Cécile PECHU
Centre de Recherches Administratives²⁴

La banlieue rouge, terre d'élection du FN ? Les résultats électoraux du Front National en Seine-Saint-Denis peuvent le laisser penser. Il s'agit ici, à travers une analyse des résultats électoraux et une monographie de la section d'Aulnay-sous-Bois, de mieux appréhender la signification de l'apparition du FN dans une commune longtemps communiste et de comprendre quelles stratégies ce parti a mises en oeuvre pour s'implanter localement.

I. Analyse des résultats électoraux

Depuis son apparition aux élections municipales de novembre 1983²⁵ jusqu'aux dernières élections européennes en 1989, le FN a rencontré à Aulnay un succès électoral certain. Ses scores sont toujours largement supérieurs à la moyenne nationale et devancent également ses résultats départementaux²⁶. Il y atteint son résultat maximum au premier tour des présidentielles de 1988 avec 20,8% des suffrages exprimés, dépassant ainsi de 6,2 points sa moyenne nationale. Cette implantation électorale durable du FN dans une commune à forte proportion d'immigrés, où le PC perd du terrain²⁷, soulève un certain nombre de questions²⁸ : le Front National mord-il sur l'électorat communiste ? Les quartiers qui votent FN sont-ils des quartiers "ouvriers" ou "bourgeois" ? La présence d'immigrés dans un quartier a-t-elle un effet direct, indirect, ou pas d'effets sur le vote frontiste ?²⁹, etc. Toutes ces questions sont sous-tendues par une interrogation plus générale quant à la stabilité géographique du vote pour le Front National entre les différentes élections. Il s'agit de savoir si le vote frontiste, souvent qualifié de vote protestataire, se distribue différemment aux diverses élections ou si l'on peut repérer un certain nombre de constantes, c'est-à-dire de zones préférentielles, qui pourraient permettre d'avancer des hypothèses explicatives du vote pour le parti de Jean-Marie Le Pen.

Une première analyse écologique par bureaux de vote montre que le vote FN est extrêmement dispersé géographiquement, contrairement au vote PC ou au vote RPR³⁰. De plus, les bureaux de vote où le FN réalise ses meilleurs scores ne sont

24. L'enquête de terrain ainsi que la collecte des résultats électoraux ont été réalisées en compagnie de Michaëla Geiger.

25. Il s'agit là d'une élection partielle, le scrutin du mois de mars qui avait vu la victoire d'une liste d'union de la gauche conduite par le maire communiste sortant ayant été invalidé pour fraude.

26. Cf. tableau n°1, annexe 1.

27. Cf. ci-dessus l'article de Nonna Mayer et Henri Rey.

28. Cf. Mayer, N., Perrineau, P., *Le Front National à découvert*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989.

29. Pour une bonne présentation de ces hypothèses et leur invalidation à partir de l'étude du cas de Paris, cf. Nonna Mayer, " Le vote FN de Passy à Barbès (1984-1988)", in Mayer, N., Perrineau, P., *Le Front National...*, op. cit., pp.249-267.

30. Cf annexes.

pas les mêmes d'une élection à l'autre : si l'on retient huit élections de 1983 à 1989³¹, et si on classe les bureaux par niveau croissant du vote FN, par rapport aux suffrages exprimés ou par rapport aux inscrits, c'est-à-dire au quart des bureaux votant le plus Front National. Si, à l'inverse, on s'intéresse aux bureaux qui votent le moins Front National, on retrouve la même absence de régularité : aucun bureau ne fait plus de cinq fois partie du quartile inférieur (vote FN en % des suffrages exprimés).

Une analyse du type de celle que l'on vient de faire suppose que le vote FN ait la même signification quel que soit le genre d'élection, locale ou nationale. Or, on peut émettre l'hypothèse que, selon l'enjeu, l'électorat frontiste n'est pas le même. On a donc procédé à une comparaison d'une série d'élections de même nature³², qui a elle aussi révélé une absence de constance des zones de force et de faiblesse du vote FN (en % des suffrages exprimés).

Néanmoins, ce premier constat d'instabilité doit être tempéré par trois remarques.

Tout d'abord, si l'on travaille en pourcentages par rapport aux inscrits, une régularité un peu plus importante apparaît au niveau des zones de faiblesse du vote frontiste : trois des quatre bureaux de la Rose des Vents³³ - ensemble à forte proportion d'immigrés - font partie du quartile inférieur pour au moins sept élections. On peut par conséquent supposer qu'il n'y a pas d'effet direct de la présence immigrée sur le vote frontiste. Une analyse de corrélation montre en effet qu'il n'y a pas de lien entre le pourcentage de vote FN par rapport aux inscrits et le taux d'étrangers au niveau du bureau de vote³⁴. Bien au contraire, ce lien est négatif, c'est-à-dire que plus les étrangers sont présents dans un quartier, moins les électeurs sont attirés par le vote FN³⁵, ce qui va à l'encontre de l'hypothèse de l'effet direct. Mais comme il s'agit d'une analyse au niveau des inscrits, on peut penser que cette corrélation négative n'est que l'effet d'une troisième variable, le taux de participation aux élections. Les électeurs des quartiers à forte présence immigrée cumulent les obstacles à la participation (en termes de compétence politique et sociale) : pour tous les scrutins, ils sont ceux qui se déplacent le moins pour aller voter³⁶. Si l'on travaille alors sur les suffrages exprimés, aucune corrélation - positive ou négative - n'existe plus entre vote FN et présence étrangère. Lorsque les électeurs des "quartiers sensibles" se déplacent, ce n'est pas d'abord pour glisser dans l'urne un bulletin pour le parti de

31. Il s'agit des élections municipales de 1983 (1er tour), des européennes de 1984, des législatives de 1986 (1er tour), de l'élection présidentielle de 1988, des législatives de 1988 (1er tour), des municipales de 1989 (1er et 2ème tour) et des européennes de 1989.

32. On a comparé les municipales de 1983 à celles de 1989, les européennes de 1984 à celles de 1989 et les législatives de 1986 à celles de 1988.

33. Les bureaux 33, 34 et 35. Pour leur situation sur la carte, cf. annexes de l'article d'A. Mercier.

34. Cf. tableau n° 2. Que Daniel Boy et Jean Chiche soient ici remerciés pour l'aide qu'ils m'ont apportée dans l'analyse des données électorales.

35. On doit pourtant être prudent vis-à-vis de cette corrélation négative, car comme le montre le graphique n° 1, elle est probablement surévaluée en raison de la présence de quelques cas extrêmes. Néanmoins, une corrélation du même type a été mise en évidence à propos du Var : Girard, Claude, *Le vote d'extrême-droite dans le Var profond (1981-1996). Etude de géo-démographie électorale*, mémoire de DEA de science politique, Université d'Aix-Marseille, 1987.

36. Indice de corrélation entre taux d'abstention et présence étrangère dépassant .71 à toutes les élections.

Jean-Marie Le Pen³⁷, mais bien plutôt pour le PCF, notamment lors des municipales³⁸.

Ensuite, on peut repérer depuis 1986 l'apparition d'une petite zone de force du Front National, notamment dans quatre des bureaux contigus au grand ensemble H.L.M. de la Rose des Vents (3.000 logements), qui font partie des deux quartiles supérieurs pour tous les scrutins de 1986 à 1989³⁹, si l'on travaille en suffrages exprimés. Ce résultat pourrait faire penser à l'hypothèse de l'effet indirect de la présence immigrée sur le vote FN - appelé aussi "effet de halo" -, un effet indirect qui se serait révélé seulement à partir de 1986. Néanmoins, le fait que dans deux de ces bureaux la présence immigrée soit très forte⁴⁰, en raison pour l'un d'eux de la présence de la cité Emmaüs, contrarie une telle hypothèse. On retiendra simplement qu'il s'agit de quartiers contrastés, mêlant l'habitat pavillonnaire aux immeubles H.L.M., et rassemblant une population sociologiquement diverse.

Enfin, deux bureaux font huit fois partie des deux quartiles supérieurs⁴¹ (en % des suffrages exprimés). Il est intéressant de remarquer que l'une de ces deux zones de force du FN correspond au quartier de Mme Roset, élue municipale en 1989 et candidate du Front depuis 1983, très présente par son militantisme⁴² ; on assiste donc vraisemblablement ici à un "effet Mme Roset", similaire à ce qui a pu être constaté dans le Nord pour certains candidats du Front National comme J. Durieux ou B. Chauvière⁴³, et bien connu des analystes sous le nom d'effet "friends and neighbours"⁴⁴.

Au terme de cette étude, on peut conclure que le vote frontiste n'est pas structuré par la présence d'étrangers. Bien que l'analyse n'ait été réalisée, on peut penser, d'après les résultats précédents, qu'il n'y a pas non plus d'"effet de halo" systématique. Une structuration socio-professionnelle du vote pour le parti de Jean-Marie Le Pen est elle-même peu probable⁴⁵, étant donné l'instabilité de ses zones de force. Cette variabilité géographique laisse en effet supposer que le FN réunit un électorat socialement composite. Pourtant, à partir de 1986, on peut repérer un certain enracinement du vote frontiste dans les quartiers populaires mélangeant habitat pavillonnaire et immeubles HLM et entourant le grand ensemble de la Rose des Vents. Malgré son instabilité, le vote frontiste ne peut donc être analysé comme un phénomène uniquement protestataire, et ce d'autant moins qu'il reste

37 Indice de corrélation variant entre -.37 et .23.

38 Indice de corrélation de .54 lors des deux tours des élections municipales de 1989.

39 Il s'agit des bureaux 23, 24, 25 et 32. Le bureau 12, non contigu à la Rose des Vents, est également dans ce cas.

40 Les bureaux 24 et 32 appartiennent au quatrième quartile pour ce qui est du pourcentage d'étrangers par rapport à la population totale du bureau (chiffres INSEE par itots, recensement de 1982, regroupés approximativement par bureau de vote).

41 Il s'agit des bureaux 25 et 32.

42 Cette constatation a été établie à la suite d'une enquête de terrain menée auprès de la section d'Aulnay. Cf. ci-dessous.

43 Cf. Etchebarne, S., "Le FN dans le nord ou les logiques d'une implantation électorale", in Mayer, N., Perrineau, P., *Le Front National...*, op. cit., pp. 284-306.

44 Le concept a été développé par V.O. Jr. Key, qui a montré qu'un candidat obtient toujours des résultats supérieurs dans les régions où il vit et où il peut s'appuyer sur des amis ou des voisins. Key, Jr, V.O., *Southern Politics*, New York, Knopf, 1949.

45 L'analyse précise n'a pu être réalisée, faute de données exploitables par bureau de vote.

constamment élevé à l'échelle de la commune. Enfin, "l'effet Mme Roset" pose le problème des relations qu'entretient le vote FN avec l'implantation militante de cette formation politique.

II. Une implantation partisane réelle

Combien ont-ils de militants ? C'est l'une des premières questions qui vient à l'esprit lorsque l'on s'interroge sur l'implantation d'un parti politique. Outre les problèmes de définition du degré d'implication (militants, adhérents, sympathisants...), l'analyse bute sur la bataille symbolique des chiffres entre organisations et sur l'absence de possibilités de vérification. On pourra néanmoins, pour donner un ordre d'idée, citer quelques chiffres. Si un journal de propagande du FN revendiquait fin 1989 500 militants⁴⁶, un des interviewés en 1990 a estimé à 80 le nombre de militants frontistes aulnaysiens, dont 20 à 30 seraient des personnes "sur qui l'on peut compter". Ces dernières évaluations nous semblent assez réalistes, mais étant donné leur faible signification intrinsèque, nous nous fonderons en priorité sur des éléments qualitatifs pour apprécier l'implantation du FN.

Deux types de renseignements, recueillis grâce à l'enquête de terrain, vont nous permettre de l'apprécier : d'une part les indices touchant aux structures et à l'organisation de la section (ainsi qu'à son fonctionnement en direction des militants), d'autre part ceux qui nous permettront d'avoir une idée de l'ampleur des activités de propagande du FN.

Le FN possède depuis peu un local, petit pavillon situé au centre ville près de la gare, prêté par des amis, que rien ne distingue des maisons avoisinantes. Il a été aménagé petit à petit par les militants et constitue un premier indice matériel de l'existence du FN à Aulnay. Une permanence y est tenue le samedi après-midi. Les réunions s'y déroulent parfois, mais l'on préfère souvent le domicile de l'un ou l'autre des responsables⁴⁷. Ces réunions de militants semblent peu fréquentes et irrégulières. Selon Mme Roset, elles rassemblaient au départ les militants par profession, mais le seul exemple cité expressément est celui de réunions de chefs d'entreprises. D'octobre 1990 à juin 1991, seules deux réunions "fermées" - c'est-à-dire s'adressant aux seuls adhérents d'Aulnay - ont eu lieu, dont une au sujet de la guerre du Golfe.

Autre indice d'une implantation du FN : sa différenciation interne, révélatrice d'un certain degré de consolidation de la relation partisane⁴⁸. La section d'Aulnay comporte deux organes de direction : un bureau restreint composé de sept personnes -dont deux femmes - désignées par le responsable de section, M. Dubois, et approuvé par la fédération, et un bureau élargi, composé de treize personnes - dont quatre femmes - également désignées par cooptation. Les réunions de travail de ces bureaux dépendent de la conjoncture, et c'est le bureau restreint qui prend toutes les décisions quant aux futures activités. Pour certaines activités spécifiques, comme par exemple l'organisation d'un dîner-débat avec le président du Front National, un avis positif du secrétaire de la fédération est néanmoins nécessaire. Les

46. *Le National Aulnaysien*, novembre 1989.

47. Interview de Mme Roset.

48. Cf. Offerlé, M., *Les partis politiques*, P.U.F, Coll. Que Sais-Je ?, 1987.

liens de la section avec la fédération sont en effet assez forts et les contacts fréquents, puisque Mme Roset y passe au moins une fois par semaine, pour y prendre tracts, affiches et piles de *National-Hebdo*.

En effet, les activités de propagande de la section sont extrêmement régulières et variées. Ce sont bien sûr les collages d'affiches (certains militants vont même jusqu'à payer de leur poche affiches et autocollants à la fédération pour couvrir leur quartier) et les distributions de tracts. Ces derniers sont souvent glissés dans les boîtes aux lettres, parfois même la nuit en ce qui concerne le quartier de la Rose des Vents, où les boîtes aux noms à consonnance étrangère sont évitées "par mesure d'économie"⁴⁹. Ils comportent tous un coupon-réponse à l'adresse de la fédération de Seine-St-Denis ou de Paris qui font suivre le courrier, ou bien, lorsqu'il s'agit de tracts réalisés par la section d'Aulnay, à l'adresse d'une boîte postale. Les militants prennent alors rendez-vous avec la personne et vont la voir à domicile.

La section tient également un stand deux fois par semaine sur les marchés d'Aulnay, les samedis au Vieux Pays (de manière irrégulière selon les périodes) et tous les dimanches boulevard de Strasbourg. Il faut noter à titre de comparaison que seul le Parti Communiste est également présent sur les marchés à Aulnay. Deux militants du FN vendent donc *National Hebdo* (une quarantaine par semaine), des livres de Jean-Marie Le Pen ainsi que des badges, le tout disposé sur un petit présentoir en bois. On remarquera que cette présence constante et affirmée, puisque *National-Hebdo* est vendu à la criée ("Achetez National-Hebdo, le journal de Jean-Marie Le Pen"), ne soulève actuellement aucune animosité chez les passants, ce qui n'a pas toujours été le cas selon les dires d'une de nos interlocutrices : la vente du journal se faisait autrefois en groupe, sans présentoir, et donnait régulièrement lieu à des incidents. Actuellement, selon la même personne, de tels faits ne pourraient se reproduire, et quand bien même quelqu'un se risquerait à les importuner, "les commerçants du marché viendraient nous prêter main forte".

Les meetings ne sont pas oubliés et la section organise une fois l'an depuis 1989 un dîner-débat en présence de Jean-Marie Le Pen. Par exemple, un de ceux-ci a eu lieu le 28 octobre 1990 et a réuni sept à huit cent personnes malgré des problèmes de salle, le maire RPR d'Aulnay ayant cherché à l'empêcher. Le fait que ce meeting ait tout de même pu se tenir, bien que la location de la salle ait été annulée quatre jours auparavant, témoigne de la vigueur des énergies déployées. Les militants participent également activement aux fêtes annuelles départementales et nationales (Galette Bretonne le 18 février, fête Bleu-Blanc-Rouge les 17 et 18 septembre), où la section s'occupe d'un stand de restauration, ce qui permet de recueillir des fonds⁵⁰. Parfois même ils n'hésitent pas à parcourir des kilomètres pour aller "donner un coup de main" à des associations amies, comme ce fut le cas le 16 juin 1991 pour la fête du Cercle National des Combattants présidé par Roger Holeindre. Par ailleurs, ils prennent part aux manifestations parisiennes du FN, qu'il s'agisse de rendez-vous

⁴⁹. Interview de Mme Roset.

⁵⁰. La fête Bleu-Blanc-Rouge correspond à la fête des fédérations du Front National. En 1990, seules deux sections de la fédération de la Seine-St-Denis tiennent un stand, dont celle d'Aulnay-sous-Bois. On remarquera pour le folklore qu'il s'agit d'un stand de merguez.

réguliers comme les 1ers mai ou de manifestations circonstanciées comme la manifestation interdite du 19 juin 1991 à l'Opéra⁵¹.

Enfin, on retrouve au FN d'Aulnay un type d'activité révélateur de la légitimité accordée au sein de ce parti à l'activisme militant : la réalisation et la vente d'objets par les adhérents dans le but de rassembler des fonds. Chaque section du FN est invitée à créer un objet (badge, drapeau, pin's...) qui lui soit propre et qu'elle mette en vente sur les stands et dans la boutique parisienne du Front National. A Aulnay, depuis 1989, des petits drapeaux français réalisés de A à Z par les militants, c'est-à-dire cousus et agraffés par leurs soins, sont commercialisés. En 1990, plusieurs pin's représentant le drapeau national ou une carte de France avec une Jeanne d'Arc en filigrane, cette fois-ci de fabrication industrielle, sont venus allonger la liste des réalisations de la section.

Au terme de cet examen, et en comparaison avec les autres forces politiques, on peut conclure que le FN a acquis une certaine visibilité dans la ville. Cette organisation semble de plus durable. Une question se pose alors : de quand date cette présence et comment s'est-elle faite, quelles furent les stratégies d'implantation, puisque la première apparition d'une liste FN à Aulnay date des élections municipales de 1983.

III. Une volonté nationale d'implanter le FN à Aulnay

Une série d'entretiens avec plusieurs militants, dont certains appartenaient au FN depuis 1983, a permis de reconstituer l'histoire de la section d'Aulnay. Nous avons pu ainsi distinguer deux phases dans son évolution, l'une allant de 1983 à 1985, l'autre postérieure à 1985, correspondant chacune à des stratégies d'implantation répondant à des impératifs différents.

C'est en novembre 1983, à l'occasion des élections municipales partielles qu'apparaît le Front National à Aulnay. Les récits concordent et mettent en évidence **une volonté des dirigeants nationaux du Front** de présenter une liste dans la ville. C'est en effet dans la précipitation que celle-ci est élaborée. Guy Viarengo, ancien militant et commerçant de Nice (que l'on retrouvera par ailleurs en 1984 en vingt-neuvième position sur la liste du Front aux élections européennes), est parachuté comme tête de liste. Reste à trouver quarante-neuf autres candidats. Sous la responsabilité de J.M. Le Chevallier, membre du bureau politique du FN et ami intime de J.M. Le Pen, assisté de Gérard Fraysse, ancien numéro deux du Parti Républicain dans le vingtième arrondissement, qui avait déjà fait ses preuves d'organisateur en montant une section FN dans ce même arrondissement après avoir rejoint le Front en mars 1983⁵², tous les moyens sont alors mis en oeuvre : une petite annonce paraît dans *Minute*, informant que l'on est à la recherche de candidats potentiels ; un restaurateur d'Aulnay, qui avait laissé ses coordonnées lors d'une fête du FN, est joint par téléphone. Puis Gérard Fraysse se rend à Aulnay et

51. Cette dernière a réuni 2000 personnes selon *Libération*, dont 5 militants d'Aulnay-sous-Bois selon Mme Roset.

52. Gérard Fraysse est actuellement responsable de la documentation au siège national du Front National. Qu'Antoine Bourdon soit ici remercié pour les informations qu'il a bien voulu me communiquer.

guide les quelques personnes ainsi contactées dans l'art et la manière de convaincre les futurs candidats.

"Les nationaux connaissent les nationaux. Chacun... tout le monde se le disait. On a pas eu de problème. On avait même des noms en réserve. On a pas eu de problèmes. Tout a été bouclé en trois semaines. D'ailleurs ça a été la surprise parce qu'on ne pensait pas...alors que côté adhérents, il n'y avait qu'une seule personne sur Aulnay, et je ne connaissais pas ce mouvement, je ne savais pas où le trouver." (Interview de Mme Roset).

Une liste est finalement constituée, peu équilibrée quant à sa composition - majoritairement masculine⁵³, les trois premiers de liste étant tous trois cadres supérieurs-, mais qui connaîtra pourtant le succès que l'on sait avec 9,3% des suffrages exprimés.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette stratégie. L'élection d'Aulnay est une élection partielle, ce qui peut permettre aux instances nationales de concentrer leur temps et leur énergie sur une ville particulière, chose impossible lorsqu'il s'agit de constituer des listes pour l'ensemble des communes françaises. Aulnay, ville moyenne située en région parisienne, est d'autre part facilement accessible aux responsables d'un parti dont les effectifs restent encore en 1983 localisés dans quelques grands centres. Enfin, après les succès remportés par le parti de Jean-Marie Le Pen à Dreux aux mois de mars et de septembre 1983, il est tout à fait probable que le FN ait cherché à profiter de ce que l'on a appelé "l'effet Dreux" pour essayer de renouveler ses premiers exploits. Le parallèle entre l'élection de Dreux et celle d'Aulnay est d'ailleurs explicitement tracé dans la profession de foi de la liste : "l'élection d'AULNAY, comme à DREUX sera un test national. La France attend votre verdict ne la décevez pas"⁵⁴.

Malgré les bons résultats aux élections et quelques réunions des candidats chez le restaurateur frontiste, la section d'Aulnay a quelques difficultés à démarrer. Les personnes présentées, collectées au hasard des rencontres et connaissances, ne sont pas toutes prêtes à s'investir de manière durable. D'ailleurs, seuls trois des candidats de 1983 sont encore présents sur la liste du FN aux municipales de 1989. Pourtant, ces élections ont permis à quelques personnes aux convictions nationalistes anciennes, anciens électeurs de Tixier-Vignancour ou rapatriés d'Algérie proches de l'extrême-droite, de se rencontrer. Ainsi, sur les dix-neuf militants du FN interrogés, sept sont adhérents depuis 1983 dont quatre peuvent être désignés comme "nationalistes" de toujours (votes Tixier-Vignancour puis Le Pen, abstentions en l'absence de candidats d'extrême-droite, monarchistes...). Les trois autres sont d'anciens électeurs déçus du RPR. Sur les quatre "nationalistes", trois sont rapatriés d'Algérie. C'est principalement autour de ces quatre personnes (dont trois font actuellement partie du bureau restreint) que tournera tant bien que mal une section embryonnaire, que l'on pourrait plus qualifier de réseau que de parti politique. Les réunions se déroulent alors encore chez les uns ou les autres. Aux élections cantonales de 1985, le candidat FN est d'ailleurs encore Guy Viarengo, le parachuté niçois de 1983, autre preuve d'une implantation et d'une institutionnalisation locale encore très restreintes.

53. 33 hommes et 16 femmes.

54. Profession de foi de la liste "Union des Français pour Aulnay"

Ce n'est qu'à partir de la fin de l'année 1985 que cette stratégie de présence électorale sera complétée par une véritable stratégie d'implantation locale, en particulier à travers la présentation de notables aux élections législatives et régionales de 1986.

Aulnay est particulièrement bien placée pour la concrétisation de la politique nationale de notabilisation et d'enracinement local du FN à l'époque⁵⁵. D'abord parce que même si elle est très réduite, une section existe, qui comporte au moins deux personnes prêtes à se dévouer pour la cause. Mais aussi parce que le bon score de 1983 a provoqué un petit "effet Aulnay" médiatique qui peut laisser penser à un notable en mal de circonscription qu'il s'agit là d'un terrain potentiellement porteur, d'autant plus que les résultats électoraux de 1984 et de 1985 étaient supérieurs aux moyennes nationales et départementales. Aulnay étant une ville de banlieue exposée aux problèmes urbains des grands ensembles et accueillant sur son sol un fort contingent d'immigrés, elle représentait un environnement favorable aux enjeux politiques mis en avant par le FN. Enfin, on doit tenir compte de l'état du marché politique en Ile-de-France : certains notables de droite visant les mandats électifs, et se situant sur un marché où la concurrence intra-partisane est vive, ont pu trouver dans le Front National un débouché à leurs capitaux politiques personnels⁵⁶.

C'est ainsi que la section d'Aulnay accueille à la fin de l'année 1985 un cadre du RPR démissionnaire, qui lui est adressé par l'état-major du parti : le Docteur Bachelot, dont les compétences personnelles et le passé politique "présentable" constituent une ressource pour le FN. Prenant la direction de la section d'Aulnay (G. Viarengo retourne dans sa section à Nice), il est élu député en 1986 et fait une rapide carrière au sein du parti⁵⁷ où il joue le rôle "d'expert" des questions de santé, avant d'être exclu en 1988⁵⁸. Sur le terrain, il est généralement bien accepté par les quelques militants qui apprécient sa présence fréquente (G. Viarengo, résidant à Nice, n'apparaissait à Aulnay que dans les périodes électorales) et son abord sympathique, malgré sa trajectoire politique quelque peu différente de la leur :

"C'était quelqu'un qui n'était pas de notre famille politique. Bon mais on est obligé quand quelqu'un vient du RPR ou d'un autre mouvement, faut quand même faire confiance... Certaines personnes peuvent se tromper, et puis reconnaître ; et puis vouloir repartir sur une bonne base. Bon le Docteur Bachelot, pour moi il cherche une place mais tout le monde ne se laisse pas faire. Et c'est logique. Qu'aurait-il fait demain si on ne s'était pas rendu compte qu'il faisait passer ses ambitions politiques avant même l'intérêt du mouvement ou même du pays ? C'est une personne qui a des capacités, qui est très intelligente - on ne va pas lui retirer ses qualités - mais je pense

55. Birenbaum, G., François, B., "Unité et diversité des dirigeants frontistes", in Mayer, Nonna, Perrineau, Pascal, *Le Front National...*, op. cit., pp.83-98.

56. Pour l'utilisation analytique de la métaphore économique dans l'analyse électorale, cf. Gaxie, D., Lehingue, P., *Enjeux municipaux : la constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, P.U.F., 1984.

57. G. Birenbaum et B. François (op. cit.) relèvent que F. Bachelot cumule en 1988 quatre positions dans les différentes instances nationales du FN sur les six possibles. Il est le seul élu de 1986, avec Bruno Mégret à avoir autant de responsabilités au sein des instances dirigeantes.

58. Sur les raisons de cette exclusion cf Birenbaum, G., Bastien, F., op.cit., p.95.

qu'il est très ambitieux.(...) On avait de très bons rapports.
C'était très facile et très agréable de travailler avec lui. Mais il
était très ambitieux." (Mme Roset)

Malgré la sympathie que vouaient la plupart des militants au Dr Bachelot, et qui aurait pu les amener à le suivre lors de son revirement, son départ n'entraînera pas d'autres défections. Pendant la durée de sa présence, la section s'étoffe quelque peu. Surtout, une militante de 1983, Mme Roset, comptable de profession, décide d'abandonner son emploi au moment de la campagne présidentielle afin de se consacrer entièrement -quoique bénévolement- aux activités prosélytes du parti. Cette femme d'une quarantaine d'année, "ayant élevé ses enfants", s'était présentée sur la liste FN à la suite de l'annonce parue dans *Minute*, "bien décidée à se battre", car elle avait "mal à la France"⁵⁹. Elle sera d'ailleurs suppléante de F. Bachelot aux élections législatives de 1988, sous son nom de jeune fille⁶⁰.

Une fois F. Bachelot parti, la section d'Aulnay se retrouve à nouveau sans tête de liste. On rappelle alors Guy Viarengo pour les élections cantonales de 1988, mais il ne s'agit que d'une solution transitoire⁶¹ et en 1989, la direction nationale dote à nouveau Aulnay d'un "notable", Jean-Michel Dubois.

Jean-Michel Dubois, représentant en France d'une entreprise japonaise, est comme F. Bachelot un transfuge du RPR. Il quitte ce parti dans le courant de l'année 1985, parce qu'"il était question d'une éventuelle cohabitation de la droite avec le PS, et j'étais contre ce principe-là"⁶². C'est fin 1985, après plusieurs entrevues avec J.M. Le Pen (rencontré par l'intermédiaire d'un ami), qu'il accepte d'adhérer au Front National après avoir reçu l'assurance de son président qu'il serait tête de liste aux élections régionales de 1986. Jean-Michel Dubois est une recrue intéressante pour le FN étant donné les attributs que le parti veut alors mettre en avant : chef d'entreprise, il est bien inséré dans les milieux économiques puisqu'il est vice-président de la fédération des PME de Seine-St-Denis et élu à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris depuis 1982 ; cadre du RPR depuis 1978, il fut le co-fondateur du "Club 89" avec Alain Juppé, participa sous les ordres directs de Charles Pasqua à la campagne présidentielle de 1981 et fit partie de la Direction des Actions Internationales de la Ville de Paris où il organisa en 1983 une rencontre entre le maire d'Alger et Jacques Chirac. Le FN lui ayant offert la tête de liste demandée, il est élu Conseiller Régional d'Ile-de-France et fait partie du Bureau Fédéral de Seine-St-Denis auquel on le rattache sans doute parce que le siège de son entreprise se situe à Montreuil. Il sera d'ailleurs tête de liste lors d'une cantonale partielle dans cette ville en 1987. En 1989, il devient donc "le patron du FN à Aulnay"⁶³ et est élu Conseiller Municipal, ainsi que Mme Roset, qui se présente là pour la première fois au "grand jour", sous son nom de femme mariée⁶⁴. Mais ce n'est là encore que le début de sa carrière au Front National puisqu'il sera peu après nommé, avec André Dufraisse, président d'Entreprise Moderne et Libertés, "cercle

59. Interview de Mme Roset.

60. Pour préserver sa famille (Interview de Mme Roset).

61. F. Bachelot a démissionné juste avant les cantonales

62. Interview de Jean-Michel Dubois.

63. Idem.

64. Le fait que Mme Roset ait pu se présenter ainsi est révélateur de la "banalisation" progressive de l'appartenance au Front National (elle estime pouvoir la revendiquer sans risque pour sa vie personnelle), et donc dans une certaine mesure de l'implantation locale de ce parti.

ami⁶⁵ du FN, invité sur le plateau lors du passage de J.M. Le Pen à l'émission "l'Heure de Vérité" sur A2 le 9 mai 1990, désigné comme rapporteur de la commission "élections" au Congrès de Nice et finalement nommé membre du Comité Central par J.M. Le Pen lors de ce même congrès⁶⁶.

Dans la section, J.M. Dubois investit principalement les positions de représentation, laissant à Mme Roset le travail de terrain. C'est elle qui fait le lien entre ce "notable" et le reste des militants. Les rapports entre cet homme de quarante-sept ans, fier de sa réussite sociale, et la "base" sont cordiaux, bien qu'empreints d'une certaine distance⁶⁷. On aurait pu penser que son passé au RPR lui permettrait de nouer également de bonnes relations avec les élus de ce même parti à la mairie. Or il n'en est rien. Le maire RPR Jean-Claude Abrioux⁶⁸ ne manque pas de rappeler aux élus du FN leur statut d'indésirables, que ce soit en ne leur faisant pas parvenir les invitations aux cérémonies officielles, en leur refusant des salles et la participation aux commissions⁶⁹, ou bien encore en leur coupant le micro lors des réunions du Conseil Municipal. Cette attitude n'est pourtant pas suivie par tous les élus RPR, dont certains "attendent tout le temps que leur voisin ait le dos tourné pour nous dire leur sympathie"⁷⁰. Par ailleurs, les relations personnelles et les responsabilités économiques de J.M. Dubois permettent d'établir des complicités avec ce parti à d'autres niveaux : "J'ai de très bons contacts avec le RPR en général, avec Raoult, Député RPR de la Seine-Saint-Denis, avec le responsable du RPR au niveau départemental. On essaye de faire avancer les choses un petit peu"⁷¹ ; de plus, en 1988, J.-M. Dubois est réélu à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris avec l'appui de personnalités RPR, alors que la même année Alain Poher lui remet personnellement le mérite civique en mairie d'Aulnay. Enfin, même J.-Cl. Abrioux ne dédaigne pas, lorsque le besoin s'en fait sentir, de conclure des accords électoraux avec le Front National, comme se fut le cas lors des élections municipales de 1989, quitte à les révoquer s'il pense pouvoir se passer de l'appui officiel de ce parti⁷².

Nous pouvons donc conclure qu'il y a bien eu une volonté au plus haut niveau du FN de développer une section sur la ville, d'abord en recrutant un premier réseau de

65. C'est ainsi qu'E.M.L. est présentée dans la brochure du Front National "Le Front National c'est vous", supplément trimestriel au n°128 de *La lettre de Jean-Marie Le Pen*, janvier 1990.

66. Sur les 120 personnes composant le Comité Central, 20 sont désignées de la sorte, les autres étant élues par les délégués au Congrès.

67. Lors d'une réunion du bureau restreint d'Aulnay à laquelle nous avons pu assister, seule Mme Roset et M. L., photographe officiel de Jean-Marie Le Pen, se permettent le tutoiement à son égard.

68. Suite à des désaccords au sein de l'équipe municipale, Jean-Claude Abrioux a quitté le RPR en 1991 et rejoint le CNI.

69. Seuls les deux élus FN ne font partie d'aucune commission.

70. Interview de Mme Roset.

71. Interview de J.M. Dubois.

72. "A Aulnay il y a eu ce premier tour (ndlr.: aux cantonales de 1988). Nous avons des papiers signés des responsables locaux et départementaux pour dire que suite aux dernières cantonales de 1988 où le FN à la demande du RPR avait apporté son soutien au candidat du RPR qui était Abrioux, Abrioux en contre-partie et ses responsables hiérarchiques du département nous avaient écrit - c'est pas dit, c'est écrit - qu'au niveau municipal nous ferions une alliance notamment après le second tour. Ils n'ont pas respecté leur engagement. Le RPR et l'UDF et notamment M. Abrioux a préféré prendre le risque de ne pas faire une union." (Interview de J.M. Dubois). Cf. également l'annexe n° 4.

militants, pour la plupart acquis de longue date aux idées du FN, ensuite en dotant la ville de têtes de liste "présentables". Reste à savoir pourquoi ces stratégies ont réussi et qui sont les militants du FN qui sont venus grossir le noyau de départ.

IV. Pourquoi militent-ils au Front National ?

Pour répondre à cette question, nous exploiterons les résultats de trente-deux interviews d'adhérents (19) et sympathisants (13) du FN. Certains de ces entretiens (neuf, dont sept sympathisants) ont été réalisés un samedi sur le marché d'Aulnay et sont beaucoup moins riches que le reste du corpus, pour lequel nous avons pu voir les militants pendant une à deux heures, la plupart du temps à leur domicile⁷³. Nous avons choisi d'exploiter principalement les vingt-cinq interviews les plus précises (tous les adhérents et six sympathisants), les sept autres étant simplement consultées pour vérifier qu'elles ne contredisaient pas les résultats obtenus. Ce choix permet par ailleurs d'avoir un corpus à peu près homogène, puisque tous les individus de l'échantillon font plus que simplement voter pour le Front National : ils distribuent des tracts, collent des affiches ou participent aux fêtes et réunions. On doit également indiquer que sur les dix-neuf adhérents interrogés, six font partie du bureau restreint de la section.

Bien que notre échantillon soit limité⁷⁴, l'analyse des entretiens pourra nous permettre de tester quelques unes des hypothèses généralement avancées pour expliquer le militantisme au FN. Ces hypothèses sont de trois types. Les premières, que l'on peut qualifier de psycho-sociales, expliquent la participation à des mouvements extrémistes soit comme la conséquence d'une modernisation atomisante⁷⁵, soit comme étant le fait de déviants et marginaux qui trouveraient dans un certain type de militantisme une rétribution psychologique. Le malaise individuel, provoqué ou non par les transformations sociales, est alors à l'origine de l'engagement, que l'on peut qualifier "d'irrationnel". D'autres interprétations voient dans l'extrême-droite l'expression politique d'une classe sociale particulière, "la petite bourgeoisie" ou *lower middle class*⁷⁶. L'engagement est alors conforme aux "intérêts de classe", mais pas obligatoirement rationnel, l'acteur n'étant pas toujours conscient des "véritables raisons" qui le poussent à adhérer. Enfin, des hypothèses plus politiques, inspirées de la théorie de la mobilisation des ressources, insistent sur le

73. Il est important d'indiquer que ces entretiens, à quelques exceptions près, ont tous été réalisés en présence de Mme Roset.

74. Sa représentativité est quelque peu problématique : ne nous ont reçues que les gens qui l'acceptaient. De plus, c'est Mme Roset qui nous a mis en contact avec ces personnes et il est probable que sa volonté de nous montrer la diversité sociale et politique des militants d'Aulnay ait eu pour conséquence la sous-représentation de certaines catégories sociales dans notre échantillon par rapport à la réalité de leur engagement au Front National. Nous pensons en particulier aux commerçants, dont la participation au FN est vraisemblablement plus forte qu'on ne pourrait le croire au vu des entretiens. Ceci nous a par ailleurs été confirmé par notre informatrice. D'autre part, certaines trajectoires politiques sont au contraire probablement sur-représentées, et notamment les personnes ayant auparavant voté à gauche.

75. Cf. par exemple sur les mouvements totalitaires : Kornhauser, W., *The politics of mass society*, Glencoe, The Free Press, 1959 ; sur le Front National : Tristan, A., *Au Front*, Gallimard, 1987 ; sur le fascisme : Arendt, H., *Le système totalitaire*, Paris, Ed. du Seuil, 1972 (1ère édition : *The origins of totalitarianism*, New York, Harcourt Brace & Co, 1951).

76. Cf. par exemple Lipset, S.M., *Political Man*, Londres, Heinemann, 1959.

concept d'offre politique⁷⁷ et sur les calculs et la rationalité à l'origine de l'engagement individuel.

IV. Les hypothèses socio-psychologiques

Toute une tradition d'étude de l'extrémisme politique explique qu'il est la conséquence d'une désagrégation sociale grandissante. La société de masse, qui voit la disparition des groupes intermédiaires, laisse les individus isolés et par conséquent vulnérables aux thèses extrémistes. C'est ce que suggère Anne Tristan dans son livre relatant son expérience de militante à Marseille : le FN offre un réseau de solidarité inexistant ailleurs. Ce type d'hypothèses pourrait très bien s'appliquer à Aulnay puisque dans cette ville longtemps communiste le PC est en voie de disparition, alors qu'aucune des autres forces politiques traditionnelles ne semble avoir pris son relais. Mais outre une limite théorique de ces hypothèses (qui n'expliquent pas la constitution initiale du réseau), notre étude ne semble pas les confirmer. En effet, sur l'échantillon de 25 adhérents et sympathisants, 13 sont d'anciens militants d'autres partis politiques. Sur les 12 non militants auparavant, 5 sont des sympathisants "d'extrême-droite" de toujours (votes Tixier-Vignancour, monarchistes...). Si le militantisme au FN correspondait à une recherche de liens sociaux, on aurait dû se trouver face à des gens dépourvus de relations sociales. Or ce n'est visiblement pas le cas ; il semble qu'au contraire les militants aient quitté les réseaux sociaux dans lesquels ils se trouvaient insérés pour rejoindre le FN. Cela est vrai pour les anciens militants, dont 9 ont renoncé récemment à leurs anciennes appartenances, mais également pour les personnes n'ayant jamais adhéré auparavant. Pour celles-ci, la stigmatisation dont le FN est l'objet a eu parfois pour conséquence le départ d'amis, la mise à l'écart dans le milieu professionnel ou même familial, pouvant aller jusqu'au divorce.

Le portrait-type du militant d'extrême-droite souvent tracé par ces théories est celui d'un marginal, d'un chômeur, d'un déviant, d'un "déclassé"⁷⁸ censé chercher au FN une réponse à ses besoins psychologiques ainsi qu'une certaine reconnaissance sociale. Quelques uns des individus rencontrés pourraient effectivement correspondre à ce tableau. Ainsi, cet invalide d'une cinquantaine d'années vivant chichement d'une pension de 3100F par mois :

*"Je me sens bien au Front National, beaucoup mieux que chez les rouges... Je me sens mieux épaulé. Je suis pas mal dans ma peau, même qu'on nous traite de tout ce que vous voulez... Je vis normalement, peut-être même mieux qu'avant, c'est-à-dire que **je me sens un complexe de supériorité maintenant que je suis au FN.** (...) Ils défendent les pauvres gens... et ils défendent aussi les faibles, c'est-à-dire les handicapés ou les vieillards."* (Homme, 50 ans, ancien militant PC, inactif)

Néanmoins, on trouve principalement au FN d'Aulnay des personnes bien intégrées dans la société, et à quelques exceptions près toutes socialement stables ou en

77. Cf. sur la notion de marché politique Offerlé, M., *Les partis...*, op. cit.

78. Cf. par exemple Chouvier, B., *Militance et inconscient : les fondements psychologiques*, Presses Universitaires de Lyon, 1982, ou encore Lipset, S.M., *Political Man*, op. cit.

mobilité ascendante⁷⁹, rejoignant sur ce plan les électeurs du FN au niveau national⁸⁰. Nous pouvons simplement relever le fait qu'un nombre assez important de militants sont divorcés (7) ou célibataires et veufs (6), mais il faudrait, pour que ces chiffres soient significatifs par rapport à l'hypothèse, supposer que cela est vécu comme une "déviance" par ces individus, ce qui ne nous semble pas être le cas. Par ailleurs, nous ne disposons pas de points de comparaison sur ce plan avec les militants d'autres partis politiques qui nous permettraient de considérer ces faits comme une particularité du FN.

L'étude de Birgita Orfali⁸¹, menée à partir d'une cinquantaine d'entretiens semi-directifs avec des militants frontistes, se place elle plus particulièrement du côté des rétributions psychologiques qu'offrirait le militantisme au sein d'un parti minoritaire. Le FN serait vécu par ses adhérents comme une famille où l'on se sent bien, cette notion de famille étant utilisée par le parti dans une stratégie anti-élites. Si nous avons bien retrouvé lors de notre enquête l'affirmation selon laquelle le FN serait "une grande famille" et si quelques adhérents font part d'un "bien-être" depuis leur adhésion, il nous semble que cela relève plus, à part quelques cas⁸², d'une convention que d'un cri du coeur. Cette notion de "famille" est en effet utilisée dans le sens de "famille politique", ou bien encore pour prouver à l'interlocuteur que le FN est un parti "différent", qui fonctionne sur la confiance mutuelle, par opposition aux autres mouvements politiques dans lesquels règneraient la "magouille" et l'arrivisme. Au FN, on vit "pour" et non pas "de" la politique :

"Chez nous les gens ne cherchent pas des places. C'est pour ça que je le vois plutôt comme une famille. Les gens se battent pour des idées(...). Ce que je voulais dire aussi c'est qu'au FN on est vraiment une famille, ici. Y a pas de hiérarchie chez nous, on cherche pas à obtenir un poste, à se battre. Parce que moi j'ai vu au Parti Socialiste des gens se battre entre eux. Parce que quand il y a une désignation pour un député, ou qu'il faut désigner une tête de liste pour les municipales, ou un ordre et bien les gens s'insultent entre eux. Tandis que nous, si y a besoin de moi pour une liste, je suis partant, mais la place je m'en fous. Je fais pas de la politique pour faire de la politique." (homme, 42 ans, ancien militant PS, employé)

"Je pense que c'est plutôt une famille. On voit pas encore tellement de gens essayer de s'taper les uns contre les autres pour avoir telle et telle place plutôt qu'une autre, vous savez, ça suit hein, c'est plus un rassemblement." (homme, 66 ans, ancien militant RPR, commerçant)

79. Le calcul précis n'a pu être réalisé en raison de la faiblesse des effectifs, mais c'est ce qui apparaît si l'on compare la profession des pères à celle des militants ou de leur conjoint.

80. Mayer, N., Perrineau, P., "Pourquoi votent-ils pour le Front National ?", *Pouvoirs*, n°55, novembre 1990, p.168 : "du point de vue de la dynamique sociale, (les électeurs) sont plus souvent en mobilité sociale ascendante ou stable qu'en mobilité descendante".

81. Orfali, B., *L'adhésion au Front National. De la minorité active au mouvement social*, Ed. Kimé, 1990.

82. Ces deux cas pourraient d'ailleurs être rapprochés du modèle de "l'homme assujéti" de Birgitta Orfali : l'adhésion semble en effet correspondre à "la recherche d'une figure paternelle rassurante". Ainsi, cette déclaration d'une militante illustre parfaitement ce fait : "J'ai découvert en rentrant au Front National que dans le fond, ça a toujours été mes idées. Même petite fille... Et j'ai toujours été d'accord avec mon père. C'était mes idées, je ne me forçais pas, c'était naturel, ces idées c'est naturel, mes idées elles sont naturelles." (Femme, 50 ans, ancienne électricienne RPR, employée).

"C'est une grande famille, le Front National, c'est une grande famille... Pis ce sont des gens qui sont très droits, très sincères." (femme, 49 ans, ancienne militante RPR, au foyer)

Néanmoins, et ceci paraîtra trivial, il est certain que l'engagement au FN à Aulnay est favorisé par cette confiance et cette bonne ambiance qui règnent au sein de la section, sans que cela signifie pour autant une remise totale de soi au parti, et sans que l'adhésion soit liée de manière causale à ces "rétributions psychologiques" que peuvent être la bonne entente et les liens d'amitié.

Le militant type du FN n'est donc ni l'individu esseulé à la recherche de relations sociales, ni le déviant ou le marginal, le "paumé" en quête d'identité et de secours psychologique que l'on se représente souvent, même si quelques personnes ont pu adhérer principalement pour ces motifs. Au contraire, la plupart des militants semblent bien intégrés socialement et professionnellement, et si la section du FN représente pour eux un lieu où règne la confiance et l'amitié, elle n'est pas, à part pour quelques exceptions, la "bouée" à laquelle on se raccroche faute d'autre solution.

IV. Les hypothèses sociologiques

Lorsqu'ils ne sont pas présentés comme la conséquence de conditions socio-psychologiques spécifiques, les mouvements extrémistes sont souvent considérés comme l'expression politique d'une catégorie sociale particulière, "petite bourgeoisie", classe moyenne ou petits commerçants selon les théories, et selon les mouvements ou les époques étudiés⁸³.

La voie avait été ouverte par la théorie marxiste qui, analysant les partis comme l'expression politique de "classes ou fractions de classe", considérait que tout ce qui n'était pas prolétariat ou bourgeoisie, à savoir "la classe moyenne, le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan, le cultivateur"⁸⁴, constituait la classe réactionnaire par excellence. D'autres reprendront cette analyse au moment de la montée du fascisme en Allemagne, faisant des classes moyennes les principaux responsables de l'essor de ce mouvement⁸⁵. On a donc cherché à vérifier ce type d'hypothèses, malgré leurs limites théoriques, dont la plus générale est que "les clivages sociaux n'existent pas à l'état purement objectif" mais que c'est l'entrepreneur politique qui les fait exister⁸⁶.

Une première analyse en termes de CSP, à partir des professions actuelles des militants, a permis peu de conclusions, en raison d'un fort contingent d'inactifs et retraités : 10 (dont 6 retraités) sur notre échantillon de 25. A première vue, le Front National semble bien être le parti interclassiste revendiqué par ses dirigeants et

83. Pour une bonne présentation de ces thèses, voir Mayer, N., *La boutique contre la gauche*, PFNSP, 1986, chapitre 10, pp.304-330

84. Marx, K., Engels, K.F., "Le manifeste communiste", in Marx, K., *Oeuvres*, t.1, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1965, pp.171-172

85. Cf. Lipset, S.M., *Political Man*, op. cit. Kornhauser, W., *The politics of...*, op. cit.

86. Offerlé, M., *Les partis...*, op. cit., p.43.

constaté au niveau électoral puisque toutes les CSP y sont représentées. Pour donner une idée grossière de notre échantillon, et en vertu de regroupements quelques peu abusifs, on constate que les militants se partagent en 3 groupes à peu près numériquement équivalents : un tiers de cadres supérieurs et catégories intermédiaires, un tiers d'employés et ouvriers et un tiers de commerçants, artisans et chefs d'entreprise. C'est cette dernière catégorie qui semble sur-représentée par rapport à la population active d'Aulnay⁸⁷ : 33% contre 6% pour l'ensemble des actifs aulnaysiens⁸⁸. Notre évaluation est corroborée par Mme R., qui nous a indiqué que cette catégorie, et en particulier les commerçants, était de plus en plus nombreuse au Front National. Il faut d'ailleurs ajouter que les commerçants contribuent financièrement de manière importante au fonctionnement du parti. Autre élément significatif : alors qu'aux débuts du FN à Aulnay ils n'osaient afficher leur option politique, il semble que depuis un an ou deux cette réserve disparaisse, signe probablement d'une banalisation du fait dans les boutiques de la ville. Ceci doit être rapproché bien sûr du type de candidats présentés à Aulnay : les trois têtes de liste successives (un commerçant, un médecin et un chef d'entreprise) sont des travailleurs indépendants, et les professions de foi mettent en avant les objectifs de défiscalisation et le versant "libéral" du programme du FN.

Si malgré cette surreprésentation des travailleurs indépendants⁸⁹, le FN semble recruter dans des milieux très larges, on doit noter que 12 militants sur 21⁹⁰ (57%) ont au moins un attribut ouvrier⁹¹, c'est-à-dire au moins une attache avec le monde ouvrier, et semblent par ailleurs être pratiquement tous socialement stables ou en mobilité sociale ascendante⁹². Les militants d'Aulnay viennent donc, pour une part non négligeable, d'un milieu où l'on peut avoir l'impression de s'être "fait soi-même", "à la sueur de son front" car la plupart du temps sans aucun bagage scolaire. Cet élément ressort également des interviews :

"J'ai commencé le lendemain de mes 14 ans à être apprenti, je gagnais rien, c'était quelque chose d'affreux. Je travaillais jusqu'à 60 heures par semaine, 10 heures par jour pour rien du tout. Tout ce que j'ai eu c'est en travaillant, jamais en exploitant quelqu'un, même quand j'étais artisan, jamais, jamais. Je travaillais au noir, même le dimanche..." (homme, 48 ans, ancien militant PC puis RPR, actuellement commerçant)

"A 12 ans et un mois on m'a mis au travail(...). Au départ, j'suis venu à Paris pour reprendre une boucherie, tout au moins, j'avais des oncles et tantes qu'habitaient à Paris. Y m'avaient dit : "viens à Paris tu vas voir c'est quand même mieux qu'la Province pour y travailler". C'est toujours

87. Source : I.N.S.E.E, 1982.

88. Colette Ysmal fait la même observation lors d'une enquête réalisée auprès des délégués au Congrès de Nice en mars 1990 : "En bref, le Front national semble s'organiser autour de travailleurs indépendants (36% des actifs), de travailleurs du secteur privé (40%) qui, quel que soit leur statut professionnel déclaré, appartiennent à des catégories moyennes ou à une petite bourgeoisie menacée et déclassée, assez peu instruite et éprouvant sans doute de ce fait des difficultés à interpréter le monde qui l'entoure.", Ysmal, C., "Les cadres du Front national : les habits neufs de l'extrême-droite", in SOFRES, *L'Etat de l'opinion*, Ed. du Seuil, 1991, p.185.

89. On retrouve cette surreprésentation des indépendants au niveau électoral : Mayer, N., *La boutique...*, op. cit., p.323

90. Nous ne disposons pas de l'information nécessaire pour 4 des adhérents.

91. En prenant en compte la profession actuelle, la profession du père et la première profession.

92. Cf. supra p. 34.

vrai, hein. J'vois dans la région parisienne, moi j'vois combien de jeunes qui se plaignent de pas trouver du boulot, moi j'pense qu'tout le monde peut trouver du travail en région parisienne à condition d'pas vouloir choisir, de dire j'veux gagner huit ou dix mille francs par mois ça c'est pas évident, mais trouver du boulot, on peut". (Homme, 66 ans, ancien militant RPR, commerçant)

*"En 1972 je suis rentré à la Caisse d'Epargne et j'ai vu le comportement des communistes alors là ça m'a renforcé dans mon opinion, leur comportement de syndicalistes. Ils ne pensent qu'à eux plutôt qu'aux ouvriers. C'est ce qui fait qu'ils m'ont traité de bourgeois, qu'ils m'ont traité de tous les noms parce que... **j'avais le sentiment qu'c'était des étudiants qui n'avaient jamais travaillé de leur vie, alors ça m'a complètement écoeuré du communisme".*** (Homme, 48 ans, ancien militant PC, commerçant)

Classe moyenne nouvellement promue, petits indépendants, propriétaires de leur pavillon pour la plupart, valorisant l'effort et le travail, arrivés à un âge où la poursuite de l'ascension sociale peut paraître bloquée⁹³, une partie des militants d'Aulnay semblent donc correspondre au portrait de la "lower middle class" attirée par "l'extrémisme du centre" tracé par S.M. Lipset. Pourtant, on ne retrouve pas chez ces militants du Front National l'anti-communisme associé aux comportements extrémistes des années trente⁹⁴. Enfin, on ne doit pas oublier la première constatation, à savoir que le FN recrute dans tous les milieux sociaux, même s'il semble avoir un impact tout particulier et croissant chez les petits travailleurs indépendants et de manière générale au sein de catégories sociales moyennes nouvellement promues.

Tenant compte de la place réservée aux "catholiques traditionalistes" au sein de l'appareil dirigeant du FN, nous nous sommes penchés sur l'influence de la variable religieuse dans l'engagement des militants. Nous retrouvons là ce qui a pu être constaté pour les électeurs du FN⁹⁵ : sur 20 interviewés pour qui nous possédons les renseignements nécessaires, les trois quarts sont catholiques non pratiquants (10) et athées (5), trois autres se définissant comme traditionalistes, un seul comme pratiquant, le dernier étant de religion juive⁹⁶. L'hypothèse selon laquelle la pratique religieuse détournerait du FN est donc vérifiée à Aulnay, même s'il semble qu'au niveau national le parti de Jean-Marie Le Pen tende à se rapprocher sur ce point d'un parti conservateur classique⁹⁷.

93. Aucun militant n'a moins de 35 ans et plus de la moitié (13) ont entre 40 et 50 ans. Sur ce plan, il semble que notre échantillon soit représentatif de la section : les quelques jeunes recrutés à Aulnay ne militent pas à la section mais au FNJ de la fédération, et notre principale informatrice, et principale activiste de la section, a expliqué qu'il lui était plus facile de recruter parmi les gens de sa génération.

94. Seuls deux militants frontistes font spécifiquement référence à l'anti-communisme comme étant une des raisons de leur adhésion à ce parti.

95. Cf. Mayer, N., Perrineau, P., "Pourquoi votent-ils...", op. cit., p.166.

96. Il aurait été extrêmement intéressant d'approfondir l'entretien sur cet aspect mais notre informatrice nous avait demandé de ne pas interroger cette personne sur la religion pour "ne pas la mettre mal à l'aise".

97. Au Congrès de Nice, 41% des délégués se déclarent catholiques pratiquants, et 8% seulement sans religion. Ysmal, C., "Les cadres ...", op. cit., p.183.

V. Les hypothèses politiques

Ni recherche d'intégration, ni expression politique d'une catégorie sociale ou d'un courant religieux spécifique, que signifie le militantisme au Front National ? Le fait que les militants du FN viennent pour la plupart d'autres partis incite à se pencher sur les analyses du *marché* politique en tant que tel, ainsi que sur les analyses des partis comme entreprises de mobilisation et structures d'offre spécifiques.

A Aulnay, c'est d'abord au sein des partis existants que le FN va recruter : plus de la moitié des interviewés étaient militants ailleurs avant de s'engager dans le parti de Jean-Marie Le Pen. La question se pose alors de savoir pourquoi l'émergence d'une nouvelle offre politique a entraîné ces défections.

Si ces personnes ont adhéré au FN, c'est d'abord parce qu'elles souscrivent aux idées mises en avant par ce parti, qu'elles considèrent comme apte à les représenter. La justification de ce choix varie bien entendu selon la compétence politique des interviewés, les personnes ayant le plus de compétence développant un argumentaire idéologique alors que les autres insistent plus particulièrement sur quelques faits divers et accumulent les anecdotes de leur expérience vécue.

Au niveau des enjeux mis en avant, et contrairement à une idée répandue, l'immigration n'est jamais évoquée seule pour justifier l'adhésion. Elle est toujours liée à un ensemble d'autres motivations, et parfois même elle n'est pas citée. Par ailleurs, son évocation et les solutions préconisées dépendent grandement de la compétence politique : plus la compétence sera faible, plus le discours sera extrémiste, ouvertement raciste et marqué par le ressentiment.

"Plus l'Etat donne, plus le français rembourse. Alors, le bougnoule et puis l'africain qui - trop tard, c'est sorti - qui ne paie pas, parce que Monsieur n'a pas assez de revenus et tout, il a sept, huit gosses, hein, et ben - c'est le pauvre con qui paie. Il faut penser qu'il y en a ras-le-bol de ça. Surtout que maintenant. Ils manifestent en France, ils font des décorations, des monuments (...) Ils font des graffitis sur la Tour Eiffel, sur l'Arc de Triomphe et on les voit défiler avec SOS-Racisme et tout. Ils peuvent même insulter des gens, qui se battent pour leur pays (...) Quand on voit les mélanges maintenant, on voit des femmes qui se mélangent avec des noirs et des arabes ; ça fait des métis... et vice-versa. Les races maintenant, elles sont mélangées ; on sait même plus qui est français, qui est... y a plus de races ni rien. Parce que... moi, française, maintenant à part ceux qui sont vraiment du FN, mais qui sont encore... mais il faut encore dire, prétendre à être français... Mais je pense qu'eux, leur génération, eux, aillent se mélanger avec des étrangers du moins, je l'espère... pour le FN et puis de toute manière, de toute manière, moi je vous dis franchement : ma fille, je veux pas la voir mariée avec un noir ou un arabe. C'est même pas la peine. D'abord, elle prendrait la porte. (femme, 34 ans, ancienne abstentionniste, au foyer, mari employé)

Au contraire, une certaine compétence a pour corollaire la nuance et la retenue, d'autant plus si elle va de pair avec une origine politique de gauche:

Dans mon quartier les immigrés sont en nombre limité. Ce sont généralement des gens avec qui on peut avoir des bons rapports ; les mauvais rapports, c'est à cause de la surconcentration, mais quand ils se trouvent isolés, généralement, ce sont des gens très calmes, qui sont déjà intégrés (...). Il faut stopper l'immigration à cause de la faiblesse de l'économie... Ca crée des problèmes sociaux, des ghettos, des problèmes économiques, avec le chômage... Il faut surtout stopper l'immigration clandestine, les renvoyer (...). Quant à ceux qui sont en France et qui sont intégrés, pourquoi on les renverrait ? (Homme, 43 ans, ancien militant PC, technicien supérieur)

L'adhésion au Front National n'est donc pas une réaction irrationnelle causée par une peur de l'étranger. De la même manière, elle ne peut être rapportée uniquement au charisme du leader du FN, même si ce dernier est évoqué avec admiration par certains adhérents :

"Je suis d'accord avec tout ce que Monsieur Le Pen dit. C'est un Dieu pour moi, ça je vous le dis. Je ne vois que par lui." (Homme, 50 ans, ancien militant PC, inactif)

"Monsieur Le Pen est le seul à pouvoir remettre les valeurs morales en place... Je pense que c'est forcément un homme très honnête. Il représente mon idéal politique." (Femme, 48 ans, ancienne militante RPR, cadre moyen)

La totale remise de soi des adhérents à Jean-Marie Le Pen est très rare, et inversement beaucoup de militants tiennent à exprimer une certaine distance :

"Le Pen, ou il vous plaît ou il vous plaît pas. Donc, il me plaisait, donc, je voulais en savoir plus et grâce à lui, en fréquentant le FN, en assistant à des réunions publiques, j'pouvais me faire une idée du Front National... Mais moi, je ne fais pas le culte de la personnalité. Ce sont des idées qui m'attirent." (Homme, 42 ans, ancien militant PS, employé)

D'autres manifestent des réserves vis-à-vis du leader du Front National, certains allant même paradoxalement jusqu'à ne pas souhaiter qu'il soit élu Président de la République ou même qu'il ait des responsabilités dans l'exécutif.

"Franchement, je le vois pas Président. Mais qu'il ait un poste important, oui." (Femme, 48 ans, ancienne électricienne communiste, employée)

"J'attends que le Front National soit toujours assez puissant pour toujours pousser, pousser, pousser (...). Au gouvernement ? Sincèrement, non. Mais être toujours là, en permanence." (Homme, 46 ans, ancien électeur RPR, commerçant)

Il est intéressant de noter que les personnes qui émettent le plus de réserves sont celles pour qui le militantisme au FN représente le premier engagement partisan. Ces personnes ayant a priori une compétence politique moins importante que les anciens militants, on aurait pu s'attendre au contraire à une exaltation de Jean-Marie Le Pen.

L'insécurité, l'identité française, le chômage, la morale, sont également évoqués pour justifier l'adhésion. Comme cela a déjà été constaté, le sentiment d'insécurité a

peu de rapports avec l'insécurité objective ou la vie dans les quartiers immigré⁹⁸. Ainsi, une femme habitant en H.L.M. à la Rose des Vents distribue les tracts dans son quartier "toute seule le soir". Visiblement, elle n'a aucune réticence à clamer tout haut son opinion, et raconte cette anecdote à propos de ses enfants qui jouaient avec d'autres enfants "de couleur" :

"C'est pas qu'ils sont méchants ni rien du tout, mais j'ai mes raisons. J'ai dit : "Si j't'vois avec eux, tu sais ce que je fais, hein ? Tu vas voir..." Il y avait un grand noir, qui est passé, qui m'dit : "Espèce de raciste !". Eh ben j'ai dit : "Oui, mais j'suis chez moi..." C'est tout, ça s'est arrêté là ; jamais j'ai eu de problèmes à ma voiture ni rien du tout." (Femme, 48 ans, ancienne électricienne communiste, employée)

A l'inverse, une femme habitant dans un quartier pavillonnaire du centre d'Aulnay n'ose plus sortir seule le soir après huit heures et redoute les cambriolages :

"Moi je me dis, je vais rentrer chez moi, un soir, il va y avoir la porte fracturée. On pense toujours à des choses... C'est de pire en pire, hein !"
(Femme, 53 ans, ancienne militante RPR, employée)

Le tryptique pétainiste "travail, famille, patrie" est souvent présent dans les discours, que ce soit de manière allusive ou comme référence ouverte :

"C'est pour ça que je suis au FN, c'est pour défendre toutes ces valeurs. Quand on dit la famille, c'est pas des idées des pétainistes. C'est quoi déjà ? Famille, patrie...? (...). Le travail, faut du travail ! Les gens ils veulent pas travailler ! Donc il faut travailler ! La famille. C'est important d'avoir une famille parce que quand vous avez un problème, on le règle en famille, et pis c'est bien d'avoir une famille. Moi je suis d'une famille italienne, c'est bien, on se voit, on se parle...Faut que ça existe la famille...Parce que ça va donner une bonne éducation aux enfants. Et la patrie, c'est la France, nom de dieu ! Si ça pète quelque part, et ben on y va ! On fonce ! Parce qu'on l'aime ce pays, parce que faut la défendre cette terre. Donc c'est pas ringard... Dire ces valeurs pétainistes c'est des valeurs fascistes, non c'est faux." (Homme, 42 ans, ancien militant PS, employé).

Mais la principale raison de l'adhésion au FN tient dans la déception à l'égard des autres organisations. C'est en ce sens que la notion de nouvelle offre politique prend toute sa dimension : le FN vient concurrencer les offres déjà existantes, aussi bien celles de la droite traditionnelle que celles de gauche. Par ailleurs, l'apparition du FN permettra à des individus se définissant comme "nationalistes de toujours", et qui s'étaient auparavant abstenus, de trouver un débouché à leur demande non satisfaite⁹⁹. Ainsi, cet adhérent de 1983 :

"C'est de famille, on a plus de quatre-vingts ans de droite. Droite nationaliste ? Absolument, de grand-père en arrière-grand-père. Mes parents sont plutôt royalistes, monarchistes. Ils votent Front National

⁹⁸ Lagrange, H., Roche, S., *Baby alone in Babylone. Deux perspectives d'analyse du sentiment d'insécurité : système d'attitudes et formes de la sociabilité en milieu urbain*, CERAT-Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, 1987.

⁹⁹ Cinq militants d'Aulnay sont dans ce cas

depuis qu'il existe. Et en 64, quand Tixier-Vignancour s'est présenté, mon père a même fait la campagne." (Homme, 38 ans, commerçant)

Ou bien encore Mme Roset :

"Je suis nationaliste. Je fais tout pour mon pays et mon pays c'est ma fierté. J'ai besoin de le défendre. En 1983 je me suis engagée contre la décadence du pays. Je suis née comme ça. Ce sera le seul parti de ma vie."

Les déçus de la droite traditionnelle, qui représentent la moitié de notre échantillon, sont principalement des déçus du RPR (un seul UDF et un CNI). Militants de base ou simples électeurs, ils votent pour la première fois FN entre 1983 et 1986, pour montrer leur désaccord avec les leaders de la droite classique qui stigmatisent le FN, alors qu'eux se sentent proches de ses idées :

"C'est Mme Veil qui m'a fait voter pour le Front National quand elle a dit pour Dreux : "Vaut mieux voter pour les communistes". Alors ça Mme Veil c'est le meilleur propagandiste pour tous ceux qui sont de droite"¹⁰⁰. (Homme, 79 ans, ancien militant RPR, retraité)

"Vu le comportement du RPR, j'ai tout laissé tomber et quand j'ai su que le Front National en 1983 venait sur Aulnay je suis rentré directement au Front National" (Homme, 40 ans, ancien militant RPR, technicien)

"Y a plus d'entente, chez eux, c'est fini. Voyez bien, quand vous voyez Carignon qui dit qui faut voter pour la gauche, bon ben...dans ce cas-là on rentre pas dans un parti de droite pour voter pour la gauche" (Homme, 66 ans, ancien militant RPF, commerçant)

Plus généralement d'ailleurs, la stigmatisation du FN dans les médias conforte ces anciens partisans de la droite traditionnelle dans l'idée que le Front National est un parti différent. A travers le FN, ils ont l'impression que c'est eux-mêmes et leurs convictions qu'on attaque. Petit à petit s'impose à eux l'idée qu'ils ont à choisir entre le RPR et le FN, que l'ambiguïté n'est plus possible :

"Taper à boulets blancs sur M. Le Pen comme ils le faisaient, et à chaque fois, moi j'ai posé des questions : "mais pourquoi ? Pourquoi ?", mais on m'a jamais répondu alors si vous voulez moi c'est ça aussi..". (Femme, 48 ans, ancienne militante RPR, cadre moyen)

Par ailleurs, on reproche à la droite d'être devenue malhonnête :

"J'appartenais au RPR. Mais comme ce sont des gens pas francs, qui retournent leur veste...J'aime les gens justes. Et francs (...). J'appartenais au RPR depuis le Général De Gaulle, alors vous voyez que ça fait des années, mais ça a tellement changé". (Femme, 53 ans, ancienne militante RPR, employée).

Le contexte local joue également un rôle important, et en particulier la personnalité du maire RPR. Son opposition farouche au Front National qui se manifeste publiquement en de nombreuses occasions (aux réunions du Conseil Municipal, lors des commémorations, lorsque le FN cherche une salle pour un meeting...) conforte

¹⁰⁰. Il est faux que Mme Veil ait appelé à voter PCF à Dreux. Elle avait simplement déclaré le 5 septembre 1983 qu'elle "s'abstiendrait" si elle devait voter à Dreux (*Le Monde* du 7 septembre 1983). Il s'agit néanmoins d'une idée souvent reprise par la propagande du FN

un certain nombre de militants RPR dans l'idée que ce parti ne les représente plus, eux qui se sentent de nombreux points communs avec les partisans de J.-M. Le Pen. Par ailleurs, après les espoirs qu'avait suscités en 1983 la conquête de la mairie par le RPR après de longues années de prédominance communiste, les tensions au sein de l'équipe municipale et l'épreuve du pouvoir amènent avec elles la déception :

"Pis j'avoue que j'suis très déçue par les dirigeants d'Aulnay, les RPR d'Aulnay, pour moi, ils n'ont aucune valeur. Ils ne cherchent pas, si vous voulez, à rendre service, ils sont là, c'est tout, pour leur intérêt personnel (...). On a vraiment un maire qu'est pas à la hauteur et puis toute la suite, hein." (Femme, 49 ans, ancienne militante RPR, au foyer)

C'est cette déception vis-à-vis de l'équipe municipale qui a principalement joué pour les anciens cadres locaux des partis de droite traditionnels (trois, dont un du RPR, un de l'UDF et un du CNI). Contrairement aux simples militants, ils ne votent pour le FN - et a fortiori n'adhèrent- qu'après 1986. Pour eux, le FN offrait en outre la possibilité de réinvestir des "capitaux personnels" étant donné ses bons résultats électoraux.

Mais les militants du FN sont aussi des déçus des partis de gauche (six, dont cinq anciens militants), et principalement du Parti Communiste (un seul vient du PS).

Pour les militants autrefois communistes, la déception est antérieure à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Tous quittent le PC, leur première identification partisane, entre 1970 et 1975, si l'on excepte une personne pour qui la rupture avec ses anciennes convictions date de 1965.

Selon la compétence politique, les raisons mises en avant pour expliquer ces départs diffèrent : pour les uns, l'ancien engagement n'est pas revendiqué en tant que décision volontaire, première justification du départ:

"Ceux qui m'avaient convaincus c'était le frère à ma mère qui était communiste à 100% et son père : famille coco. Alors c'est eux qui m'ont influencé, ben bien sûr, j'étais jeune... Une proie facile... C'est eux, hein, là qui m'ont... Déjà quand j'avais 16, 17 ans ils commençaient... Déjà quand je rentrais je voyais l'Humanité sur la table, et va'z'y, et France-URSS. Bon ben quand on est avec ces gens-là..." (Homme, 50 ans, ancien militant PC, inactif)

"Disons qu'on m'a un peu forcé à voter communiste, en ayant un entourage communiste. Ben disons je travaillais à L., on m'avait dit si tu veux être embauché, faut prendre ta carte du parti. Alors pour être embauché j'ai pris ma carte du parti." (Homme, 38 ans, ancien militant PC, ouvrier)

Pour d'autres, le PC n'était plus représentatif des intérêts ouvriers :

*"Disons que au départ, de toute jeune, je marchais sur le communisme parce que ça défendait le **droit** aux ouvriers. Mais vu qu'après c'était plus les ouvriers qu'on défendait, c'était les immigrés, voyez c'que j'veux dire, ben j'ai tout changé à cause de ça."* (Femme, 48 ans, ancienne électricienne communiste, employée)

Enfin, pour les deux anciens militants communistes qui revendiquent leur adhésion au PC comme un acte volontaire, et qui sont aussi ceux qui ont le plus de compétence politique (l'un était secrétaire de section, l'autre secrétaire d'une union locale CGT, au bureau du secrétariat local des Jeunesses Communistes et a fréquenté les écoles du parti, entre autres l'école fédérale), on explique que c'est la confrontation entre ses idéaux et la réalité du parti qui a entraîné la rupture :

"A vingt ans j'étais communiste. C'était après la guerre d'Algérie. Je suis rentré au Parti Communiste en 1962. Y'avait eu des manifestations où y'avait eu des morts. Je me trouvais dans le quartier de Jacques Bonsergent par là. J'avais vu des gens, des CRS, ou autres que des CRS, je sais pas, on n'a jamais pu prouver, qui matraquaient des gens d'une façon, qui jetaient des grilles d'arbres sur ces gens-là qui étaient collés sur des grilles de métro. Ils avaient fermé les portes de métro, les gens étaient descendus, j'ai vu ça. J'étais d'une famille ouvrière. Cette exploitation de l'homme par l'homme, c'était...j'étais communiste (...). Pis j'me suis aperçu que le parti communiste c'était pas ce que je croyais. Alors j'ai arrêté complètement." (Homme, 48 ans, ancien militant PC, commerçant)

"Je suis rentré dans l'entreprise où je travaille 15 jours avant les grèves de mai-juin 1968. Partant de là, j'étais un peu jeune, hein, j'avais dix-huit ans. Mai 68 c'était toute une histoire, bon, (...), pris dans le mouvement, parce que c'était quelque chose d'énorme hein à l'époque, je me suis retrouvé étant dans une usine et non avec les étudiants, hein, bon, pris dans le grand mouvement où la CGT était très forte, et puis donc avec l'enthousiasme qu'on a à l'âge...Donc je me suis retrouvé dans la CGT (...). Et donc après pris dans le mouvement, je me suis retrouvé à militer pas mal, au PC.(...) J'ai quitté le PC en 1972. (...) Disons que y avait avant toute une démarche qui me déplaisait. Quand on entre dans un mouvement on attend que ce soit la libre expression. Or là tout était préparé d'avance et au PC, les dirigeants, bon, ils acceptent pas la contradiction. Et ce qui a été l'incident "détonateur" si vous voulez, c'est l'affaire de Kolwezi. Le 2ème raid a sauté sur des mines et le PC disait que les soldats français étaient des assassins, des colonialistes, alors qu'ils n'y allaient pas pour occuper. Moi je disais oui (à l'intervention) parce que finalement c'était des travailleurs, des ouvriers qui étaient là-bas, c'était pas des capitalistes. En plus je connaissais des personnes qui étaient là-bas, des enseignants. Mais ça a été le détonateur mais ça aurait pu être autre chose, parce qu'à partir du moment où vous n'êtes plus d'accord on vous écarte. (...) Alors j'en ai eu ras-le-bol et j'ai tout quitté : PC, CGT." (Homme, 43 ans, ancien militant PC, cadre supérieur)

Quoiqu'il en soit, tous ces anciens communistes cherchent à mettre en avant une continuité dans leur comportement, que ce soit en affirmant qu'il n'était pas totalement volontaire et réfléchi, ou bien en soulignant qu'ils étaient, déjà auparavant, nationalistes :

"Mes parents étaient communistes mais ils m'ont élevé dans le respect de l'église, de la patrie (...)Déjà quand j'étais au PC je lisais Minute". (Homme, 48 ans, ancien militant PC, commerçant)

"Mais j'étais déjà nationaliste en étant au PC parce qu'il disait : "la France d'abord", mais c'était que dans le discours". (Homme, 43 ans, ancien militant PC, cadre supérieur)

Cette double référence - communisme et nationalisme - est révélatrice de la place qu'a pu occuper un temps le PCF dans la vie politique française en tant que parti patriote, parti de la Résistance. Aucun de ces anciens communistes n'est passé directement du PC au FN : tous se sont abstenus pendant une dizaine d'années, ou bien ont voté parfois pour le RPR, ce qui réfute en partie l'idée largement répandue selon laquelle le succès du FN dans les banlieues rouges, contemporain de l'effondrement du PC, proviendrait d'un transfert direct des voix communistes. On peut se demander par ailleurs pourquoi, avant d'adhérer au FN, ces personnes ont accordé leurs voix au RPR plutôt qu'au PS ou à l'UDF, puisque rappelons-le ce n'est le cas pour aucun d'entre eux. Un élément nous est apporté par un des interviewés :

"Disons que déjà à l'époque je me méfiais du Parti Socialiste. Parce qu'étant au Parti Communiste j'avais des contacts avec des militants socialistes. Et je savais que le PS c'était un parti de tendances, et que les tendances s'affrontant on allait arriver - je croyais à l'époque - à une situation de Troisième République, voyez avec un gouvernement tous les quinze jours". (Homme, 43 ans, ancien militant PC, cadre supérieur)

L'aversion pour les partis de tendances peut donc expliquer le choix du RPR plutôt que du PS ou de l'UDF pour ces anciens communistes. De manière plus générale, il semble que le RPR ait été, avant l'apparition du FN, le seul parti considéré comme "populaire" par ces électeurs. Mais il faut surtout noter que le vote pour le RPR n'est, à part une exception, qu'épisodique. C'est donc d'anciens communistes en déshérence, à la recherche d'une identification politique introuvable que le FN recrutera, probablement -en partie- en raison d'une image elle aussi populaire, que le style rhétorique de son leader tend à accréditer. Tous commenceront d'ailleurs à voter pour le FN dès 1983, c'est-à-dire dès son émergence sur la scène politique locale et nationale, et s'engageront très rapidement, sans jamais plus apporter leurs suffrages au RPR.

Il semblerait par contre que le passage du PS au FN soit plus proche dans ses modalités du passage RPR-FN que du passage PC-FN. Il est lui aussi pratiquement direct : l'ancien militant PS quitte ce parti en 1988, pour adhérer à l'organisation de Jean-Marie Le Pen en 1989¹⁰¹. Par ailleurs, il évoque également la déception après l'usure du pouvoir :

"J'pense qu'on a été bluffé par le parti socialiste. Dans l'opposition, il y avait des idées sur certaines valeurs, un programme. C'est comme dans les grandes surfaces quand ils essayent de vous vendre une lessive : ils essayent de vous attirer, mais lorsque vous êtes tombés dans le piège c'est plus la même chose. Lorsqu'ils ont été au pouvoir je me suis aperçu

¹⁰¹. Ce cas unique est quelque peu marginal. En effet, nous avons appris par ailleurs que cet homme était passé en commission disciplinaire fédérale du PS en raison de ses propos racistes et parce qu'il se rendait armé aux collages -bien que l'intéressé n'en ait pas fait état lors des deux entretiens que nous avons eu avec lui (qu'Arnaud Mercier soit ici remercié pour les informations qu'il a bien voulu porter à notre connaissance). Néanmoins, les interviews non prises en compte, dans lesquelles nous avons plusieurs anciens électeurs PS, confirment que le passage de ce parti au Front National est direct.

que tout ce qu'ils avaient promis - quelquefois c'est difficile de pouvoir tenir les promesses -, mais enfin tout leur programme, je me suis aperçu que je partageais plus leurs idées." (Homme, 42 ans, ancien militant PS, employé)

Par rapport à tous ces partis envers lesquels les uns et les autres ont de nombreux griefs, qui les ont déçus, le FN a l'attrait de la nouveauté. "Parti jeune", où "tout est à construire"¹⁰², il attire à lui des gens aux origines sociales et politiques diverses et variées, mais qui pour la plupart étaient déjà auparavant organisés, et qui voient en lui le parti le plus apte, comparé aux autres, à les représenter. Et qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit que dans de très rares cas d'une remise de soi totale au FN et à son leader. Si les origines sont diverses, les attentes le sont aussi et les discours expriment une certaine distance, que se soit à propos de la guerre du Golfe, qui a donné lieu à la section d'Aulnay à un débat où les opinions étaient très partagées ("c'était 50-50", nous dira un militant), ou bien à propos du programme social du FN, jugé insuffisant en particulier chez les anciens militants de partis de gauche. Mais si le FN est avant tout une nouvelle offre politique, c'est le travail de mobilisation et le prosélytisme sans faille de quelques militants, allant voir immédiatement les gens chez eux dès qu'ils sont contactés, tenant des stands sur les marchés et organisant des meetings, qui ont eu pour conséquence de la concrétiser aux yeux des militants déçus.

Quelques militants du Front National à Aulnay ont donc su exploiter les succès électoraux pour organiser une section et pérenniser un début d'implantation partisane prometteur. Néanmoins, on l'a vu, la section n'existe de manière continue - et pas seulement lors des campagnes électorales - que depuis peu, et les scores importants obtenus par le parti de Jean-Marie Le Pen depuis 1983 sont disproportionnés par rapport au nombre somme toute réduit d'adhérents. Les rapports entre vote et présence partisane locale sont complexes, et ne peuvent être ramenés à l'équation simple de la mobilisation directe des votes par les militants locaux, ni inversement à l'enrôlement des électeurs au sein du parti. Le vote pour le Front National, comme le militantisme, n'est pas seulement l'expression d'un accord avec les thèses qu'il développe, mais aussi celle d'un rejet des autres partis : en tant que tel, il doit être replacé dans le contexte du système partisan global, à la fois national et local. De ce point de vue, Aulnay, avec un PC disqualifié, un PS peu présent et une droite traditionnelle qui se déchire dans des querelles internes réunit toujours les conditions qui favorisent un Front National fort.

102. Ces expressions se retrouvent dans de nombreuses interviews